

**Le cas du mouvement social Lutte pour le changement (Lucha) en République
Démocratique du Congo (2012-2022)**

Isaac Byamungu Nshokano

Thèse soumise à l'Université Saint Paul
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise
en Innovation sociale

Ecole d'Innovation Sociale Elisabeth-Bruyère
Faculté des Sciences Humaines
Université Saint Paul

© Isaac Byamungu Nshokano, Ottawa, Canada, 2023

Remerciements

Nous avons le profond désir de remercier toutes et tous, de près ou de loin qui ont contribué à la réalisation de cette thèse de maîtrise en innovation sociale. Après plusieurs années, nous avons jugé important de retourner à l'université pour parfaire nos connaissances dans un monde changeant où l'innovation sociale est plus qu'une nécessité pour améliorer notre façon de consommer, d'agir, et d'utiliser les ressources disponibles dans l'équité et la justice. Nous devons notre assiduité à la Professeure Anahi Morales Hudon, qui a accepté de diriger ce travail en nous apprenant les notions de base sur la recherche qualitative et l'étude des mouvements sociaux. Qu'elle trouve ici l'expression de notre reconnaissance.

Au Professeur Simon Tremblay-Pepin, qui a accepté de faire partie du comité d'évaluation de notre thèse. Il a été artisan de première ère pour notre cheminement en innovation sociale. Au professeur Philip O. Onguny, bien que professeur à l'École d'études de conflits, il a donné son accord pour être membre du comité. Son expertise sur la zone d'étude, ses recherches et sa maîtrise des enjeux liés aux conflits, à la pacification et à la communication ont été très utiles pour la réalisation de ce travail.

Toutes les professeures et tous les professeurs de l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère, qui nous ont enseigné et guidé. Ils ont été formidables en nous apprenant les notions théoriques et pratiques sur les innovations. Au fil des ans, nous avons été persuadés que toutes et tous croient que le changement est possible grâce aux innovations.

Tous les collègues étudiantes et étudiants de la maîtrise avec lesquels nous avons partagé des moments merveilleux, en virtuel tout comme en présentiel, nous sommes reconnaissants pour les multiples commentaires sur notre projet de recherche.

Aux militantes et militants du mouvement social « Lutte pour le changement » qui ont accepté de répondre à nos questions, vous êtes les héros de la jeunesse congolaise qui veut un changement. Vous avez démontré votre engagement aux actions citoyennes et à la promotion des valeurs nobles de la justice sociale.

Enfin, ma famille qui m'a encouragé à étudier l'innovation sociale à l'Université Saint Paul.

Résumé

Cette thèse a pour objectif d'étudier l'émergence, la trajectoire et les effets du mouvement social Lutte pour le changement en République Démocratique du Congo. Ce mouvement social a émergé dans un contexte de fragilité politique dans le pays. Cette recherche sur le mouvement social Lucha vient à son heure car malgré sa forte médiatisation, peu d'études lui ont été consacrées. L'étude de cas sera la méthodologie qui va guider notre recherche et notre cadre théorique sera le modèle du processus politique dans l'étude des mouvements sociaux.

Le premier chapitre abordera deux principaux points qui sont le cadre conceptuel et l'approche méthodologique. Dans la première section, les différents concepts qui guideront notre analyse seront définis et expliqués tandis que dans la deuxième section, nous nous concentrerons sur les méthodes et l'analyse des données. C'est dans celle-ci, que le processus de collecte des données sera expliqué. Ce qui nous permettra d'aborder le deuxième chapitre consacré à l'émergence du mouvement. Dans ce chapitre, nous allons analyser les origines historiques de mobilisations en RDC jusqu'à l'émergence de Lucha. Les acteurs du mouvement seront définis et analysés. L'organisation du mouvement Lucha sera expliquée et analysée avant d'aborder le troisième chapitre. Le troisième chapitre analysera la trajectoire suivie par le mouvement Lucha, les ressources auxquelles le mouvement a eu accès ainsi que les stratégies mises en place par les militantes et militants. Le quatrième chapitre sera consacré aux effets du mouvement Lucha sur le plan social et sur le plan politique. C'est dans ce dernier chapitre que la capacité de transformation du mouvement Lucha sera analysée avant d'aborder la conclusion générale.

Mots clés : Transformation sociale, mouvement social, action collective, RDC, Lucha

Table des matières	
Remerciements.....	I
Résumé.....	II
Introduction.....	1
CHAP1. Cadre théorique et méthodologie	4
1.1 Cadre théorique	4
1.1.1. Structure d’opportunités politiques (SOP)	4
1.1.2 Les structures de mobilisation	6
1.1.3 Le cadrage.....	7
1.1.4 Critique de l’approche et position	8
1.2 Approche méthodologique	10
1.2.1 Méthodes de cueillette de données	11
1.2.2 Analyse des données.....	14
CHAP 2: L’origine et l’émergence du mouvement social Lucha.....	17
2.1 Émergence du mouvement Lucha	17
2.2 Les origines du mouvement Lucha	18
2.3 Acteurs et motivations.....	29
2.4 Identité collective et solidarité du mouvement Lucha	33
2.5 Organisation et leadership de Lucha	38
2.5.1 La prise de décision	38
2.6 Les visages des militantes et militants du mouvement Lucha	41
2.7 Conclusion.....	44
CHAP 3.: Trajectoire et ressources du mouvement Lucha.....	45
3.1 Trajectoire du mouvement Lucha	45
3.2. Ressources du mouvement Lucha	46
3.2.1 Les médias	47
3.2.2 Les réseaux sociaux	50
3.2.3 La société civile	51
3.2.4 Les organisations internationales.....	51
3.2.5 Les moyens matériels	52
3.3 Stratégies et cadrage du mouvement Lucha.....	53
3.3.1 Cadrage du mouvement Lucha	53
3.3.2 Stratégies de mobilisation du mouvement Lucha.....	57

3.3.3 Violence et résistance	60
3. 4 Le changement d'échelle du mouvement Lucha.....	61
3.5 Conclusion.....	67
CHAP 4. Effets de la Lucha sur la situation sociale et politique de la RDC	68
4.2 Les moyens de communications réussis.....	69
4.3 Effets sur le plan social	72
4.4 Effets sur le plan politique	75
4.5 Analyse de la perception des opportunités politiques	84
4.6 Analyse du processus de transformation sociale par la Lucha.....	86
Conclusion	100
Bibliographie.....	103
Annexes.....	116

Introduction

Les mouvements de libération nationale en Afrique, ont été au cœur des luttes pour la décolonisation. Plus de vingt ans après l'espoir suscité par les transitions démocratiques des années 1990, le continent fait toujours face à la question de l'alternance démocratique (Akindès et Zina, 2016). L'alternance politique n'a pas été observée dans la plupart des pays, engendrant des crises multiples dues aux coups d'état avec une influence significative sur le développement (Mamdani et al., 1998). En République Démocratique du Congo, la période post coloniale a été marquée par le règne de Mobutu (1965-1997) qui avait renversé le premier président du pays par un coup d'état. La prise de pouvoir par L.D. Kabila en 1997 et remplacé à sa mort en 2001 par son fils Joseph Kabila n'a pas changé le système de gouvernance caractérisé par la corruption et le favoritisme (Matti, 2010).

En Afrique, les luttes pour la démocratisation sont portées par les mouvements sociaux avec la chute des régimes autoritaires ou semi démocratiques de la Tunisie en 2011, de la Lybie en 2011 et du Burkina Faso en 2014 (Akindès et Zina, 2016). La présence de ces mouvements sociaux qui militent pour plus de justice sociale est une opportunité sociale face aux gouvernements non démocratiques (Touré, 2017). À la fin du mandat du président Kabila en décembre 2016, de nombreux congolais étaient convaincus qu'il ne quitterait pas son poste. Le mouvement Lucha (Lutte pour le changement) avait progressivement émergé sur la scène politique pour s'assurer que l'élection présidentielle se déroule dans les délais constitutionnels et que Kabila ne soit pas candidat (Bangré, 2016).

L'émergence du mouvement Lucha a eu lieu dans un contexte difficile de désespoir et de pessimisme pour la population congolaise. Les priorités des citoyens n'étaient plus prises en compte par le régime. Pourtier (2008), décrit la situation congolaise après la promulgation de la constitution de 2006 comme un état post-conflit avec d'immenses défis économique, politique, social et moral. Un pays dont l'État était privé de la majorité de son territoire pendant plusieurs années. Les infrastructures de base délabrées à côté d'une population qui vit la paupérisation et

l'insécurité à grande échelle. À la suite de la situation sécuritaire générale, le pays présentait deux visages différents; la partie orientale avec une multitude des groupes armés nationaux et étrangers, et la partie occidentale plus ou moins stable.

L'est du pays était ravagé par des combats entre les Forces armées de la RDC et les milices d'origine congolaise et étrangère. Celles-ci, se livraient aux guérillas sans merci et aux pillages des ressources naturelles du pays notamment les mines d'or, de coltan et avec de nombreuses exactions sur la population civile dont les violences sexuelles sur les femmes et les massacres. Ces exactions ont occasionné l'augmentation du nombre de réfugiés et déplacés internes depuis le début du conflit congolais (Arquilliere et al., 2015). Dans une étude menée par l'organisation *International Rescue Committee* les conflits congolais sont qualifiés des plus meurtriers après la Deuxième guerre mondiale (Coghlan et al., 2007).

L'ouest du pays semblait être maîtrisé par les forces de l'ordre mais lorsqu'une partie du corps souffre, le reste est paralysé. La pacification du pays n'était pas possible étant donné que les forces négatives occupaient et imposaient leur mode de gouvernance à la quasi-totalité des provinces orientales et le pays était gouverné dans cette dualité administrative (Arquilliere et al., 2015). Le mouvement social Lucha rappelle à travers son manifeste du Congo nouveau, décrit le contexte dans lequel la mobilisation a commencé: « [...] révolté par le chaos général du pays, l'absence de l'état dans les réponses pour l'accès aux biens primaires de base et les réponses des organisations non gouvernementales qui refusent d'explorer les causes profondes de certaines situations [...] la population est fatiguée [...] chacun attend qu'un autre le fasse à sa place » (Lucha, 2012).

Lucha est un mouvement non-violent, qui a vu le jour en mai 2012. Des jeunes indignés par la situation chaotique du pays ont commencé à se mobiliser. Lucha milite pour un Congo uni, libre, prospère et paisible. Lucha soutient qu'en assumant leur pouvoir citoyen, les Congolaises et Congolais peuvent réaliser la dignité humaine et la justice sociale (Lucha, 2012). Les principes « sacrés et indissociables » du mouvement Lucha se résument par l'attachement de ses militantes et militants à la RDC, seuls les Congolaises et Congolais peuvent conduire le pays vers son destin

et les membres sont prêts à assumer à tout prix toute responsabilité qui découlerait de leur attachement à la nation congolaise (TV5 Monde, 2018 ; Rabaud, 2018 ; Lucha, 2012). Selon Touré (2017), le mouvement social Lucha, à l'instar d'autres mouvements sociaux d'Afrique de l'Ouest, qu'il a étudiés peuvent être qualifiés des mouvements sociaux juvéniles. Les militantes et militants du mouvement social Lucha sont âgés en moyenne de 30 ans (Bangré, 2016). Ils sont jeunes et constituent pour cela une génération des véritables sentinelles de la démocratie en Afrique (Touré, 2017). Lucha organise des actions (plaidoyer, manifestations, dénonciations à travers les communiqués) pour des objectifs particuliers.

Malgré le rôle contestataire sur la gouvernance du pays qu'a joué ce mouvement social, celui-ci n'a pas été étudié de manière détaillée, en dépit de sa médiatisation aux niveaux international et national. La documentation sur le mouvement à notre disposition relève principalement de la presse. Fillieule, dans son article : « *On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires* », paru en 2007, écrit que les articles de presse présentent une petite partie des événements de contestation surtout ceux qui rassemblent beaucoup de participants pour s'adresser au pouvoir. La documentation existante sera complétée par des entrevues avec les militantes et militants du mouvement social Lucha. Sans prétendre être exhaustif, au stade actuel, il nous semble important d'effectuer des recherches sur ce mouvement qui a été peu étudié mais qui pourtant semble avoir joué un rôle important dans le changement du contexte politique congolais. L'étude parviendra à déceler en quoi le mouvement Lucha se démarque des autres groupes de pression qui ont émergé à la même période en Afrique de l'Ouest francophone (Y'en a marre au Sénégal et Balai citoyen au Burkina Faso) que plusieurs auteurs qualifient des mouvements sociaux similaires (Bangré, 2016; Dimé et al., 2020).

Pour comprendre le mouvement social Lucha et sa lutte non-violente, cette recherche se focalisera sur son émergence (objectif de recherche #1), sa trajectoire (objectif de recherche #2), et son impact (objectif de recherche #3) sur la société congolaise. Lucha a plaidé pour une alternance pacifique et pour le respect des principes démocratiques depuis 2012 jusqu'à la passation de pouvoir en janvier 2019 dans un pays qui a connu des violences multiples depuis son accession à l'indépendance en 1960. La présente étude va couvrir la période allant de 2012 à 2022.

CHAP1. Cadre théorique et méthodologie

Ce chapitre est divisé en deux grandes parties : le cadre théorique et la méthodologie. Dans la première partie, nous nous pencherons sur les aspects théoriques de notre cadre d'étude qui est basé sur le modèle du processus politique. Cette section est strictement théorique et va consister à identifier les éléments théoriques qui seront mobilisés pour analyser le cas du mouvement social Lucha. Dans la deuxième partie, nous présentons la méthodologie, les méthodes choisies, les ressources auxquelles nous avons eu accès et la procédure d'analyse des données récoltées.

1.1 Cadre théorique

Pour comprendre comment a émergé et évolué le mouvement social Lucha et ses effets, l'approche théorique retenue est le modèle du processus politique dans l'étude des mouvements sociaux. Les principaux auteurs de ce modèle sont Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly. Ce modèle est l'un des outils théoriques les plus appliqués à l'étude des mouvements sociaux. Bien que ce modèle ait évolué dans le temps et qu'il soit aussi mobilisé de manière variée dépendamment des auteurs, nous avons retenu trois des dimensions qui nous paraissent centrales pour pouvoir répondre à notre question de recherche sur l'émergence, la trajectoire et les effets du mouvement à l'étude. Nous avons retenu trois concepts de ce modèle qui sont : (1) La structure des opportunités politiques (SOP), (2) Les structures de la mobilisation et (3) Le cadrage, ou cadres d'interprétation (McAdam, 1999 ; Morales Hudon et Sarrasin, 2019). La SOP ne peut servir à la mobilisation que par l'appui des organisations de base. Il convient donc de préciser que l'ouverture d'un système politique n'est pas en soi suffisante mais elle reste indispensable pour déclencher une mobilisation. Les trois outils de ce modèle seront développés plus bas et vont nous servir dans l'analyse du mouvement social Lucha.

1.1.1. Structure d'opportunités politiques (SOP)

La « structure d'opportunités politiques » (SOP) est un concept qui a été développé par McAdam, Tilly et Tarrow. La SOP intègre la dimension politique dans les mouvements contestataires

(Fillieule et Mathieu, 2009). En accord avec Revillard (2003), la SOP est le principal outil théorique permettant de faire le lien entre mouvements sociaux et système politique. Selon Ancelovici (2009), la structure d'opportunités politiques est définie par Tarrow (1998) en ces termes : « dimensions récurrentes — mais pas nécessairement formelles ou permanentes — de l'environnement politique qui sont une source d'incitation à l'action collective en affectant les attentes de succès ou d'échec des gens » (p.41).

Les recherches sur les opportunités politiques démontrent comment le système politique peut favoriser les possibilités d'organiser les actions collectives ou les protestations (McAdam, 1999). Ce concept peut être utilisé dans les études des cas pour expliquer l'émergence d'un mouvement social ou le début d'un cycle de protestation. C'est ainsi que les chercheurs sont parvenus à expliquer les variations, la forme d'organisation et le degré de réussite en se concentrant sur les démarcations constatées au niveau transnational dans les structures formelles du pouvoir politique (McAdam et al., 1996).

L'environnement politique dans lequel le mouvement social est appelé à opérer constitue un puissant ensemble de contraintes ou d'opportunités avec une influence significative sur ce dernier. Il faut considérer que les différences transnationales dans les caractéristiques institutionnelles plus stables de la politique devraient avoir aussi un effet sur les trajectoires que prennent les mouvements sociaux. Par exemple ; la structure restrictive de la politique électorale aux États-Unis excluait l'option de développement viable pour les écologistes américains mais le contraire était vrai en Allemagne de l'Ouest. Bien que non moins « radicaux » que leurs homologues américains, les Verts ouest-allemands ont trouvé la facilité d'accès aux élections. Le mouvement écologiste allemand a longtemps eu un caractère plus électoral ou institutionnel que son homologue américain (McAdam et al., 1996).

La majorité des recherches sur les mouvements sociaux se focalisent sur l'interaction de ceux-ci avec les institutions politiques (McAdam et al., 1996). En se basant sur des études de cas historiques et des cycles de contestation les recherches effectuées aux États-Unis ont conclu que

l'émergence des mouvements sociaux est dû aux changements dans les structures institutionnelles ou les relations de pouvoir d'un système politique au niveau national. Les recherches européennes, ont rendu compte des différences transnationales dans la structure, le succès des mouvements sociaux sur base des caractéristiques politiques dans les États-nations dans lesquels ils sont intégrés. « Dans les deux tendances, le chercheur est guidé par la conviction que les mouvements sociaux et les révolutions sont façonnés par un ensemble plus large de contraintes et d'opportunités politiques propre au contexte national dans lequel ils agissent » (McAdam et al., 1996; p.3).

Ancelovici (2019), soutient que la structure des opportunités politiques facilite ou empêche l'action collective mais aussi la canalise. « Tout changement de système politique a un effet sur la propension des acteurs à agir collectivement et augmente la capacité de mobilisation » (Ancelovici, 2019; p.42). Selon McAdam (1999), l'alignement politique des Noirs au Parti Démocratique a changé l'équilibre des votes aux États-Unis. Depuis que les Noirs ont quitté le Sud (dominé par les Républicains) et migré vers le Nord, le pouvoir électoral des Démocrates a été renforcé au niveau fédéral. Le « New Deal Coalition » de Roosevelt et le vote de la minorité noire avaient significativement réduit le veto du Sud en matière de politique du parti, ce qui a propulsé les défenseurs de la cause des Noirs (McAdam, 1999; p.82). Cette ouverture politique électorale a favorisé la construction des alliances (Ancelovici, 2009) et permis le développement du mouvement des Noirs.

1.1.2 Les structures de mobilisation

Les structures de mobilisations sont « those collective vehicles, informal networks that comprise the collective building blocks of social movements » (McAdam, 1999; p. ix). Ceux qui ont développé ce concept sur les mobilisations des entités collectives formelles et informelles à travers lesquelles les populations se mobilisent et se sentent engagées dans les actions collectives se basent essentiellement sur la mobilisation des ressources. Selon Morales Hudon et Sarrasin (2019), « ce cadre d'analyse reconnaît que les structures de mobilisation (financières et organisationnelles) jouent un rôle important dans la capacité des individus et groupes à agir collectivement » (p.108).

La mobilisation des ressources est devenue incontournable dans l'étude des mouvements sociaux surtout dans le cadre de l'action politique. Elle intervient en apportant les ressources nécessaires et en mettant en place les conditions nécessaires qui peuvent soit favoriser ou freiner l'action collective. La théorie de mobilisation des ressources s'est beaucoup inspiré des hypothèses d'Olson (Lapeyronnie, 1988). En référence aux écrits de McAdam (1999), au niveau de la base, la contestation ne se développe pas à partir des mécontentements mais elle est influencée par la disponibilité des ressources nécessaires et suffisantes pour déclencher une action collective. Le modèle de mobilisation des ressources pousse la chercheuse ou le chercheur à se poser la question « comment » afin de savoir les éléments qui permettent au mouvement social de se déclencher, de réussir ou d'échouer. Il s'agit donc d'un processus de construction mettant en évidence le rapport de force ou de sens (Neveu, 2015).

1.1.3 Le cadrage

Selon Benford et al. (2012) « Les cadres de l'action collective se construisent lorsque les adhérents définissent une condition ou une situation comme problématique et devant être changée, lorsqu'ils en attribuent la responsabilité à quelqu'un ou à quelque chose, et lorsqu'ils proposent un ensemble d'alternatives et exhortent d'autres individus à participer au changement » (p. 225). Ce terme est inspiré du travail de Goffman qui selon ce dernier, permet aux populations « de localiser, d'identifier, de percevoir et d'étiqueter » les situations (Benford et al., 2012; p. 224). C'est-à-dire il donne le sens aux événements pour orienter les actions collectives à entreprendre. L'objectif sert principalement à obtenir un soutien de l'extérieur pour avoir plus d'adhérents et finalement parvenir à la démobilisation des adversaires (Benford et al., 2012).

Quant à l'identité collective, elle est considérée soit comme un concept central, soit comme une catégorie résiduelle pour les théories et questions associées aux études contemporaines des mouvements sociaux (Hunt and Benford, 2004). L'identité collective est au centre de toute mobilisation (Klandermans, 2014). Au sein d'un groupe ou d'un mouvement social, l'identité a plusieurs bénéfices pour le groupe et à l'extérieur du groupe pour son rayonnement. Jasper et McGarry (2015), citent trois bienfaits de l'identité collective au sein d'un mouvement social et trois bienfaits à l'extérieur d'un mouvement social. Pour l'intérieur du mouvement: « Solidarity

with others • Pride in oneself • Strengthened networks and Organizations » et à l'extérieur du mouvement « • Projection of power • Ability to demand rights in name of group • Aura of inevitability » (p.3). Par leurs propos Jasper et McGarry (2015) affirment que l'identité peut être un ciment pour la force du groupe et le rayonnement de celui-ci. Le mouvement pour la défense des droits civiques aux États-Unis est une illustration de l'identité collective et de la solidarité à l'intérieur et à l'extérieur d'un groupe. McAdam (1999) explique comment les Églises fréquentées par les personnes Noires ont milité pendant de longues années pour mettre fin à la ségrégation raciale aux États-Unis. Cet exemple éloquent témoigne la lutte de toutes les personnes se reconnaissant par l'identité noire a constitué une force pour la mobilisation.

Pour analyser le mouvement social Lutte pour le changement, nous nous servirons des trois outils présentés ci-dessus. Nous nous pencherons sur les dimensions de la structure des opportunités politiques qui sont à la base de l'origine de la mobilisation de la jeunesse congolaise jusqu'à donner naissance au mouvement Lucha. Nous allons ensuite analyser comment les structures de mobilisation qui ont vu le jour se sont constituées grâce aux opportunités politiques pour former une résistance au régime de Joseph Kabila. Enfin, nous allons analyser comment les militantes et militants ont réussi à définir de cadre d'action pour mobiliser la population congolaise. Pour l'instant nous allons nous focaliser sur les critiques qui ont été formulées à ces outils d'analyse qui constituent le modèle du processus politique.

1.1.4 Critique de l'approche et position

Le modèle du processus politique a été utilisé pour analyser des mouvements sociaux dans diverses circonstances notamment dans le contexte des régimes démocratiques et non démocratiques.

L'étude de McAdam (1999) a permis à ce modèle de connaître du succès, mais il présente certaines limites. Selon Kriesi (2009), ce modèle a été critiqué pour son réductionnisme politique car il ne tenait pas compte des changements systémiques dans la société. Il sous-estime les dimensions sociales et culturelles qui sont pourtant très utiles pour une action collective. C'est ainsi qu'on peut penser que l'approche est très utile pour des recherches proches des sciences politiques mais moins utile pour les études sociales et culturelles. Cette approche est en quelques sorte « myope »

car elle tente de répondre à certaines questions au détriment d'autres aussi importantes pour comprendre les dynamiques sociales. Elle se focalise sur les mouvements sociaux orientés vers le régime politique, les interactions avec les représentants du système politique en place et le résultat produit par les différentes interactions (Kriesi, 2009). Pour étudier les mouvements sociaux, il faut aller au-delà de prendre en compte ceux qui sont au pouvoir pour plutôt penser aux acteurs impliqués dans la gestion des mobilisations (Neveu, 2015).

Filleule (2005), dans « Requiem pour un concept ; Vie et mort de la notion de 'structure des opportunités politiques' », estime que ce modèle est « statique ». C'est un modèle qui ignore le dynamisme et le changement de l'activité politique. Selon l'auteur, la notion de « structure » qui fait partie du concept, disqualifie son sens lorsqu'on est d'accord que les actions protestataires sont dynamiques et ressortent du relationnel.

Dans *Dynamics of Contention*, McAdam et al. (2003), estiment que les opportunités et les menaces ne sont pas dus directement aux changements dans la société mais qu'il existerait des acteurs qui donnent à ce changement une interprétation en termes d'opportunités et menaces pour la négociation ou la défense des intérêts des groupes de mobilisation. Dans ce cadre, le constat à travers l'histoire est que les mouvements sociaux catalysent les changements dans tous les domaines de la société (économie, social) mais pas seulement sur le plan politique. Il est difficile d'établir le lien lorsqu'on pense que plus l'accès aux institutions politiques est fermé, plus la protestation devient radicale. Il a été observé en Europe que l'ouverture politique en Suisse a donné lieu à une mobilisation élevée mais modérée alors que la fermeture relative du système politique français a occasionné une mobilisation moins élevée mais plus radicale. La mobilisation des consommateurs n'est pas liée au changement politique mais souvent lié au changement sur le marché et sur le comportement général des consommateurs. Cette approche « permet d'ouvrir des portes, de jeter des ponts et de créer des synergies : elle a le potentiel d'établir des liens forts entre les études des mouvements sociaux et d'autres champs de recherche en sciences sociales ». (Kriesi, 2009; p. 34)

Donatella della Porta (1995) pense que cette approche contient des failles et qu'il faut en tenir compte dans son utilisation pour l'étude des mouvements sociaux. Ses critiques sont formulées en se posant de questions sur le lien entre les stratégies policières de répression pour contrôler les manifestations et celles des militantes et militants pour réussir les campagnes de contestation. Selon l'auteure, pour réaliser une analyse approfondie, il importe de se focaliser sur une seule variable : « Focusing on an in-depth analysis of a single contextual variable would allow, instead, a better understanding of the interactions between social movements and their environment » (p.4).

Après avoir formulé les critiques sur le modèle du processus politique, il serait facile de l'abandonner dans l'analyse des mouvements sociaux. Mais chaque approche a ses inconvénients et avantages selon les contextes. Tilly (2008), dans « Contentions Performances », écrit qu'il est mieux d'examiner d'une façon systématique comment les modèles disponibles d'opportunités politiques font les liens entre les contestataires et la production des changements. Selon l'auteur, «If the weaknesses of that approach inspire my readers to invent different and superior methods for investigating contentious performances [...] I will cheer them on» (Tilly, 2008, p.2011). Tout en reconnaissant les faiblesses du modèle, Tilly encourage ses lecteurs à enquêter sur les performances litigieuses de celui-ci. Le mouvement à l'étude est ancré dans une volonté de changement du système politique. Les objectifs du mouvement, tout comme le contexte dans lequel il émerge, rendent le modèle du processus politique particulièrement approprié pour l'analyse. Ce modèle permet de prendre en compte tout à la fois le contexte politique dans lequel émerge l'action collective, mais aussi la mobilisation, soit comment les acteurs s'organisent et le message qu'ils déploient pour pousser vers un changement dans l'arène politique. Ainsi donc, ce cadre théorique nous permettra d'analyser en profondeur le contexte sociopolitique de la RDC, et mieux situer les mobilisations récentes. Ce modèle constitue un outil important pour étudier l'identité collective au sein du mouvement Lucha.

1.2 Approche méthodologique

Dans le cadre de cette recherche sur l'origine, l'évolution et les effets du mouvement social ; Lutte pour le Changement (Lucha) en République Démocratique du Congo (RDC), l'approche

méthodologique que nous avons adoptée est l'étude de cas. Barlatier (2018) soutient que l'étude de cas, s'intéresse aux phénomènes en répondant aux questions pourquoi et comment. Comment a émergé et évolué le mouvement social Lutte pour le Changement en RDC et quels sont ses effets ? Pour répondre à la question de recherche, il faut récolter plusieurs types d'informations ; les récits des militantes et militants du mouvement Lucha, les communiqués de presse publiés par la Lucha, les articles de journaux, les documentaires sur le mouvement Lucha, l'analyse du contexte sociopolitique et tout autre document ou support audiovisuel se rapportant à Lucha. L'étude de cas est un bon choix pour le traitement de ces informations diversifiées (Barlatier, 2018, Albero, 2010). L'étude de cas, se fonde sur les faits réels, le vécu des acteurs et projette de comprendre un phénomène en profondeur (Albero, 2010). L'étude de cas aide à comprendre la trajectoire suivie par un mouvement social pour dégager ses particularité (Collerette, 1997)

Cette approche méthodologique permet aussi d'identifier des éléments nouveaux sur le cas d'étude (Collerette, 1997), dans ce cas, sur l'émergence, le développement et les résultats du mouvement à l'étude. Dans la mesure où le chercheur ou la chercheuse veut déterminer les liens entre les événements qui ont eu lieu au cours d'une période donnée, l'étude de cas est l'approche appropriée (Collerette, 1997). En somme, selon Gagnon (2012), l'étude de cas est estimée par des chercheurs et chercheuses car elle permet une analyse poussée des phénomènes dans un contexte particulier. Elle donne les possibilités de faire un développement des parcours historiques pour aboutir aux représentations authentiques des réalités étudiées.

1.2.1 Méthodes de cueillette de données

Les méthodes choisies pour la cueillette de données sont les entrevues semi-dirigées et l'analyse documentaire.

Entrevues semi-dirigées

Compte tenu des restrictions de voyage liées à la pandémie de la Covid-19, les entrevues ont été réalisées virtuellement par WhatsApp et Zoom. Un guide d'entrevue composé de questions semi-ouvertes a été utilisé. Les questions étaient divisées en trois catégories. La première catégorie de questions permettait de décrire l'émergence du mouvement, la deuxième catégorie visait à définir la trajectoire et la troisième catégorie était consacrée à déterminer les résultats du mouvement dans la période de 2012 à 2022. Il s'agissait de chercher à comprendre l'opinion individuelle de chaque personne rencontrée pour les trois catégories de questions.

Au total, douze entrevues ont été réalisées auprès des militantes et militants du mouvement social Lucha, dans trois provinces à raison de 4 entretiens par province : (1) La province du Nord Kivu : c'est dans cette province que le mouvement Lucha a émergé et où il est plus actif. En termes des militants on estime que c'est au Nord Kivu qu'on rencontre plus de membres (individus, organisations et associations). (2) La province du Sud Kivu : La province du Sud Kivu, fut la seconde province d'implémentation du mouvement Lucha. Le réseau d'adhérents au mouvement Lucha s'est accéléré au Sud Kivu à la même période qu'au Nord Kivu. Les organisations de la société civile, des organisations de droits de l'homme et les associations de jeunes ont été des ressources importantes pour véhiculer le message de Lucha au Sud Kivu. (3) Kinshasa : Kinshasa est la capitale du pays et c'est le siège de toutes les institutions. Tous les plaidoyers réalisés au niveau des provinces sont canalisés vers Kinshasa par les autorités provinciales. Les guerres qu'ont connues les provinces du Kivu (Nord et Sud Kivu) n'ont jamais été vécues à Kinshasa mais plusieurs personnes y vivent en solidarité avec celles de deux provinces. Il est plus facile d'arracher l'alignement des autorités à une cause commune lorsqu'on manifeste à Kinshasa qu'en province.

La durée de chaque entrevue était variable compte tenu des facteurs qu'on ne pouvait pas contrôler qui sont la connexion internet, la capacité de répondre de chaque militante ou militant et la disponibilité. La durée minimale était de 60 minutes et deux heures de durée maximale. Les entrevues ont eu lieu pendant l'hiver 2022. En général, les entrevues se déroulaient la fin de

semaine (samedi et dimanche), dans l'après-midi en RDC. Il était prévu de passer les entrevues en Français mais compte tenu du contexte linguistique de la RDC, nous avons recouru à une combinaison de plusieurs langues. Pour les provinces du Nord Kivu et Sud Kivu, nous avons utilisé le Swahili et le Français, tandis que pour la ville province de Kinshasa c'était le Lingala et le Français.

Le recrutement des participantes et participants aux entrevues a été fait à partir de notre réseau en RDC. Nous avons contacté les personnes que nous connaissons et d'autres figures publiques du mouvement Lucha qui ont déjà donné des conférences ou entrevues ailleurs. Nous avons demandé plusieurs noms à chaque personne rencontrée pour agrandir la liste potentielle de gens qui pourraient participer aux entrevues. Sur une liste de plus de cinquante personnes, nous avons choisi 12 à partir des critères suivants ; avoir participé aux manifestations du mouvement Lucha qui exigeaient le départ du régime de Kabila, être majeur et habiter l'une de trois provinces retenues pour la recherche. L'entrevue était menée après un accord préalable, la signature du formulaire de consentement et le partage du guide d'entretien.

Analyse documentaire

Pour récolter les informations nécessaires sur les actions et discours du mouvement, nous avons consulté plusieurs sources documentaires à savoir : les communiqués du mouvement Lucha présents sur ses médias sociaux, les articles de presse des médias internationaux et nationaux, les documentaires et films sur le mouvement Lucha.

La collection des communiqués du mouvement Lucha était faite par la consultation régulière des médias sociaux du mouvement Lucha (page Facebook et compte Twitter) pour être à jour sur les différents communiqués que le mouvement a déjà publié. Nous avons collectionné des communiqués et des extraits des entrevues du mouvement Lucha depuis sa création en mai 2012 qui sont en rapport avec notre sujet. Ces communiqués étaient souvent des courts messages

exprimant la position du mouvement. Par la collaboration des certaines militantes et militants, nous avons accédé à d'autres communiqués qui constituent des archives importantes à la compréhension des activités du mouvement.

Les articles de presse des médias internationaux et nationaux qui ont été consultés sont : le journal Jeune Afrique, le quotidien Le Monde, Radio France International (RFI), Actualité.cd, TV5 Monde, France 24, Le Monde, VOA, Amnistie Internationale, Protection Internationale, etc. Ces médias étaient choisis car ils diffusent régulièrement des informations sur la RDC, sont très actifs sur les questions de droits de l'homme en RDC et ont réalisé des reportages sur la Lucha dans la période allant de 2012 à 2022. La collection des documentaires et films existant sur le mouvement Lucha comme le film de Marlène Rabaud intitulé Congo-Lucha ont aussi été inclus dans l'analyse documentaire. L'analyse de ces documentaires était importante dans le cadre de la présente recherche. Ces différentes sources nous a permis d'avoir accès à un nombre d'articles de presses, des vidéos et des blogs qui s'intéressent aux activités du mouvement à travers des recherches par mots clés.

Pour cette étude, chaque catégorie de ressources a été exploitée en commençant par la visualisation des films et documentaires sur le mouvement Lucha, ensuite l'analyse des articles de presse et des communiqués du mouvement Lucha. Le traitement des données récoltées sur terrain était fait indépendamment et en dernier. Avant de commencer la recherche, une approbation du comité de déontologie a été obtenue. Les méthodes de récolte des données et de choix des interviewés ont été validées.

1.2.2 Analyse des données

Pour l'analyse des données qualitatives, Krief et Zardet (2013) proposent de faire recours à l'effet miroir. Cet effet miroir se construit à partir « des notes issues des entretiens en classant les expressions des acteurs en phrases témoins dans une arborescence constituée des thèmes, sous-thèmes et idées-clés » (p.218). Parfois le chercheur ou la chercheuse éprouve des difficultés dues aux différentes expressions des interviewés pendant la récolte des informations qualitatives. Le

chercheur ou la chercheuse peut se heurter à l'imprécision des acteurs où un seul mot peut avoir des sens différents selon les interlocuteurs et une personne qui s'exprime à différents moments peut attribuer des sens différents à un mot (Krief et Zardet, 2013). Dans le cas de notre recherche, cette démarche a été intéressante étant donné que l'étude du mouvement social la Lucha est sur une longue période allant de 2012 à 2022.

Le contexte d'émergence du mouvement en 2012 est différent du contexte politique lors de la passation du pouvoir en 2019. Par exemple, le contexte politique et sécuritaire des provinces de l'Est du pays (Nord Kivu et Sud Kivu) est très différent de celui de la capitale Kinshasa. Dans le cadre de l'effet-miroir le codage des données est ouvert. Ce qui signifie que la chercheuse ou le chercheur peut identifier le sens des expressions des interviewés à partir du vocable générique défini (Krief et Zardet, 2013).

En somme, le processus d'analyse a comporté trois étapes chronologiques (Krief et Zardet, 2013): (1) La préanalyse ou organisation des données qui implique une segmentation et une décontextualisation des données recueillies ; (2) Le codage qui est une exploitation des données recueillies consistant à transformer les discours, interviews et textes en unités d'analyses (mots, phrases et thèmes) en fonction de la recherche sur l'émergence, la trajectoire et les effets de la Lucha en RDC ; (3) L'interprétation des résultats, s'agissant de synthétiser les données recueillies pour en tirer les inférences.

Pendant la recherche de terrain sur le mouvement Lucha, nous avons effectué des entrevues avec les militantes et militants qui vivent au quotidien les réalités dans lesquelles opèrent les mouvements citoyens en RDC. Etant donné que l'approche théorique qui guide notre recherche est le modèle du processus politique, les questions posées avaient des liens directs avec les menaces et les opportunités que le mouvement a rencontré. Il importe de dire que la résistance citoyenne en RDC pour mettre fin aux inégalités sociales et contraindre le gouvernement à donner des réponses aux besoins réels des populations se déroule dans la plupart des situations sous grande répression. Dans la partie qui concerne la violence, nous présenterons brièvement les révélations contenues dans nos entretiens sur les formes de répression auxquelles les militantes et militants font face.

Dans ce chapitre, nous avons résumé que le processus qui va conduire l'ensemble de notre recherche s'appuiera sur trois outils pour l'analyse des données. Il s'agit de la SOP, la mobilisation des ressources et le cadrage. La section sur la méthodologie a décrit les techniques utilisées pour la récolte des données, l'analyse et l'interprétation. La conduite des entrevues de terrain qui a été nécessaire car sans les échanges avec les militantes et militants, les recherches en ligne ne nous communiqueraient pas des informations indispensables pour comprendre le mouvement Lucha. Dans le chapitre qui vient, nous présenterons, l'émergence du mouvement Lucha c'est-à-dire ses origines en nous appuyant sur les entretiens avec les militantes et militants et sur les articles de presse. Ensuite nous décrirons comment est organisé le mouvement et enfin nous définirons les catégories des membres et donnerons les grandes lignes sur la répression que les militantes et militants ont subie.

CHAP 2: L'origine et l'émergence du mouvement social Lucha

Ce chapitre vise principalement à analyser l'émergence et l'origine du mouvement Lutte pour le changement. Dans la section réservée à l'origine, les aspects historiques de mobilisation en RDC seront évoqués pour nous amener à une comparaison avec ceux ayant enclenchés l'émergence du mouvement Lucha en 2012. Nous analyserons en profondeur les acteurs clés de la Lucha et leurs motivations pour déclencher la mobilisation. Les éléments communs pour les militantes et militants seront évoqués avant de décrire le leadership au sein du mouvement. Etant donné que ce chapitre donne des bases nécessaires pour comprendre l'émergence, l'origine et les caractéristiques des militantes et militants, ces derniers seront divisés en catégories selon leurs rôles respectifs et leur implication dans la gestion des activités du mouvement.

2.1 Émergence du mouvement Lucha

Pendant les périodes coloniale et post-coloniale, la République Démocratique du Congo a connu plusieurs mobilisations pour exiger plus de liberté, de démocratie et de justice sociale. Au fil des temps, les contextes changent et les nouvelles stratégies sont mises en place par les populations qui se sentent marginalisées. Malgré l'existence d'un système de prédation des ressources du pays mis en place par les dirigeants, les Congolaises et Congolais n'ont pas réussi à mettre fin à ce système. Le mouvement Lucha (2012) divise les Congolaises et Congolais en deux catégories distinctes. La première est celle constituée des personnes fortes, oppresseurs, riches plus que les pays, qui contrôlent les pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif et qui s'organisent pour piller la richesse du pays. La deuxième englobe les Congolaises et Congolais qui sont marginalisés, pauvres, dépourvus de tout, faibles mais prêts à se défendre pour retrouver leur dignité.

La première et la deuxième république, ne laissait aucune ouverture aux citoyens pour s'exprimer. Le nombre des mandats du président de la République était illimité. Le multipartisme était interdit et le régime dictatorial de Mobutu sous la deuxième République avait un slogan : Une seule République, un seul parti politique qu'on appelait le parti-état (le Mouvement Populaire pour la

Révolution, MPR). Malgré plusieurs tentatives, il a fallu attendre la promulgation de la constitution de la troisième République en 2006. Celle-ci, présente une ouverture à l'émergence des mouvements sociaux comme la Lucha. A son article 64, cette nouvelle constitution, reconnaît à tout Congolais et à toute Congolaise le droit de manifester, de contester et de faire échec à tout individu qui veut prendre ou garder le pouvoir par la force en dehors du mandat électif.

Dans « sociologie des mouvements sociaux », Neveu (2019), écrit que « l'ouverture du système politique » (P.95) est une opportunité pour organiser les manifestations. Les actions du mouvement Lucha commencent par la proclamation des résultats des élections 2011 pour le deuxième et dernier mandat de Joseph Kabila au pouvoir. Ces élections étaient jugées chaotiques par l'ensemble des organisations de la société civile et par l'opposition (Bangré, 2016). La constitution étant la loi suprême du pays, les manifestations sont réprimandées mais il n'y a aucune base juridique pour punir les manifestantes et manifestants. Ce changement politique soutenu par la constitution de la troisième République a été une opportunité pour l'émergence du mouvement social la Lucha. Le but principal du mouvement Lucha est de lutter pour la justice sociale, en exigeant la réduction des écarts entre les Congolais et la satisfaction des besoins sociaux de base. Il s'avère que les richesses du pays ne profitent qu'à une minorité constituée des dirigeants du pays et leurs proches. Ces personnes ont confisqué le pouvoir économique du pays et veulent s'accrocher au pouvoir pour maintenir leur statut (Lucha, 2012 ; UPEC, 2018). Nous pensons que le constat de l'existence des catégories des Congolais s'apparente à la vision marxiste qui admet une division de la société en deux classes antagonistes : soit oppresseurs et opprimés ou Hommes libres et esclaves (Janne, 1960). Pour mettre fin à la situation congolaise, il faut développer des alternatives visant à réduire les injustices sociales observées (Wright, 2017).

2.2 Les origines du mouvement Lucha

Le mouvement social Lutte pour le changement s'est développé et construit durant une période d'instabilité des institutions publiques en République Démocratique du Congo. Le pays connaît à ce jour trois décennies de guerre civile et des conflits dans la partie orientale. Après une transition réussie par le président Kabila, au cours de laquelle il a accepté le partage de pouvoir avec les rebelles qui envahissaient l'ensemble du territoire national, les conditions de vie des Congolaises

et Congolais n'ont pas changé et se sont détériorées davantage (Trefon, 2010 ; Bangré, 2016 ; Dimé et al., 2020)

Deux évènements majeurs ont coïncidé avec la naissance de la Lucha en 2012 ; il s'agit des élections présidentielles et législatives de 2011 (Dimé et al, 2020 ; Bangré, 2016) et les tueries en masse des populations congolaises habitant la partie orientale du pays. Ces tueries continuent à Beni dans la province du Nord Kivu par les groupes armés étrangers ; les Allied Democratic Forces (ADF) ; qui sont des rebelles ougandais présents sur le sol congolais depuis plusieurs décennies (Doubidji, 2018). Plusieurs sources décrivent la naissance de la résistance non-violente en République Démocratique du Congo. Certaines se concentrent sur des faits historiques pour expliquer l'émergence des mouvements sociaux en Afrique (Akindès & Zina, 2016 ; Mélice, 2010) et d'autres pensent que l'émergence du mouvement Lucha s'expliquerait par l'incapacité du régime de l'époque à répondre aux priorités des Congolais (Bangré, 2016). Les militantes et militants rencontrés donnent les récits qui s'apparentent aux deux sources mais racontés de diverses façons. Un militant raconte « Il est inadmissible que la majorité des Congolais continue à vivre dans la souffrance et dans la pauvreté malgré la richesse que regorge le pays alors qu'une minorité des dirigeants et leurs proches se sont donné le privilège de jouir de toutes les richesses » (Anonyme, février 2022). Les propos des militantes et militants rapportent que le pays n'offre des possibilités qu'aux seules personnes proches du cercle du pouvoir. Ces dernières sont au contrôle de toute l'économie du pays aux dépens du reste de la population congolaise qui en plus vit dans l'insécurité et dans l'injustice. D'où l'unique moyen de réclamer la justice et réduire l'écart entre les deux catégories des Congolais est de se mobiliser.

Quelques faits historiques de résistances en RDC

Les faits historiques sont riches, Akindès & Zina (2016), soutiennent que la montée en puissance des mouvements sociaux sur le continent africain et notamment en République Démocratique du Congo revêt un aspect historique. Les Congolaises et Congolais se sont toujours mobilisés depuis l'époque coloniale à travers les mouvements de résistance. La résistance congolaise commence

dans les villages à l'arrivée des colons. A l'instar d'autres africains, les Congolaises et Congolais se sont farouchement opposé contre la colonisation par diverses méthodes et stratégies (Coquery-Vidrovitch, 1983). L'expérience d'un officier belge monsieur Charles Lemaire lors qu'il arrive en RDC jadis Congo-Belge est frappante. Il raconte qu'il fut accueilli par les coups de fusil et de canon à son arrivée au Congo et observa des incendies dans les villages vers 1882. Les Congolais à l'époque dépourvus de toute technologie militaire et de communication manifestaient une résistance non-violente aux Belges et ces derniers utilisaient des armes à feu pour décourager les manifestations (Dussart, 2020)

En RDC, deux personnalités ont marqué la résistance non violente pour dire non à la colonisation et réclamer l'indépendance. Il s'agit de Lumumba et de Simon Kimbangu. Le premier est appelé le « Héros de l'indépendance » en RDC. Bien que proche de Fanon, il est connu comme quelqu'un qui a toujours orienté sa lutte non violente pour mettre fin aux traitements dégradants que les colons infligés aux congolaises et congolais. Jean Paul Sartre, qui a consacré un texte à la pensée de Lumumba, soutient que celui-ci se voulait non violent à travers le mouvement contre la colonisation qu'il avait initié. Il soutenait que malgré les provocations, les traitements dégradants des colons, son mouvement ne devrait pas utiliser des actes de violence et aurait désapprouvé les initiatives locales violentes contre la colonisation (Mélice, 2010).

Le Kimbanguisme, une religion fondée par Simon Kimbangu, fut au départ un mouvement de résistance à la politique coloniale belge. Dans ses actions non violentes, le Kimbanguisme voulait mettre fin à l'ordre colonial injuste à travers un mouvement collectif de révolte populaire. Simon Kimbangu qui était apprécié par Lumumba, en réalité ne voulait pas une révolte ou une lutte violente comme les colons l'affirmaient. D'ailleurs il avait toujours plaidé son innocence et récusé les accusations d'encouragements à la révolte et à la désobéissance que prônaient ses adeptes qu'il aurait fini par qualifier de faux-prophètes (Mélice, 2010).

Au sommet de l'Université populaire d'engagement citoyen (UPEC) en 2018, les représentants de Lucha, auraient soutenu que leur lutte est une continuité de celle qui a été menée depuis longtemps

par les Congolaises et Congolais pour exiger l'indépendance. Pour les participants congolais membres des mouvements sociaux au sommet de l'UPEC, la genèse du mouvement Lucha serait justifiée par cette capacité de mobilisation reconnue à la jeunesse congolaise. Mais la différence est que Lucha est non-violente, ce qui est une nouvelle façon d'organiser la résistance par la jeunesse congolaise. Celle-ci a toujours été utilisée dans les conflits armés et dans les rebellions (UPEC, 2018).

Quelques évènements récents de l'origine du mouvement Lucha

La journaliste Bangré (2016) écrit que la genèse de la Lucha serait justifiée par les velléités du président Kabila de rester au pouvoir. L'auteure de « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse » ; pense que la stratégie de Kabila s'apparentait à la démarche de Mobutu vers les années 90 de ne pas quitter le pouvoir malgré la pression de l'opposition et la méfiance de la population. Cet article relate quelques faits qui sont à l'origine du mouvement Lucha en citant la misère de la population congolaise et l'existence d'un régime autoritaire prêt à tout pour se maintenir au pouvoir en contrôlant le circuit économique du pays.

Amnistie Internationale (2019), qui a interrogé les militantes et militants du mouvement Lucha pour savoir comment le mouvement a émergé, rapporte ce qui suit : « Il était temps de réclamer le respect de leurs droits, tels que l'accès à l'eau, à l'électricité, aux soins et à des bonnes infrastructures. Les besoins primaires de base n'étant pas respectés, il fallait les réclamer d'une toute autre manière. Ainsi le mouvement citoyen Lucha a vu le jour ».

Selon Polet (2022), la création du mouvement Lucha a été motivée par les révolutions arabes qui ont eu lieu après 2010. Ces manifestations ont démontré à la jeunesse africaine, que le peuple était capable de se prendre en charge et d'être exigeant vis-à-vis des gouvernants. Le mouvement Lucha aurait enchaîné les luttes sur les aspects sociaux en exigeant la sécurité, l'eau et l'emploi pour les jeunes surtout diplômés qui peinaient à trouver des opportunités afin de servir le pays et valoriser

leur savoir académique. Il fallait attendre l'année 2015 pour voir le mouvement acquérir un statut national en s'opposant farouchement contre le glissement du deuxième mandat de Joseph Kabila à la tête du pays. C'est au cours de cette année (2015) que le mouvement Lucha qui œuvrait comme association d'une jeunesse abandonnée ; adopte l'appellation de mouvement citoyen en référence aux autres mouvements citoyens d'Afrique francophone à savoir Y'en a marre du Sénégal et Balai citoyen du Burkina Faso.

Les récits des militantes et militants du mouvement Lucha, sont diversifiés mais sans se contredire chacune et chacun dans sa version des faits. La majorité des jeunes rencontrés sont membres des associations des jeunes et des droits de l'homme avant d'adhérer au mouvement Lucha. Au Nord Kivu, où le mouvement a vu le jour, les quatre personnes interviewées sont membres des associations et militaient en qualité de défenseurs des droits humains dans leurs structures. La province du Nord Kivu a une position stratégique qui la place au cœur des enjeux politiques du pays. C'est la première province où on a vu la création des organisations non gouvernementales aux ambitions régionales. Plusieurs enjeux politiques s'y jouent et les organisations non gouvernementales jouent un rôle important (Mararo, 2001). Un militant a affirmé pendant l'entrevue que lorsqu'ils se sont réunis à Goma pour la première fois afin de lancer les activités du mouvement Lucha, lui pensait que c'était une réunion habituelle car les jeunes du Nord Kivu et du Sud Kivu se réunissaient à travers leurs organisations pour réfléchir sur les questions d'intérêt social et politique dans le pays. Pour illustrer notre compréhension de l'influence des mouvements associatifs sur la construction du mouvement Lucha, deux militants un du Sud Kivu et l'autre du Nord Kivu donnent leurs versions.

« Le mouvement Lucha est née à la suite de l'insécurité que la partie orientale du pays a traversée depuis des décennies. Nous les jeunes, avons pensé qu'il faut mettre en place une structure qui va non seulement obliger les autorités à résoudre la question sécuritaire mais aussi à améliorer les conditions de base des congolaises et congolais » (Anonyme, janvier 2022).

« J'étais membre d'une association des jeunes lorsque le mouvement Lucha a commencé. Pour nous c'était un souci majeur de trouver une solution aux problèmes de la jeunesse. Nous étions engagés dans les activités d'assainissement de la ville, des sit-in pour exiger l'approvisionnement en eau et en électricité aux gouvernants. Ce sont les personnes qui étaient très impliquées dans ces sit-in qui se sont hissé au premier rang dans le combat politique du mouvement Lucha » (Anonyme, janvier 2022).

Les militantes et militants contactés qui vivent à Kinshasa et qui ont joint le mouvement étant à Kinshasa, donnent des versions contraires à celles et ceux qui viennent de la partie orientale du pays où le mouvement est très implémenté. Ils pensaient que la naissance du mouvement Lucha serait facilité par des chancelleries occidentales présentes en République Démocratique du Congo. Ils évoquent la souffrance que traversait la jeunesse congolaise qui faisait d'elle vulnérable et prête à prendre en compte tout ce qui est proposé. Nous remarquons qu'au moins l'ensemble des personnes rencontrées ne tardent pas à évoquer la notion de souffrance pour la jeunesse. La démarcation d'idées entre militantes et militants habitant dans deux parties du pays aux réalités différentes peut se comprendre par ce que le mouvement Lucha est arrivé à Kinshasa tardivement après avoir gagné sa popularité dans les provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu.

Pour approfondir la question d'origine du mouvement Lucha, nous avons cherché à savoir s'il existerait une personne physique ou une organisation qui a pour la première fois proposé la création du mouvement Lucha. Les militants reconnaissent que le mouvement Lucha s'était développé en s'appuyant sur des personnes bien connues dont certaines sont décédées dans des situations tragiques, une minorité vit en exil par peur de représailles et d'autres ont pris la décision de rester à côté de la population congolaise meurtrie malgré la répression et le risque permanent d'être emprisonnées.

Sur son site internet, le mouvement décrit la RDC comme un pays qui semble vivre dans une structure coloniale qui donne à certains citoyens les droits de voler, de tuer et d'assujettir les autres. Les guerres interminables accompagnées des solutions qui ne sont que des simples distractions

pour asservir les Congolaises et Congolais. Les militantes et militants qui s'identifient dans le combat pour la liberté de Lumumba, de Kimpa Vita et de Simon Kimbangu se décrivent comme un groupe des jeunes qui veut être plus exigeant au pouvoir pour améliorer les conditions de vie et appliquer les principes démocratiques (Lucha, 2012). La question qu'on peut se poser, comment se sont-ils organisés ? Y a-t-il un leader qui aurait influencé la mise en place de ce mouvement social ? Y a-t-il une situation qui a poussé ces jeunes à constituer la Lucha ?

Initiateur ou initiatrice de la Lucha

Notre étude étant qualitative, nous avons analysé toutes les informations à notre disposition spécialement celles issues des entrevues et des médias locaux et étrangers. Les militantes et militants nous ont confié que le mouvement aurait commencé par exiger l’approvisionnement en eau et en électricité dans la ville de Goma au Nord Kivu. Comme dit plus haut, l’existence des associations des jeunes est un atout qui a contribué à la formation du mouvement Lucha. Les jeunes avaient déjà développé un esprit de cohésion et réfléchissaient sur la paix et la cohabitation pacifique dans la région et donc lancer une nouvelle structure qui était supposée déclencher une résistance n’était plus difficile. Le documentaire de Rabaud (2018) met en évidence cette version pour justifier l’émergence de la Lucha. Dans sa recherche intitulée « La criminalisation des mouvements sociaux : cas de la Lucha en RDC » paru en 2018, l’organisation Protection internationale écrit que la Lucha a été fondée par les jeunes congolais de Goma. L’organisation a été en contact avec les membres influents du mouvement pendant une longue période mais le nom du fondateur ou de l’organisation à la base n’ont pas été révélés par les militantes et militants.

Compte tenu de la répression et les violences qu’ont subi les militants, nous pensons que les noms des vrais initiateurs du mouvement Lucha seraient bien cachés pour leur sécurité. En cherchant à analyser profondément cette question d’émergence pendant les entrevues, nous avons demandé aux militantes et militants l’identité de celui qui aurait conçu et écrit le rituel que tout nouveau membre adhérent subit pour être considéré à part entière comme militant ou militante du mouvement Lucha, nous avons constaté que les réponses données n’exprimaient pas nécessairement la même chose. Certains ont répondu que c’est pendant les réunions réservées aux militantes et militants que ce rituel a été écrit. D’autres disent que c’est probable que ce rituel soit venu des autres mouvements de résistance situés sur le continent africain.

Position du gouvernement congolais sur la Lucha

Au sein du gouvernement congolais on avait remarqué des évolutions positives dans les discours des politiques. A l'arrestation des militants de Lucha et Filimbi en réunion avec les mouvements frères de Y'en a marre et Balai citoyen à Kinshasa, le porte-parole du gouvernement M. Lambert Mende avait déclaré ce qui suit : « ils sont venus promouvoir la violence en assurant une formation des jeunes congolais à l'usage des instruments de violence [...] il y a de problème de sécurité assez important [...] ils sont arrêtés et devraient très rapidement être présentés devant la justice » (Meila, 2015). En 2016, le Président Joseph Kabila avait reçu en audience les militantes et militants de la Lucha à Goma mais selon un militant contacté par la presse, Kabila ne traitait plus les militantes et militants des bandits ou terroristes comme avait l'habitude de le dire le porte-parole du gouvernement mais les avait qualifiés d'intellectuels et leur disait qu'ils sont de citoyens et constituent le présent et le futur de la nation (Chahed, 2017). Pour la question des mouvements sociaux des jeunes, se confiant à la presse en 2017, Marie Ange Mushobekwa, à l'époque ministre des droits humains déclara : « Les mouvements citoyens sont importants pour notre jeunesse mais le changement doit commencer par le respect de la loi, ils doivent se faire enregistrer auprès de l'État afin de légaliser leur existence » (Chahed, 2017). On a remarqué un revirement des propos des autorités congolaises face aux mouvements sociaux des jeunes. Ces mouvements qui étaient traités de « terroristes » mais sont appelés à s'enregistrer même pour agir dans la légalité. Nous pensons que malgré le recours à l'article 64 de la constitution congolaise qui donne à chaque citoyen le droit de manifester pour s'opposer à qui conque veut conquérir le pouvoir par la force, nous estimons que le gouvernement avait laissé une ouverture aux mouvements sociaux d'exercer leurs activités. La répression bien que présente n'était pas intense. En visualisant le documentaire de Rabaud sur Lucha (2018), on peut constater que faute de preuves la justice congolaise à l'époque n'avait pas condamné les militantes et militants arrêtés.

Nous retenons que le mouvement social Lucha aurait émergé à cause de la souffrance des militantes et militants et facilité par l'existence des mouvements associatifs dans les deux provinces du Kivu. Le mouvement s'est développé à travers le pays grâce à une volonté politique. On a remarqué une baisse de répression motivée par la recherche de légitimité du président Kabila après son élection pour un deuxième mandat contesté. Il avait besoin des « alliés » de toute tendance ; de l'opposition,

de la société civile, des syndicats et de toutes formes d'organisations citoyennes. Cette volonté politique aurait favorisé des opportunités d'action pour les mouvements sociaux en RDC et d'exercer leurs actions sur l'étendue du territoire national. Le changement du récit du gouvernement de l'époque, tel que détaillé ci haut, témoigne d'une opportunité politique que Lucha aurait utilisé pour poser ses bases. En d'autres termes, l'émergence du mouvement Lucha peut se justifier par le fait que les militantes et militants ont converti et tiré profit des opportunités politiques présentes à l'époque (McAdam, 1999).

Liens entre Lucha et d'autres mouvements sociaux africains

Dans l'article de Bangré (2016), l'auteure écrit que Lucha serait similaire à d'autres mouvements sociaux qui ont vu le jour à la même période dont Y'en a marre au Sénégal et Balai citoyen au Burkina-Faso. Peut-on réellement affirmer que Lucha s'inscrit dans une vague des contestations vécues sur le continent africain depuis 2010 allant des « révolutions arabes » en Tunisie et en Égypte ou des résistances qui ont été menées par des mouvements similaires Y'en a marre au Sénégal et Balai citoyen au Burkina Faso ?

S'agissant de la continuité des révolutions arabes qui se seraient transposées en RDC (Polet, 2022), il y a moyen de s'appuyer sur les trajectoires des révolutions arabes et se demander s'il y aurait un quelconque lien avec le mouvement social Lucha. Kienle (2012), écrit que les révolutions arabes ont été étonnantes car les trajectoires suivies seraient nouvelles et démontrent en suffisance la puissance de la communication et d'échanges pour les nations ayant une langue commune. Comment expliquer l'effet de la révolution tunisienne qui se propage rapidement dans les autres pays africains et en dehors de l'Afrique ayant en commun la langue arabe ? Les mêmes événements se sont produits en Égypte, en Algérie, en Jordanie, à Oman, au Yémen, au Soudan, au Bahreïn, en Libye, au Maroc et en Syrie. La différence des manifestations serait la durée et l'intensité des actions pour ces pays ayant la langue arabe en commun. L'objectif principal des révolutions arabes était de mettre fin au règne des régimes dits des dictateurs comme c'était le cas en Tunisie et en Égypte. Kienle (2012) note la religion commune entre ces pays arabes qui serait un élément non

négligeable pour favoriser les manifestations qui consistaient spécialement à mettre fin au modèle économique et politique dans les pays concernés.

L'origine du mouvement social Y'en a marre au Sénégal serait due au sentiment de désillusion du bilan du président Wade (Touré, 2017). Lors de son accès au pouvoir il a eu la confiance de tout un peuple en qualité d'opposant durant plusieurs années. Mais au fur et à mesure que les années passées, le bilan a été très négatif vis-à-vis des Sénégalais surtout au niveau économique où ses politiques n'ont pas répondu aux attentes du peuple. L'économie agricole et l'industrialisation du pays n'ont pas connu d'apogée. Le plus décevant était le non-respect de la constitution quand il a décidé de se représenter comme candidat c'est à ce moment que les musiciens du rap ont commencé à s'opposer à la politique de Wade à travers des chansons. Le mouvement Y'en a marre serait né à partir des relations de longue date entre amis qui furent des rappeurs et journalistes et habitant tous le même quartier (Touré, 2017).

Le Balai citoyen du Burkina Faso se serait construit au fil des jours à partir des problèmes économiques qu'a connu le pays qui était sous tutelle des institutions internationales pour relancer son pays. La corruption et la mauvaise gouvernance caractérisaient le régime vieux de 27 ans qui n'avait plus la confiance du peuple. Les Burkinabés se sont opposés à la présidence à vie que voulait instaurer le président Blaise Compaoré qui avait au même moment muselé l'opposition (Touré, 2017).

En comparaison avec le Sénégal et le Burkina Faso, la République Démocratique du Congo a connu des trajectoires différentes au niveau économique, social, politique et sécuritaire. Les mouvements sociaux d'origine congolaise et d'Afrique de l'Ouest (Sénégal et Burkina Faso) pourraient avoir des origines différentes. Le fait que les militants de Y'en a marre et du Balai citoyen aient été arrêtés et emprisonnés pour quelques jours en RDC alors qu'ils venaient pour l'échange d'expérience avec leurs homologues membres des mouvements sociaux congolais Lucha et Filimbi (Roger et Kibangula, 2015) n'explique pas nécessairement que ces mouvements auraient des origines ou objectifs similaires. Le contexte colonial africain, la composition ethnique de

chaque pays, la culture de chaque pays et la géographie peuvent souvent expliquer les différences malgré le partage d'une langue de communication (Français) issue de la colonisation. Bien sûr on peut dire que la RDC comme l'ensemble des pays de la région partage quelques problèmes avec le Sénégal et le Burkina Faso comme le chômage de la jeunesse, la corruption et la mauvaise gouvernance avec des contextes différents. Le mouvement Y'en a marre a connu de succès grâce à son opposition au changement de constitution au Sénégal qui avait permis au président Wade de se représenter pour un troisième mandat. Les manifestations au Sénégal ne constituent pas une nouvelle ère car le pays est connu depuis son indépendance comme l'État noir où le jeu démocratique peut s'exercer librement avec l'existence d'une opposition légale (Decraene, 1960). Le Balai citoyen au Burkina Faso s'est montré farouche face à la présidence à vie de Blaise Compaoré mais aucune de ces deux situations ne s'est produite en République Démocratique du Congo. La RDC a connu une période des dictatures depuis son indépendance avec absence totale d'une opposition et ce n'est qu'en 2006 que le pays a organisé ses premières élections démocratiques. Bien que les trajectoires soient différentes, ces mouvements ont collaboré et se sont soutenu à travers des événements à l'exemple de l'Université populaire de l'engagement citoyen (UPEC) 2018 au Sénégal et le partage d'expérience à Kinshasa.

2.3 Acteurs et motivations

Les acteurs de Lucha viennent d'horizons différents, parmi eux, on retrouve des étudiants, des membres des organisations de défense des droits de l'homme, des membres des associations des jeunes et des citoyens ordinaires. Les militantes et militants partagent un sentiment commun, il s'agit de la souffrance. Les récits des personnes rencontrées pendant cette recherche décrivent chacune et chacun la façon dont la souffrance est ressentie par la jeunesse. Les qualificatifs les plus courants pour exprimer ce que les acteurs de Lucha ressentent sont diversifiés. Ils évoquent la guerre qui dure depuis longtemps, le manque d'opportunités d'emplois pour les jeunes, les infrastructures sociales pour le développement de la jeunesse, les violences sexuelles faites aux femmes, le pouvoir corrompu, la non-distribution équitable des ressources du pays, les tueries, l'insécurité et la mauvaise gouvernance. Nous avons noté que la majorité des militantes et militants ont des expériences personnelles de violence subie difficile à vivre et qui justifie pourquoi se joindre à la mobilisation. Un militant raconte :

« Depuis la guerre du mois d'août 1998, j'ai entendu certains mots être prononcés en public et pourtant considérés comme tabous dans ma culture, il s'agit de *viol et violences sexuelles des femmes*. J'ai vu des familles brisées car la mère ou la sœur a été violée. J'ai vu les images de petites filles de moins de 10 ans violées par des hommes armés. Les membres de ma famille et les amis ont été tués et pour certains on n'a jamais vu leurs corps afin d'organiser le deuil. J'avais mes yeux pour voir car les larmes avaient séché à base de voir des situations atroces. Je me suis demandé, existe-t-il un moyen de dire non à ce genre de choses ? Pour exprimer ma colère, j'ai rejoint Lucha afin d'accompagner les autres jeunes et lutter pour le changement ». (Anonyme, janvier 2022).

Dans ses lettres d'actualités du 1^{er} août 2016, le Centre national de coopération au développement décrit les acteurs de Lucha comme des jeunes ayant des racines communes d'avoir vécu des expériences personnelles de violence qui ont nourrit leur combat politique. Un militant s'était exprimé au Centre national de coopération au développement en ces termes : « On a tous fui pendant les conflits successifs, perdu des membres de notre famille, assisté à l'engagement de camarades au sein des milices d'autodéfense Maï Maï, [...] ce cycle de violence continue qui perdure [...] jusqu'à ce jour ».

Généralement les acteurs se mobilisent pour dénoncer un ordre social injuste (Chateauvert et al., 2020). Dans le cadre du mouvement Lucha, les acteurs impliqués dans la mobilisation sont hétérogènes (viennent de divers secteurs). Cette hétérogénéité se remarque lorsque les acteurs s'unissent pour les défis communs; par exemple lors des campagnes lancées par le mouvement pour des questions d'intérêt public. La campagne « Bye-Bye Kabila », est une illustration parfaite pendant laquelle, les partis d'opposition, les organisations diverses et des mouvements sociaux avaient répondu à l'appel de Lucha (Isango, 2016). Au sujet des acteurs impliqués dans les mobilisations, un militant s'était exprimé en ces termes : « pour les questions qui appellent la conscience des Congolais et pour le bien-être de tous, nous sommes prêts à travailler avec tous ceux et celles qui aspirent à un Congo nouveau ». (Anonyme, février 2022)

Les acteurs se mobilisent pour une cause qui peut varier d'un individu à un autre. Il peut s'agir d'une indignation, d'un soutien quelconque apporté à une action ou d'une injustice (Carlino & Mabi, 2017) Au sein de Lucha, à la question de savoir pourquoi les militantes et militants ont choisi de se mobiliser à travers le mouvement, les raisons sont variées et dépendent soit de la ville soit de la province d'origine.

Un militant habitant la ville de Kinshasa dit ceci : « J'ai intégré Lucha par ce que je voulais qu'il y ait changement. Et le changement était de finir les études et trouver de l'emploi. Mais le gouvernement ne nous garantissait pas la possibilité d'être utile à la nation » (Anonyme, janvier 2022). Une militante de Bukavu au Sud Kivu décrit pourquoi elle a intégré le mouvement Lucha en ces termes : « Notre gouvernement ne peut pas garantir la sécurité aux femmes. Chaque jour nous avons les nouvelles à travers les médias locaux ou à travers les organisations de défense des droits de l'homme selon lesquelles, les femmes ont été violées. Ceci m'a poussé à adhérer au mouvement Lucha et je me dis, peut-être la prochaine victime c'est moi et dans ce cas je dois faire quelque chose » (Anonyme, janvier 2022). Parmi les personnes interviewées et habitant la ville de Goma dans la province du Nord Kivu, un militant explique ses motivations de militer à travers Lucha en ces mots : « A part la guerre que nous vivons depuis des années, j'ai été indigné par des tueries à Beni. Les personnes sans défense égorgées chaque jour et pourtant on y trouve un fort déploiement militaire. Ces paisibles citoyens de Beni qu'ont-ils fait pour mériter cela? C'est pourquoi j'ai décidé de militer avec les autres jeunes à travers le mouvement Lucha pour faire entendre notre voix et dire non aux massacres » (Anonyme, janvier 2022).

Ces récits donnent un condensé des motivations qui poussent les jeunes à se mobiliser. Il ressort que malgré les divergences liées à la ville de provenance des militantes et militants, l'amélioration des conditions de vie reste une priorité. Les premières causes de mobilisation de Lucha en 2012 furent d'exiger le gouvernement provincial du Nord Kivu à fournir de l'eau potable à la population. Il était difficile de s'imaginer que dans un pays où les ressources en eau sont abondantes que les citoyens souffrent des maladies d'origine hydrique. Le constat amer à l'époque était que la majorité des ménages de la ville de Goma puisaient l'eau polluée et non traitée du lac Kivu. La campagne « Goma veut de l'eau » est la première activité qui a annoncé l'existence du mouvement Lucha

(RFI, 2014; Rabaud, 2018). Les images du documentaire de Rabaud (2018) montrent les acteurs de cette campagne. Il s'agit des jeunes du quartier qui exigent au gouvernement congolais spécialement les autorités de la ville de Goma de fournir de l'eau potable à tous les ménages. Le film retrace bien l'historique des acteurs de la campagne jusqu'au combat politique.

L'Afrique postcoloniale a connu des mobilisations et les jeunes ont été très actifs à côté des partis politiques, des mouvements associatifs ou autres. Ils s'organisent autour des structures existantes et ne jouent pas souvent le rôle d'acteurs principaux (Soares & LeBlanc, 2015). La mobilisation de Lucha en RDC a changé cette dynamique de mobilisation. Dans ce mouvement, les acteurs principaux sont les jeunes. Dans leur article paru en 2020 intitulé, « *Réformer avec et pour les jeunes* », consacré aux jeunes congolais et malgaches; Mabiala et Menye Langue, écrivent que les jeunes expriment un sentiment de désillusion vis-à-vis de leurs institutions car leurs besoins primordiaux ne sont pas pris en compte. Et donc, ils notent une faible participation de la jeunesse à la prise de décision et qu'ils jugent anormal compte tenu du pourcentage de la population que les jeunes représentent. Nous pensons que la dynamique observée actuellement par la jeunesse congolaise s'inscrirait dans cette logique de chercher à combler les besoins non résolus de la jeunesse. Les militantes et militants du mouvement Lucha étaient considérés au départ comme des « semeurs de troubles » car ils voulaient changer l'ordre social qui existait; qui considérait les jeunes comme des cadets qui doivent suivre ce qui a été décidé et ne pas avoir leurs propres initiatives qui visent à répondre à leurs préoccupations (Mabiala et Menye Langue, 2020).

Ainsi, nous pensons que les différences constatées entre les récits des militantes et militants qui sont les principaux acteurs de mobilisation, peut se justifier par deux principaux paramètres. Le premier est l'existence de quatre zones linguistiques distinctes en RDC et la détérioration des voies de communication entre provinces. Le deuxième serait l'existence de deux réalités sécuritaires distinctes à savoir la partie orientale en guerre depuis presque trois décennies et la partie occidentale qui vit un calme précaire. Ceci pourrait à notre avis nuancer les perceptions des militantes et militants de l'injustice que subissent les Congolaises et Congolais.

2.4 Identité collective et solidarité du mouvement Lucha

Devenir membre ou militant du mouvement Lucha, relève d'une volonté personnelle. Chacune et chacun choisit la résistance non-violente à travers le mouvement. La majorité des militantes et militants reconnaissent que la voie de la lutte n'est pas facile comme on pouvait le penser à première vue. Le choix opéré par les militantes et militants d'appartenir au mouvement Lucha a des conséquences sociales car leur confère la qualité d'une personne prête à lutter pour le bien-être de tous en mettant de côté le prestige personnel. Il existe au sein du mouvement Lucha des membres ou militants qui trouvent satisfaction dans l'appartenance au mouvement mais, ne participent pas aux campagnes, aux marches de protestation. Ils sympathisent avec l'ensemble du groupe, cotisent régulièrement, mais n'apparaissent pas publiquement. D'autres militantes et militants investissent plus de temps et des ressources dans les actions du mouvement Lucha et dans leur imaginaire, ils croient en l'avenir radieux de la RDC. Ils sont persuadés que leurs actions pour le mouvement contribueront au développement du pays (Lucha, 2012). Dans cette section, nous utiliserons les mots « militante et militant » pour toutes les personnes qui s'identifient à Lucha. Dans la suite, nous allons exposer ce qui alimente et construit l'identité collective et la solidarité au sein des membres du mouvement Lucha.

A la question de savoir comment elle pense améliorer la situation des Congolais par la résistance non-violente, une militante a répondu : « D'abord j'ai la foi, en plus j'agis et enfin mon entourage se transforme » (Anonyme, janvier 2022). Ces propos qui sont similaires à ceux d'autres militantes et militants qui croient que la résistance est une solution à la situation congolaise, justifient bien la détermination du mouvement Lucha. Nous pensons que la jeunesse résistante actuelle, constitue un nouveau leadership qui place le citoyen congolais au centre de la solution pour les crises que le pays a vécues les trois dernières décennies. Il faut donc une nouvelle vision pour orienter les actions d'un pays qui a connu des alliances de toutes formes pour sa stabilité mais elles ont abouti aux conséquences dramatiques (Pout, 2020).

Notre avis est que pour qu'un mouvement social comme Lucha forme un groupe solidaire, il y a nécessité d'une vision cohérente et des propositions qui soient conformes aux besoins sociaux.

Dans cette étude, nous avons voulu savoir comment les militantes et militants conçoivent la solidarité. L'un d'eux s'est exprimé en ces termes : « Quand on devient membre de Lucha, on appartient à une seconde famille. Les enfants d'une même famille ont une même identité et vivent la solidarité avec des objectifs communs » (Anonyme, février 2022). Voegtli (2020), écrit que l'identité collective implique l'analyse des propriétés sociales des mouvements afin de savoir comment évoluent les objectifs et comment le mouvement est perçu par le public. Pour les militantes et militants de Lucha, l'accomplissement des objectifs du mouvement est un devoir sacré. Pour s'assurer que la militante ou le militant est pleinement engagé dans le combat citoyen, on peut lui proposer d'accomplir certaines tâches qui s'inscrivent dans la ligne des revendications du mouvement Lucha. Par exemple, on peut lui proposer de diriger une mission de plaidoyer auprès d'une autorité locale pour résoudre une question sociale quelconque. S'il est membre d'une association des jeunes, on peut lui demander de dénoncer à haute voix les cas de violation des droits de l'homme par les forces de sécurité dans son rayon d'action.

Les militantes et militants du mouvement Lucha qui ont signé leur appartenance au mouvement par initiation, affirment qu'après l'étape initiatique l'individu se voit doté d'une autre conscience, celle d'attachement au Congo et le service au peuple congolais. Cette initiation au mouvement Lucha est appelée « passage sous le feu ». Il s'agit d'un acte symbolique qui explique qu'on ne vient pas adhérer à un mouvement social par simple plaisir d'affiliation mais la mort (ou autre conséquence fâcheuse) symbolisée par le feu peut à tout moment arriver. Il s'agit d'une préparation de la militante ou du militant de consacrer son être à Lucha. Le nouveau militant ne s'appartient plus mais appartient à la famille Lucha et à la nation (Rabaud, 2018). Un militant raconte ce qu'il a senti après avoir subi le rite d'initiation de Lucha : « Ce jour-là, j'avais senti une responsabilité que je ne pouvais jamais imaginer. En adhérant au mouvement Lucha, je pensais que c'est un acte simple d'adhésion comme j'avais déjà adhéré à plusieurs associations des jeunes dans le passé. La peur avait disparu et je me sentais lié aux autres membres et me suis approprié la lutte » (Anonyme, février 2022). La cérémonie d'initiation à Lucha se déroule suivant deux étapes principales qui sont; la signature de l'acte d'engagement et le passage à l'initiation.

Signature de l'acte d'engagement par le nouveau membre adhérent

Avant la signature, le nouvel adhérent doit d'abord suivre une causerie morale par les anciens du mouvement, les membres les plus connus. On lui donne l'acte d'engagement déjà imprimé, il écrit son nom lui-même et signe. L'acte d'engagement est individuel et secret. Cet acte d'engagement est la signature d'une alliance du nouveau membre avec Lucha (Rabaud, 2018). Les militantes et militants rencontrés pendant les entrevues affirment que c'est l'unique fois que chaque nouvel adhérent voit son acte d'engagement. S'exprimant sur ses impressions après l'initiation au mouvement Lucha, un militant a dit qu'il n'avait pas compris très bien le message véhiculé par son acte d'engagement le jour de son initiation au mouvement Lucha car il était plein d'émotions difficiles à exprimer. Il fut surpris de constater que lorsqu'on passe son initiation au mouvement Lucha, personne ne pose la question sur l'origine de l'acte d'engagement ou ne s'oppose pas à le signer.

Rituel d'initiation

Ce rituel permet au nouvel adhérent d'intégrer officiellement la famille Lucha. Il lui confère la qualité de militant ou de militante. Pour réaliser ce rituel, un feu est allumé et le récipiendaire prête serment en tenant le drapeau de la RDC en mains comme signe d'attachement au pays. On lui remet un document sur lequel le serment (appelé vœu pour l'avenir du pays par les militants de Lucha) qu'il doit prononcer est inscrit en ces termes.

« Animé par l'amour à ma patrie, la République Démocratique du Congo, mon refus de la résignation et du fatalisme face aux maux qui ruinent mon pays, et ma ferme volonté de participer en tant que citoyen à la sauvegarde de son unité, de sa paix, de sa démocratie ainsi qu'à la défense de la justice, de la liberté et de la dignité pour son peuple. J'ai décidé librement, en âme et conscience d'adhérer sans réserve à la philosophie, aux idées, aux valeurs, aux principes, aux méthodes, aux idées et aux actions citoyennes du mouvement citoyen Lutte pour le changement ; Lucha. Je confesse que Lucha est un mouvement citoyen, non partisan, non violent, des jeunes congolais de tout âge, race, sexe et origine. Condition :

conviction et appartenance, toujours agir selon les règles et les méthodes de la non-violence universellement connues. Ceci implique, ne jamais faire recours à la violence pour exprimer mon opinion, protester ou revendiquer un droit, ne jamais répondre à la violence par la violence, d'où qu'elle vienne. Toujours me conformer aux lois du pays et aux principes de du mouvement Lucha » (Rabaud, 2018).

Pendant que le nouvel adhérent recite son serment, le feu brule, les membres présents ajoutent du bois et la flamme devient plus importante. Tous les membres présents se tiennent main dans la main en chaine de solidarité en forme d'un arc de cercle autour du feu et chantent avec sérénité pour accueillir le nouveau membre. Après avoir lu son serment, le nouveau membre jette le papier sur lequel son serment déjà lu est inscrit, dans le feu ; qui est un signe symbolique d'exprimer son alliance au mouvement (Rabaud, 2018).

Le climat social et politique dans lequel le peuple congolais vit depuis quelques décennies, ne donne aucun espoir pour l'avenir de la jeunesse. Pendant les entretiens, les interviewés utilisent des termes pour expliquer la souffrance dans laquelle la majorité des Congolais vivent depuis plusieurs décennies. Cette souffrance pour les militantes et militants était devenue une source de motivation pour s'engager dans la lutte non-violente. C'est ainsi que le mouvement Lucha a inventé une façon de décrire l'ensemble de ses militantes et militants en ces termes : « Nous sommes les enfants de la guerre » (Lucha, 2012). Enfants de la guerre donne une identité à toute personne désireuse d'adhérer au mouvement Lucha. Ils justifient qu'en s'appelant ainsi, ils veulent signifier que la quasi-totalité des membres effectifs de Lucha, n'ont jamais vécu un pays stable. La crise actuelle en RDC commence en 1994 il y a presque trois décennies, alors que les militantes et militants sont âgés de 18 à 40 ans. C'est-à-dire qu'ils vivent dans un pays en guerre depuis l'enfance pour certains et depuis la naissance pour les autres. Les récits révèlent que chacun d'eux a vécu au moins un évènement malheureux à la suite des guerres à répétition et les conditions de vie difficiles imposées aux congolais par les gouvernants qui n'ont pas inscrits dans leur programme les besoins prioritaires de la population. Les extraits des entrevues des militantes et militants appuient les arguments du mouvement Lucha sur la détresse du peuple congolais.

Répondant à la question un militant s'explique : « J'ai finalement compris que nous tous au sein du mouvement Lucha, la souffrance est commune et nous devons nous lever pour résister afin que le futur soit meilleur pour nos enfants. Nous n'avons qu'un seul pays qu'il faut protéger. Nous avons la foi qu'un jour la situation changera et la souffrance des Congolaises et Congolais prendra fin » (Anonyme, janvier 2022). Dans ces propos, on peut noter qu'à part la souffrance qui unit les militantes et militants il y a en plus le combat politique. S'il faut changer le pays, si celles et ceux qui gouvernent ne sont pas capables de satisfaire les besoins élémentaires des citoyens, il faut le changement. Les militantes et militants pensent qu'ils sont considérés par la société congolaise comme des agents sociaux ou comme des personnes politiques pour le changement de la nation. Ceci confère au mouvement Lucha un rôle très important à jouer au sein de la société et les militantes et militants deviennent conscients de la lourde responsabilité. C'est dans ce sens que la lutte politique devient une identité collective pour les militantes et militants du mouvement Lucha. Un militant rencontré s'exprimant sur comment les organisations de la société civile, les confessions religieuses et les organisations de droit de l'homme ont cru aux actions de Lucha, a répondu en ces termes : « c'est simple ! nous avons une lutte commune. Ensemble nous croyons qu'un Congo nouveau est possible et c'est au niveau politique que nous devons agir » (Anonyme, janvier 2022).

Pour son identité collective, Lucha a utilisé des patois qui permettaient à la population de s'imprégner des buts visés par les actions et attirer la masse. On pouvait lire ces mots sur les calicots tenus en mains pendant les plaidoyers. Les exemples des patois étaient choisis en fonction de l'évolution de la situation politique du pays. Plus loin, dans la partie réservée aux ressources auxquelles Lucha a eu accès, nous parlerons en détails des rôles des médias étrangers et les réseaux sociaux. Lorsque Lucha commence sa résistance, Bangré (2016) annonce l'émergence d'une nouvelle opposition politique. Son article a donné quelques précisions sur l'identité du mouvement qui prônait le changement au niveau politique car le régime de l'époque était considéré comme responsable de la situation sociale difficile de la population congolaise. Cette identité affichée, est un moyen d'incitation à la participation et à la résistance (Voegtli, 2020). La compréhension de l'identité collective pour le mouvement Lucha, est perçue comme un produit de la réalité sociale vécue ou du contexte dans lequel le mouvement s'est développé (Pehrson & Reicher, 2014).

2.5 Organisation et leadership de Lucha

Cette section a pour objectif principal d'investiguer la manière dont le mouvement social Lucha est organisé. Il sera question d'analyser les dynamiques internes au sein du mouvement, la façon dont les décisions sont prises et avoir une compréhension sur la manière dont les campagnes de contestation et de lobbying sont planifiées. Ce mouvement qui s'est fait connaître plus par l'utilisation de la nouvelle technologie d'information et de communication centrée sur les médias sociaux (Dimé et al. 2020). La capacité d'organisation du mouvement témoigne une mobilisation qui s'est effectué en deux méthodes totalement différentes allant des méthodes classiques qui consistaient à regrouper les jeunes et toutes les personnes intéressées dans les coins chauds des villes jusqu'à l'utilisation du numérique qui fut adopté comme principal moyen de communication et de partage d'information. Le mouvement s'est présenté dans un temps bref comme une « entreprise » bien organisée qui a proposé des solutions réfléchies et adaptées aux besoins des Congolaises et Congolais. Ceci a poussé la population à avoir confiance au mouvement car c'est l'intérêt général qui était visé à travers les multiples réclamations des militantes et militants de Lucha (Dimé et al. 2020).

2.5.1 La prise de décision

Dans son fonctionnement, le mouvement Lucha associe tous les membres à la prise de décision. Pour la considération des avis et opinions de tous et limiter l'infiltration au sein du mouvement, les décisions sont prises d'une manière collégiale à différents niveaux. Selon les militantes et militants, certaines questions essentielles sont réservées à un groupe minoritaire appelé groupe des « gardiens de la philosophie du mouvement » (Protection internationale, 2018). Ce groupe communique à travers un groupe WhatsApp autonome auquel le reste des membres n'ont pas accès. C'est au niveau de ce groupe que le contenu des messages à communiquer aux membres restants est déterminé. Ils se conviennent à ce niveau les canaux conventionnels à utiliser pour communiquer leur point de vue à la communauté nationale et internationale. Même si le groupe WhatsApp est le canal officiel, rien n'empêche que deux membres communiquent entre eux par

les moyens de leurs choix ou de se rencontrer pour discuter en profondeur des questions d'intérêt général du mouvement et de l'avenir du pays.

Un deuxième groupe des militants est plus large que le premier. On trouve en son sein la majorité des membres fidèles au mouvement Lucha qui reçoivent en premier l'information déjà filtré au premier niveau par les gardiens de la philosophie. On peut noter que les discussions tenues en groupe par les militantes et militants du mouvement Lucha pour un consensus s'inscrivent dans le cadre d'inclusion et de l'horizontalité qu'un mouvement social doit mettre en place pour éviter l'accaparement de pouvoir par une minorité du groupe (Nez, 2012).

Il est établi que le leadership au sein du mouvement Lucha est horizontal au niveau national. Le mouvement Lucha n'a pas de président à tous les niveaux. Au niveau global, les communiqués, les lettres ouvertes, les messages de soutien et autres portent souvent la mention signé/ Lucha ou parfois la mention signé/ cellule de communication. Est-ce que cette façon de gérer un mouvement qui a déjà une notoriété aux niveaux national et international serait efficace ? A cette question, les récits des militantes et militants indiquent que cette horizontalité a été mise en place par le mouvement Lucha pour limiter la corruption. Ils ajoutent que la stratégie a été payante lorsque le mouvement a commencé car les autorités ne savaient pas à qui s'adresser, qui réprimer ou qui convoquer pour répondre aux actes qualifiés à l'époque « d'atteinte à la sécurité publique » posés par les militantes et militants du mouvement Lucha. Lorsque les militantes et militants étaient traqués ou arrêtés en groupe après les manifestations, nous pensons que les autorités congolaises étaient dans une confusion car ils éprouvaient les difficultés d'identifier le meneur dans l'équipe. Brulhart et al. (2019), estiment que le leadership horizontal ou leadership partagé, permet un impact positif sur la performance d'une équipe. Les avantages du leadership horizontal sont multiples pour plusieurs raisons. « (1) il permet à l'équipe d'aboutir aux décisions satisfaisantes après un partage d'informations disponibles ; (2) il favorise l'ouverture de communication en réduisant les conflits et contribuant à l'esprit de groupe ; (3) la confrontation des idées permet d'améliorer la performance du groupe, en générant des effets de réciprocité favorables au partage d'informations ; (4) poussent les membres du groupe à coopérer et à s'engager dans la poursuite des objectifs du groupe » (Brulhart et al., 2019). Malgré les effets positifs du leadership horizontal, Souillard et al.

(2020) qui ont étudié le mouvement des Gilets jaunes en France pensent que le leadership horizontal n'aide pas un mouvement à atteindre ses objectifs car « cette horizontalité a sans doute contribué à marginaliser dans l'espace public médiatique, le contenu des revendications portées par le mouvement en complexifiant leur formulation » (p.2). D'autres auteurs ont émis des doutes sur l'horizontalité dans la prise de décision au sein des mouvements sociaux, à l'exemple de Niz avec le mouvement des Indignés en Espagne. Après un suivi des assemblées pendant neuf mois à Madrid, il a conclu que le plus grand problème observé était la rotation des porte-parole et des modérateurs qui pourtant jouent un grand rôle pour représenter le mouvement à l'extérieur et assurer le fonctionnement interne (Niz, 2012).

Néanmoins comme dit plus haut, au niveau de chaque province, ville ou cité nous avons constaté qu'il y a des personnes qui signent des communiqués à envoyer aux médias ou qui sont appelées représentants ou représentantes de Lucha. Protection internationale (2018), donne la structure suivante de Lucha au niveau de chaque section (villes, cités ou localités)

Chaque section (villes, cités et localités) comprend cinq cellules pour l'organisation du travail et des actions du mouvement, que l'on retrouve au niveau national : «

- La cellule « Luchologie », chargée de guider et transmettre l'idéologie et les méthodes du mouvement, ainsi que d'expliquer les principes de Lucha aux nouveaux membres ;
- La cellule de Communication, chargée de désigner et mettre en œuvre la stratégie de communication du mouvement ;
- La cellule de Solidarité, qui s'occupe de la mobilisation et de la gestion des fonds, ainsi que de l'assistance aux membres détenus ;
- La cellule d'Operations, chargée d'orienter les actions et d'élaborer les stratégies du mouvement ;
- La cellule de Documentation, responsable de la documentation sur les actions des membres, de la conservation des procès-verbaux des réunions et de la base de données photographiques, ainsi que de la gestion des livres qui peuvent intéresser les membres.

Chaque section compte un foyer local, sorte de direction de la section émanant des cellules. Au niveau national, il est incarné par le foyer stratégique, qui émane des sections nationales. Chaque

section dispose de 300 membres en moyenne, dont la plupart sont de jeunes intellectuels, étudiants ou issus des différentes universités et instituts supérieurs congolais » (p. 16).

Les informations issues de la presse et les récits des militantes et militants soutiennent que l'organisation du mouvement au niveau urbain ou provincial est plus efficace que son organisation au niveau national. Les récits des militantes et militants spécialement ceux du Nord Kivu et Sud Kivu, soutiennent un problème de coordination au niveau national. Un militant s'est exprimé : « Ici au Nord Kivu, nos militantes et militants sont tués chaque jour pour réclamer la fin de l'état de siège et des tueries à Beni. Nous organisons les manifestations presque toutes les semaines mais les collègues de Kinshasa qui vivent dans la capitale ne se sentent pas concernés comme nous. Nous ne parvenons pas à mobiliser tout le pays afin d'arrêter les massacres à Beni » (Anonyme, janvier 2022). Au niveau local, les militants et la population locale qui soutient les actions ; ont les mêmes objectifs et ceci facilite la réussite des campagnes dans les petites entités et devient donc un groupe homogène aux intérêts communs.

2.6 Les visages des militantes et militants du mouvement Lucha

Dans ce point, nous allons donner les caractéristiques des militantes et militants de Lucha, en définissant leurs origines et leurs affiliations aux autres structures existantes. Il sera aussi question de présenter le parcours des personnes qui ont adhéré au mouvement Lucha mais qui se sont vite retrouvés dans d'autres structures parfois aux intérêts divergents (partis politiques, associations sans but lucratif, Responsables des associations de défenses des droits de l'homme etc.).

Pendant l'entrevue, une militante de Lucha nous pose la question de savoir pourquoi nous l'avons choisi pour participer à l'entretien. Nous lui avons répondu que son nom et ses contacts nous ont été donnés par ses camarades membres du mouvement. Nous avons précisé que ses collègues nous ont dit qu'elle peut communiquer de bonnes informations car elle était très impliquée dans plusieurs campagnes auxquelles le mouvement Lucha a été partie prenante et elle est considérée comme l'une des actrices très engagées. Elle nous parla pour la deuxième fois en ces termes : « je pense que leur volonté de me voir participer à cette étude qui pourrait être restituée était de savoir ce que je vais dire à propos du mouvement car personnellement je ne suis pas d'accord avec certains aspects organisationnels de Lucha et mes proches sont au courant. S'ils m'ont trahi, ce

n'est pas grave, j'assume mon choix d'avoir informé certains et nous prôtons les valeurs démocratiques au sein des mouvements citoyens » (Anonyme, février 2022). Cette introduction nous a renseigné sur les divergences qu'on peut retrouver au sein d'un mouvement social. Après analyse des récits des militantes et militants, des messages postés sur les réseaux sociaux par les militantes et militants, des vidéos et des articles de presse, on peut distinguer 3 catégories des militants.

Catégorie 1 : cette catégorie est constituée par les militantes et militants qui forment le noyau dur de Lucha. Il s'agit des militantes et militants très engagés et qui pensent que seul le combat de Lucha peut apporter une solution aux problèmes de gouvernance, de pauvreté, d'emploi, de respect de droits humains, de sécurité, de cohésion nationale en RDC. Pendant les entrevues un militant s'était exprimé en ces termes : « nous avons besoin de 4 à 5 millions des congolais engagés dans notre combat et si ce nombre est atteint, nous nous attendons à un nombre maximal de 40 milles morts parmi les militants à cause de la répression, ce qui permettra aux survivants d'avoir de l'énergie pour amener les autorités responsables et redevables au pouvoir » (Anonyme, février 2022). Pour espérer un changement dans la lutte non violente, il faut mobiliser 5% de la population totale du pays (Chenoweth et Stephan, 2011). Le nombre avancé par le militant rejoint bien les recherches de Chenoweth et Stephan car 5 millions représenteraient 5% de la population congolaise qui est estimée actuellement à 100 millions.

Dans leur imaginaire, les militantes et militants qui constituent cette catégorie sont persuadés que seule la lutte libère un peuple. Les déclarations qui prouvent cela sont nombreuses, une militante s'exprimant lors des entretiens nous affirme qu'elle a fini par comprendre que la mort, la violence sexuelle et toute autre forme de persécution sont normales pour les peuples qui ne veulent pas se libérer par la lutte. D'autres affirment que lorsqu'une militante ou un militant est tué, emprisonné ou blessé dans les manifestations, la capacité de résistance et de militantisme du mouvement Lucha s'accroît et les collègues perdent le goût de vivre dans un pays où les citoyens vivent l'esclavagisme moderne. Selon leurs propos, les personnes que nous pensons appartenir à cette catégorie considèrent la lutte comme un métier. Les personnes appartenant à cette catégorie

témoignent leur fidélité au mouvement Lucha et sont persuadés que ce mouvement va accélérer le changement tant attendu par les Congolais.

Catégorie 2 : cette catégorie regroupe les personnes qui ont adhéré au mouvement Lucha, pas parce qu'elles sont convaincues que le mouvement est la voie pour apporter une solution à la misère congolaise, mais pour des besoins de visibilité. Les pages Facebook, Twitter et les propos de certains en témoignent. Elles ont adhéré au mouvement Lucha en majorité ensuite elles ont utilisé cette notoriété, cette visibilité du mouvement pour se faire une popularité et enfin créer leurs propres structures ou se trouver une place en politique ou encore un emploi dans les organisations de défense des droits de l'homme. S'exprimant un militant nous livre ses impressions sur le mouvement Lucha : « Pour moi, le mouvement Lucha c'est une école; j'ai appris par exemple que les personnes traumatisées ont besoin de solidarité. Cela fut un atout pour moi car grâce à ma prise de position, j'ai été contacté par les organisations de droits humains pour un emploi et ensuite par des partis politiques pour adhérer. Nous défendons les valeurs démocratiques au mouvement Lucha et raison pour laquelle j'ai fait le choix de servir autrement » (Anonyme, janvier 2022). La personne a continué disant qu'elle reste membre de Lucha mais va au même moment servir en politique et y apporter les idées fraîches reçues de Lucha.

Catégorie 3 : cette catégorie renferme les personnes qui sont effectivement membres du mouvement Lucha mais n'exercent pas les activités des militants. Elles n'apparaissent jamais dans les manifestations, n'interviennent jamais dans les médias, ne sont jamais actives sur les réseaux sociaux pour de questions de Lucha et leurs points de vue sont difficiles à déceler. Ces personnes peuvent se retrouver dans les milieux politiques, philanthropiques, organisations internationales, administration publique, religieux ou dans le monde des affaires. Compte tenu de leur position sociale, elles sont informées plus que les militants de Lucha sur les sujets de gouvernance, de sécurité ou économiques de la RDC. Elles constituent pour le mouvement Lucha un groupe d'informateurs. Les militantes et militants interviewés pensent que cette catégorie de personnes sont souvent des couteaux à double tranchant. « Nous ne savons pas si elles ne viennent pas infiltrer le mouvement pour communiquer des informations aux autorités du pays ou par peur de perdre leurs emplois, elles préfèrent rester dans l'ombre » (Anonyme, janvier 2022). Mais les militants

sont convaincus que dans certaines circonstances les membres appartenant à cette catégorie ont été utiles pour eux en communiquant des informations précises sur ce que les services de sécurité prévoient pour Lucha. Les membres de cette catégorie s'acquittent facilement de leurs cotisations et peuvent dans certaines circonstances prendre en charge des dépenses importantes du mouvement au niveau local où elles vivent. Dans son documentaire, Rabaud (2018), rapporte une conversation entre un militant et un député. Ce dernier indiquait au militant ce qui est prévu par les autorités pour décourager les manifestations du jour et après la conversation, le député avait demandé au militant d'effacer son numéro parmi les appels reçus.

2.7 Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons parlé des facteurs qui poussent les militantes et militants du mouvement Lucha à se mobiliser en évoquant en premier lieu la souffrance. Les militantes et militants vivent dans un pays qui n'a pas connu de paix depuis presque trois décennies alors que les membres actifs du mouvement sont âgés de 18 à plus ou moins 40 ans. Les militantes et militants gardent une même ligne de communication au sujet de l'origine du mouvement en se focalisant sur les aspects généraux centrés sur la volonté de la jeunesse d'exiger plus de redevabilité aux gouvernants pour justifier l'émergence de Lucha. Les noms de l'initiateur ou de l'organisation initiatrice ne sont pas cités et nous pensons que c'est pour le besoin de sécurité personnel et collectif. Le mouvement Lucha fonctionne avec un leadership horizontal qui encourage des décisions collectives afin d'éviter la corruption, la manipulation du mouvement et éviter des conflits internes. Toutes les militantes et tous les militants travaillent pour un même idéal qui est l'aspiration à un Congo nouveau, prospère où les droits des citoyens, l'équité et la justice sociale sont des priorités. Au sein du mouvement, il existe des membres qui appartiennent aux organisations de la société civile ou qui sont membres des partis politiques et n'entravent pas le déroulement des activités du mouvement Lucha.

CHAP 3.: Trajectoire et ressources du mouvement Lucha

Ce chapitre sera consacré à l'analyse de deux grandes questions : la première concerne les ressources auxquelles le mouvement social Lucha a eu accès et ses conséquences sur le développement du mouvement de 2012 à 2022. La deuxième est centrée sur les stratégies et actions déployées par le mouvement pour atteindre ses objectifs à l'intérieur et à l'extérieur de la RDC. Contrairement au chapitre précédent qui était consacré à l'analyse de l'émergence du mouvement, les opportunités, les actrices et acteurs, les motivations et l'organisation du mouvement, ce chapitre va être consacré à l'interprétation des opportunités par le mouvement Lucha. En effet, nous analyserons les interactions des acteurs et l'environnement propice au développement du mouvement en nous focalisant sur l'apport des ressources disponibles à chaque étape du développement de Lucha.

3.1 Trajectoire du mouvement Lucha

Dans la période de 2012 à 2022, le mouvement Lucha a été très médiatisé. Nous pensons que cette médiatisation aurait connu deux grandes étapes, la première va de 2012 jusqu'à l'alternance démocratique de janvier 2019 et la deuxième commence avec la prise de pouvoir de Tshisekedi jusqu'à nos jours. Dans le cadre de cette section, notre analyse sera consacrée à la période du mouvement qui va de l'émergence en 2012, jusqu'à la passation de pouvoir entre les présidents Kabila et Tshisekedi en janvier 2019.

Pendant cette période une dynamique est née en RDC avec comme objectif principal d'empêcher le président Joseph Kabila de briguer un troisième mandat ou de modifier la constitution. Pour son implantation à travers le territoire national, Lucha a bénéficié d'un réseau d'organisations et d'associations issues de la société civile (l'Eglise catholique, les défenseurs de droits de l'homme, etc.) et les partis d'opposition qui partageaient la même vision pour la RDC qui est celle de faire respecter la constitution congolaise (Bangré, 2016)

La trajectoire du mouvement Lucha peut s'expliquer par plusieurs facteurs combinés avec l'ouverture politique. Selon Ancelovici (2009) « pour le développement d'un mouvement social, il ne faut pas négliger les effets potentiels d'une structure des opportunités non politiques ou non étatiques » (P.44). Le mouvement Lucha, a utilisé les réseaux sociaux comme forme de communication pour partager ses objectifs, ses activités et ses réalisations (Bangré, 2016, Dimé et al., 2020). Ceci a aidé le mouvement à atteindre une large population et parvenir à mobiliser d'autres provinces pour se joindre à sa cause. Le mouvement s'est construit un réseau et des alliances à travers la société civile et ceci a aidé le mouvement à amplifier son message et à accroître son audience. Grâce à son approche non-violente, le mouvement social Lucha a eu la légitimité dans la partie du pays où la population est fatiguée par la violence, l'instabilité et l'insécurité. Les récits des militantes et militants relatent que tout le monde dans la zone avait besoin d'une plateforme différente des organisations qui existaient afin de permettre à la population d'exprimer à haute voix leurs défis spécialement dans la partie orientale de la RDC. Nous pensons que c'est la raison pour laquelle, le mouvement a dupliqué rapidement son action vers d'autres provinces. C'est-à-dire que le succès obtenu au Nord Kivu a favorisé au mouvement Lucha d'aller vers d'autres provinces dans le but d'augmenter le nombre d'adhérents et avoir un impact accru sur un grand nombre des personnes. Cette stratégie est qualifiée de changement d'échelle de type « scaling out » (Moore et Riddle, 2015).

Nous retenons que l'ouverture politique a été un atout au mouvement mais les facteurs cités ci-haut ont été indispensables pour permettre au mouvement Lucha de se déployer sur toute l'étendue de la RDC. Ces facteurs sont : la stratégie de communication, les alliances et réseaux de la société civile, l'approche non-violente prônée par le mouvement dans le contexte congolais et sa stratégie de s'inscrire sur les besoins réels des Congolaises et Congolais spécialement celles et ceux vivant dans la partie orientale.

3.2. Ressources du mouvement Lucha

Depuis son lancement, Lucha a connu des adhésions et des appuis à travers toute la République Démocratique du Congo. Les ressources internes ont permis au mouvement de s'installer sur le terrain et d'être connu. Les ressources ont été matérielles et humaines qui sont classées en cinq

catégories à savoir ; les médias, les réseaux sociaux, les organisations de la société civile, les organisations internationales et les moyens matériels.

3.2.1 Les médias

Au niveau national, les médias communautaires ont véhiculé une image positive de Lucha à travers les communiqués et les flashs d'information. S'exprimant sur les ressources, un militant dit « je pense que les radios privées et communautaires prennent des risques en diffusant nos communiqués et en nous invitant dans des émissions politiques et d'éducation citoyenne. Sans ces médias, personne ne saurait le combat de Lucha. Certains ont été fermés car accusés de servir les mouvements citoyens » (Anonyme, janvier 2022). Généralement les médias jouent un grand rôle pour mettre en évidence les informations sur les mobilisations autour des questions sociales qui demandent des réponses de la part du gouvernement (Neveu, 1999). Ils figurent parmi les ressources nécessaires et importantes auxquelles un mouvement social doit avoir accès pour se développer. Le rôle joué par les médias pour informer le public sur l'actualité qui se passe dans le monde est central. Le débat public est souvent façonné par les idéologies des groupes puissants de la société. Les informations en provenance des médias sont puissantes pour apporter un changement au niveau collectif et individuel et peuvent au même moment catalyser le changement au niveau social (Happer & Philo, 2013). Dans le siècle actuel, les technologies médiatiques s'imposent comme des supports indispensables à la mobilisation collective et militante pour des enjeux multiples. La technologie a beaucoup favorisé l'émergence des modes de participation et a apporté un soutien non négligeable aux groupes sociaux et politiques (Landry et al., 2015).

Pour l'expansion des activités de Lucha, les médias ont joué un rôle de premier choix. Notamment la journaliste Bangré (2016), qui a produit un article sur Lucha, en qualifiant le mouvement d'une nouvelle opposition en RDC. D'autres médias internationaux ; France 24, Radio France internationale (RFI) et TV5 Monde Afrique ont permis à cette structure citoyenne d'être connue à travers le monde en véhiculant une image positive avec peu de critique sur ce qui se passe réellement sur le terrain. Les militantes et militants pensent que les médias ont joué des rôles plus importants que les structures locales d'implémentation de Lucha à travers le pays. Une militante

s'est exprimé en ces termes « En toute honnêteté, les reportages des médias étrangers comme RFI, France 24, TV 5 Monde, les radios communautaires locales se sont mobilisés pour assurer la visibilité de la lutte menée par Lucha » (Anonyme, février 2022). Les militantes et militants ont saisi cette opportunité de visibilité par les caméras du monde entier pour s'exprimer. Il suffisait qu'un militant ou une militante soit arrêté et quelques instants après les médias locaux et étrangers se mettent à diffuser. Pendant les entrevues, la majorité des militants sont d'accord que la pression exercée sur le gouvernement par le mouvement découle en grande partie de la visibilité de Lucha et de l'attention que les médias accordent au mouvement. Les militantes et militants rappellent que la force des médias peut se mesurer par les agissements du gouvernement à la veille de grandes décisions. L'organe de régulation des postes et télécommunication en RDC ne tardait pas à couper le signal des médias internationaux sur l'étendue du territoire national.

Il est important de signaler que les médias ont joué un rôle essentiel dans l'adhésion à Lucha pour les membres dispersés à travers le pays. Les militants signalent que beaucoup de congolais s'identifient à Lucha à partir des informations suivies dans les médias avant un contact formel avec le noyau le plus proche. En Afrique, les rôles des médias pour l'émergence des mouvements sociaux des jeunes en 2011 a permis de croître la mobilisation. Lorsque Y'en a marre a vu le jour au Sénégal, il avait connu des difficultés de se faire une place et conquérir la rue. Mais il fallait attendre le Forum social mondial à Dakar en 2011 pour que les militantes et militants se confient à la presse internationale qui était présente à l'Université de Dakar pour la circonstance. Dans une seule matinée, le mouvement avait connu une adhésion massive de plus de 5000 personnes malgré les déboires judiciaires des initiateurs de Y'en a marre (Samb, 2017).

Dans le développement de Lucha, on peut constater que les médias ont joué deux grands rôles. Le premier était la visibilité, qui a permis au mouvement d'être connu pour sa lutte contre l'injustice sociale en RDC. Le deuxième rôle serait d'avoir contribué à l'élargissement du cercle de recrutement. L'influence des informations diffusées en faveur du mouvement serait une motivation supplémentaire à la jeunesse congolaise soucieuse de l'amélioration des conditions de vie d'avoir une confiance au mouvement Lucha. La majorité des jeunes considérait Lucha comme une solution aux problèmes du pays d'où la motivation d'adhérer.

Pour que les médias nationaux et étrangers diffusent régulièrement les actions du mouvement, ils auraient trouvé que le discours de Lucha était une nouveauté en RDC après plusieurs années de dictature, de guerres et des conflits. La population congolaise et les partenaires du pays, auraient compris un message rare véhiculé par les jeunes. Ce caractère innovateur et de nouveauté, aurait exercé une influence sur les médias et ces derniers se sont intéressé au mouvement Lucha (Polet, 2020). Toutes les questions d'intérêt public figuraient sur la liste des préoccupations du mouvement. Une majorité des interviewés pense que ce sont les médias qui sont allés vers eux car ils étaient visibles pendant les sit-in, les plaidoyers et leur discours n'était pas différent de celui de la population congolaise, mais le mouvement Lucha avait pris le courage de déclarer tout haut ce que le peuple congolais disait tout bas par peur de représailles.

Une majorité des militantes et militants interviewés affirme avoir connu le mouvement à travers les messages diffusés par les radios communautaires, qui généralement sont plus suivies car localisées partout sur le territoire national. Ces radios communautaires sont aussi membres de la société civile et de ce fait, elles couvrent la majorité des activités organisées par celle-ci. Dans leur article « The role of the media in the construction of public belief and social change » Happer et Philo (2013) soutiennent que les comptes rendus en provenance des médias que les gens reçoivent légitiment les actions et favorisent le changement social au niveau collectif. Ils influencent aussi le comportement des individus pour un changement et peuvent contribuer au changement social. La presse aurait rendu possible la collecte et la diffusion des informations relatives au mécontentement social et cela aurait donné un caractère politique aux réclamations populaires. Le message écouté par les auditeurs est souvent le résultat issu du traitement de l'information qui peut paraître comme un amplificateur de tension ou un déclencheur de la révolte populaire ou encore une incitation à la violence (Samb, 2017).

3.2.2 Les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans la vie démocratique depuis plusieurs années. Dans les campagnes électorales plusieurs internautes en ont fait usage à l'exemple de l'élection de Donald Trump aux États-Unis, du Brexit en Grande Bretagne et des printemps arabes en Afrique. Leur efficacité n'est plus à prouver face aux médias traditionnels de communication. Ils peuvent facilement connecter des personnes isolées car le nombre d'utilisateurs est très grand et s'accroît chaque jour. Ils sont considérés comme des espaces d'échange, d'information et de distraction qui connectent plusieurs personnes à la fois à travers la terre et rendent la communication facile. De nos jours, les réseaux sociaux constituent un espace des revendications car permettent aux utilisateurs de s'exprimer sans frais et sans retenue et exprimer leurs sentiments aux autorités publiques (Costa, 2020).

A l'exemple d'autres mouvements sociaux africains, le mouvement Lucha a opté pour une stratégie de communication tournée vers les réseaux sociaux; Facebook, Twitter et WhatsApp (Bangré, 2016; Dimé et al, 2020). La majorité des militantes et militants soutient que le mouvement Lucha lance facilement son message à travers les réseaux sociaux et atteint en quelques minutes une multitude des personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le réseautage du mouvement à travers la RDC et à l'international s'est construit grâce à l'utilisation des réseaux sociaux. Les militants de Lucha sont convaincus que la présence des réseaux sociaux a permis au mouvement de communiquer et d'avoir des connexions importantes à travers le monde. Les réseaux sociaux servent à communiquer entre les militantes et militants mais aussi à étendre l'influence de Lucha en RDC et à l'étranger. S'exprimant à ce sujet, un militant a dit ceci « WhatsApp, Facebook et Twitter nous facilitent la tâche, il suffit de publier un communiqué ou de donner notre position à travers notre page Facebook, ou Twitter, les médias vont relayer l'information et les jeunes vont adhérer et s'approprier le message » (Anonyme, février 2022). Son audience spécialement les jeunes, soutient le mouvement à travers les réseaux sociaux et s'en sert pour constituer un contrepoids au pouvoir. Les médias traditionnels étant muselés en RDC, l'internet sert le mouvement pour lancer les nouveaux objectifs, partager les nouvelles idées et recevoir les réactions de ses « Followers ». Les manifestations, les plaidoyers et les violences subies par les militantes et militants sont directement relayés par les réseaux sociaux et les acteurs à l'étranger et en RDC sont au courant à l'instant (Dimé et al., 2020).

Cette nouvelle technologie de communication est très utilisée en Afrique par les mouvements de contestation. Pendant les printemps arabes en Égypte et en Tunisie, les médias sociaux ont rendu facile les actions politiques et les citoyens ouverts à cette technologie pouvaient facilement contribuer au changement social et politique car les frontières s'estompent pour une nouvelle ère de la démocratie numérique (Bohler-Muller & Van der Merwe, 2011).

3.2.3 La société civile

En République Démocratique du Congo, la société civile occupe une place incontestable dans la mobilisation sociale. Néanmoins le constat actuel est que la société civile des années 90 qui était plus intéressée par la gestion du pays est différente de celle des années 2000 dominée par les organisations non gouvernementales (ONG) à la recherche des financements externes et vouée à la dépendance mais les deux tendances cohabitent (Hilhorst & Nyenyezi, 2016). Les organisations de droits de l'homme ont été captivées par le contenu des médias sociaux sur Lucha (Bangré, 2016). C'est ainsi que petit à petit l'appui de ces organisations fut essentiel pour le mouvement. Les militantes et militants rencontrés affirment que ces ONG sont des ressources indispensables pour mener leur lutte. Ils énumèrent trois grands rôles qu'ils jouent à savoir : 1) la dénonciation lorsqu'un militant ou militante de Lucha est arrêtée; 2) l'appui juridique des militantes et militants c'est-à-dire que lorsqu'ils sont arrêtés, les avocats de ces ONG assurent la défense des militantes et militants; 3) et facilitent l'installation du mouvement à travers le territoire national. S'exprimant à ce sujet, un militant nous dit « Nous avons des membres qui viennent apprendre à Goma mais pour l'installation des noyaux, les organisations partenaires servent beaucoup le mouvement. Beaucoup de nos membres d'ailleurs initient des organisations de défense des droits humains afin de trouver un financement, avoir accès au revenu sans abandonner le travail de terrain de Lucha » (Anonyme, février 2022).

3.2.4 Les organisations internationales

Lucha s'est forgé une image au niveau national et international jusqu'à être considéré comme un mouvement capable de protéger les droits des Congolais. A ce jour, les preuves d'un soutien

international au mouvement Lucha sont nombreuses à travers les blogs, les déclarations et les appuis de tout genre. Bangré (2016) écrit que les organisations internationales ont apprécié la détermination du mouvement Lucha de militer pour l'instauration d'une justice qui soit distributive et sur ce, le mouvement a été considéré comme l'interlocuteur légitime pour plaider la cause congolaise. Amnistie Internationale (2022) a été la voix des militantes et militants du mouvement Lucha arrêtés et condamnés injustement afin d'informer la communauté internationale et rappeler le gouvernement congolais de ses obligations en matière de droits humains. L'organisation s'appuyait sur l'aspect légitime des revendications des militants et disait au gouvernement que la protection des civils dans les zones en conflits doit être garantie. Après la condamnation des militantes et militants du mouvement Lucha, Human Rights Watch a bien documenté la régression du régime actuel en RDC en matière de droits humains en annonçant la violation du pacte international des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques et la charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Il a encouragé les partenaires internationaux de la RDC de rompre le silence et faire pression au gouvernement afin de mettre fin à la répression des militantes et militants (Fessy, 2022). Pendant les entrevues, à la question de savoir en quoi consiste l'appui des organisations internationales, les militantes et militants répondent que grâce à celles-ci, Lucha est connue dans plusieurs pays du monde. Les militantes et militants sont souvent invités par ces organisations à participer aux rencontres internationales sur les actions citoyennes et la justice sociale.

3.2.5 Les moyens matériels

Le mouvement social Lucha a eu des appuis matériels en provenance de divers acteurs. Selon les militantes et militants rencontrés, ces ressources ont servi à payer les frais de transport pour l'installation de nouveaux noyaux au niveau national, à payer les billets d'avion pour participer aux conférences internationales ou acheter du matériel pour réaliser le travail du mouvement, comme un ordinateur, entre autres. Ces ressources proviennent des organisations et des membres actifs du mouvement. La majorité des militantes et militants affirme que pour que le mouvement Lucha fonctionne, il faut des ressources financières importantes. A ce sujet, un militant s'est exprimé : « Il est difficile de travailler ou de recruter les nouveaux membres sans appui financier. Certaines organisations nous ont donné des moyens financiers pour installer les nouveaux noyaux

et ont appuyé notre participation à différentes activités à l'intérieur et à l'extérieur du pays » (Anonyme, février 2022).

En analysant les multiples appuis que reçoit le mouvement à travers les organisations internationales et locales (qui sont aussi financées par les ONG internationales) ; Il semble clair que les appuis financiers ont permis au mouvement de grandir, car ils ont permis de créer de nouveaux noyaux, de soutenir les activités du mouvement pour créer des liens, solidifier leurs appuis et recruter des nouveaux membres.

3.3 Stratégies et cadrage du mouvement Lucha

Pour sa lutte contre les injustices, Lucha avait mis en place des stratégies pour se développer, attirer plus des militants et formuler des priorités sur lesquelles les revendications doivent être focalisées. Dans cette section, nous allons détailler le « cadrage » des revendications de Lucha pour maintenir la pression sur le régime. Pour expliquer ce cadrage selon l'approche de Snow et Benford en 1992, nous allons nous référer aux campagnes initiées par le mouvement Lucha sur le territoire national et pendant la période d'étude.

3.3.1 Cadrage du mouvement Lucha

Les militantes et militants de Lucha militent pour « l'avènement d'un Congo Nouveau tel que rêvé par Patrice Emery Lumumba en œuvrant pour la liberté, la justice, la paix, la prospérité et pour une véritable indépendance » (Lucha, 2012). Cette compréhension de la lutte par les militantes et militants a encouragé le mouvement à initier plusieurs campagnes pour accélérer le changement. Les campagnes pouvaient être initiés au niveau d'une ville, d'une province, d'une partie du pays ou sur l'ensemble du territoire national. Ces campagnes sont : Goma veut de l'eau, campagne contre l'insécurité, campagne Bye-Bye Kabila et tournons la page.

La campagne, Goma veut de l'eau : celle-ci a été initiée par les militantes et militants de Lucha lors de sa création en 2012. Le mouvement Lucha disait qu'il était inconcevable de manquer de l'eau dans l'un des pays les plus arrosés de la planète (Tsongo, 2020 ; Ritimo, 2018). Les habitantes et les habitants de Goma parcouraient plusieurs kilomètres à la recherche de l'eau avec des bidons jaunes sur la tête et encouraient des risques dans une ville où la situation sécuritaire est précaire depuis plusieurs décennies. Les habitantes et les habitants de Goma à la recherche de l'eau passent souvent des nuits blanches devant les bornes fontaines pour avoir une petite quantité d'eau (Tsongo, 2020 ; RFI, 2014). Cette campagne a débuté par des plaidoyers au sein des institutions officielles de la ville mais sans succès. Les militantes et militants sont allés plus loin en organisant des sit-in au bureau de la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) à Goma. La majorité de la population urbaine de Goma a adhéré à la campagne. En effet l'approvisionnement en eau potable, était l'un des problèmes majeurs des habitantes et habitants de la ville de Goma. Des marches ont été organisées par quartier pour dénoncer la situation afin de forcer les autorités à donner une réponse appropriée et urgente au besoin exprimé par les citoyens. Pour le mouvement Lucha, cette campagne avait démontré que la population congolaise en général et celle de Goma en particulier devenait de plus en plus exigeante face à la gouvernance du régime Kabila qui n'avait pas réussi à trouver des solutions aux besoins sociaux de base. (RFI, 2014).

La campagne de lutte contre l'insécurité dans la partie orientale de la RDC : cette campagne a débuté le 28 novembre 2015 à Goma dans la province du Nord Kivu. Lucha s'est d'abord insurgé contre la mission des Nations Unies qui réunit au moins 20000 casques bleues dont la majorité se trouve à l'est du pays mais ne parviennent pas à mettre fin à l'insécurité. A cette occasion, Lucha avait lancé des actions pour rendre hommages aux victimes de la rébellion ougandaise présente en RDC (Allied Democratic Forces, ADF). Cette campagne avait été réprimée par des forces de l'ordre et les militants furent arrêtés avec comme motif atteinte à la sûreté de l'Etat et perturbation de l'ordre public (Bangré, 2016)

La campagne Bye-Bye Kabila en 2016 : En l'absence d'élections présidentielles et législatives prévues en novembre 2016, cette campagne avait été lancée sur toute l'étendue du territoire national à l'initiative du mouvement Lutte pour le changement. Elle consistait à appeler les

Congolaises et Congolais à demander au Président de l'époque Joseph Kabila de quitter le pouvoir à la fin de son deuxième et dernier mandat le 19 décembre 2016 (Radio Okapi, 2016 ; Gouby, 2016). Les ligues des jeunes des partis d'opposition et les mouvements citoyens s'étaient joint au mouvement Lucha. Les militantes et militants organisateurs de la campagne voulaient manifester dans la non-violence et ils cherchaient à s'éloigner de toute forme de confrontation avec les services de sécurité dont la police et l'armée. En l'absence des manifestations, les stratégies furent mises en place et consistaient à la distribution des tracts dans les lieux publics sur lesquels on pouvait lire l'article 64 de la constitution congolaise en intégralité qui appelle à s'opposer à toute prise de pouvoir par la force ou à l'exercer en violation des dispositions constitutionnelles. Pour le gouvernement de l'époque, la question de maintien de Joseph Kabila au pouvoir était déjà réglée par un accord politique entre le gouvernement et une partie de l'opposition. C'est ainsi que toute manifestation était considérée comme un acte de rébellion ou d'atteinte à l'autorité de l'Etat (RFI, 2016).

À part ces campagnes qui ont été initiées et organisées par Lucha, le mouvement a coorganisé la campagne Tournons la page en RDC. Tournons la Page (TLP), lancé le 15 septembre 2017 à Bukavu en RDC (Duarte, 2017) ; est un mouvement citoyen international qui milite pour la promotion de l'alternance démocratique en Afrique. Ce mouvement a commencé sous forme d'une campagne internationale lancée le 15 octobre 2014 avec comme objectif d'encourager l'alternance considérée comme levier de la démocratie en Afrique. Le mouvement TLP est présent dans dix pays africains dont la République Démocratique du Congo (TLP, sd).

En analysant les campagnes initiées par Lucha et celle à laquelle Lucha a participé, on peut déduire que le cadre d'action de Lucha fut un élément majeur pour susciter l'alignement de la population dans les mobilisations (Snow et al., 1986). Le mouvement a su définir le besoin de la population et a choisi un discours adapté pour que celle-ci adhère et participe aux campagnes. La majorité des militantes et militants disent que dans un premier temps il a fallu présenter la situation générale des besoins sociaux de base par exemple la campagne « Goma veut de l'eau », qui était un problème majeur des habitants de Goma. Il est connu que Goma a beaucoup de problèmes mais depuis des décennies la fourniture en eau potable n'a jamais été effective pour la ville. C'est un

sujet qui devait mobiliser les opposants au régime de Kabila, la société civile et même pousser certains alliés du régime à participer au débat car il s'agissait d'une question cruciale pour tout le monde. Cette campagne qui se limitait dans la ville de Goma a aidé le mouvement à créer des réseaux locaux et à gagner la confiance des habitants de la ville. Un militant dit que c'est grâce à cette campagne que les militantes et militants qui étaient impliqués avaient commencé à être invités par les médias locaux et internationaux.

La campagne contre l'insécurité, a été très bien accueillie par les Congolais qui habitent la partie orientale du pays. Cette problématique a depuis longtemps fait l'objet de discussion entre le gouvernement, l'opposition et la société civile mais sans réponse. L'insécurité est à la base de l'installation de la mission des nations unies en RDC. Raison pour laquelle, Lucha, avait pris comme premier cible les installations des Nations Unies en organisant des sit-in et en lançant des ultimatums à la mission onusienne de rétablir la situation sécuritaire dans le pays (Bangré, 2016). Pour les militantes et militants, la sécurité est une question qui interpelle tout congolais et même les amis du Congo vivant à l'étranger. Selon Human Rights Watch (HRW), l'insécurité a eu des conséquences déplorables sur la vie des Congolaises et Congolais entre autres ; viol des femmes et filles ; tueries, formation des groupes armés, conflits interethniques etc. (HRW, 2017). Pour Lucha, les maux sont nombreux et seuls les Congolais peuvent libérer leur pays (Lucha, 2012). C'est ainsi que le mouvement avait besoin des ressources afin de se radicaliser et démontrer qu'il est l'opposant redoutable du régime pour accroître sa capacité de mobilisation. L'action mobilisatrice initiée a permis de construire une situation où la reconduction au pouvoir de Kabila et ses alliés était devenu un scénario à éviter comme ce fut le cas en Algérie où la même situation était arrivée afin de pousser le président Bouteflika à quitter le pouvoir (Volpi, 2019). Les slogans du régime pour véhiculer une image positive du président Kabila, ont fini par ternir ce dernier avec le lancement de la campagne Bye-Bye Kabila par Lucha. Ce processus de cadrage a pendant des mois influencé la construction d'une possibilité de changement digne de mobiliser (Snow et Benford, 1992) un grand nombre des Congolaises et Congolais contre le pouvoir. La transformation du cadre d'action du mouvement Lucha, en commençant par les problématiques réelles pour aboutir au départ du régime peut être associée à la volonté du mouvement de viser le changement au sein de la société congolaise et dans les institutions du pays (Snow et al., 1986).

Malgré les efforts fournis pour orienter le combat politique, quelques militantes et militants de Lucha pensent que la résistance n'était pas bien orientée, à travers la campagne Byebye Kabila. Son départ du pouvoir et son refus de se représenter pour un troisième mandat, n'ont pas abouti au changement espéré. Au lieu d'avoir un cadre qui se focalise sur le mal du pays, le mouvement s'est montré combatif contre un individu qui est Joseph Kabila. Un militant dit ceci à propos : « Je pense que nous avons mal ciblé notre ennemi ; le cadre n'était pas correct et on doit apprendre des erreurs du passé pour avancer. Kabila est parti et son opposant a pris le pouvoir mais après cela qu'est-ce que le peuple a gagné ? ». Le changement longtemps attendu n'a pas eu lieu malgré la mobilisation.

3.3.2 Stratégies de mobilisation du mouvement Lucha

Pour mener les actions collectives, les mouvements sociaux n'utilisent pas toujours les mêmes stratégies mais choisissent selon les époques, les lieux, les populations concernées, les avantages et les attitudes des autorités vis-à-vis des formes d'actions. Les stratégies d'action qui ont réussi au XXème siècle peuvent être non efficaces au XXIème (Filleule, 1997). Tenant compte de l'époque, le mouvement Lucha a utilisé plusieurs stratégies de mobilisation et de manifestation mais le recours à la nouvelle technologie d'information à travers les réseaux sociaux fut la plus utilisée (Bangré, 2016 ; Dimé et al., 2020). Dans la mise en scène des actions, le mouvement a adopté une stratégie d'occupation des lieux publics et de mobilisation en plusieurs petits groupes avec un nombre limité des membres (Dimé et al., 2020). Ces stratégies avaient mobilisé des milliers des Congolaises et Congolais qui voulaient se servir des campagnes organisées par le mouvement Lucha pour exprimer leur mécontentement.

Les militantes et militants du mouvement Lucha répondant à la question sur les stratégies de mobilisation, ils confirment en majorité que l'utilisation des réseaux sociaux a été un atout pour contourner la répression et partager les informations dans un temps court et limité. Etant donné la répression, les réseaux sociaux constituaient un moyen de contourner toute confrontation avec les forces de l'ordre. Avec un nombre croissant des militants, il devenait facile pour le mouvement de multiplier les stratégies afin d'accroître sa visibilité et c'est ainsi que l'occupation des espaces publics devenait une nécessité. La stratégie d'occupation des espaces publics (rondpoints, terrains,

sièges des institutions, routes principales etc.). Le choix des espaces publics serait un moyen de passer le message de plaidoyer et de résistance aux dirigeants affirme la majorité des militants rencontrés. Ils pensent que le pays ne doit pas être pris en otage par une minorité et exclure la majeure partie de la population. Pour la mobilisation, les militantes et militants choisissent de se constituer en plusieurs petits groupes et prévoient un point de chute où les mémorandums sont lus et/ ou remis aux autorités. Ces mémorandums résument généralement les propositions du mouvement Lucha sur le sujet de mobilisation. Pendant l'entrevue, une militante s'est exprimée en ces termes : « lorsque nous formons plusieurs groupes de mobilisation à travers la ville, la police et l'armée ne savent pas nous contenir et avons remarqué qu'elles n'ont pas souvent à leur disposition des effectifs capables de contrôler 10 ou 15 groupes qui viennent des différents coins de la ville et composés des personnes déterminées à aller au bout de leur objectif » (Anonyme, février 2022). Certaines manifestations de Lucha finissent parfois par des sit-in devant les institutions de la République, missions diplomatiques et organisations internationales où les messages non-violents exprimant l'indignation de Lucha sont écrits à l'encre indélébile sur les calicots tenus dans les mains par les militantes et militants. Lucha reconnaît aussi que malgré l'utilisation des réseaux sociaux pour la mobilisation des masses, dans certaines circonstances et à la suite de la répression, les campagnes de mobilisation sont difficiles à organiser malgré leur caractère non-violent. Dans des telles situations, les militantes et militants se réunissent en urgence et trouvent d'autres moyens ou stratégies de faire entendre leur voix. Ils peuvent faire appel à d'autres mouvement sociaux ou organisations de défense des droits de l'homme, pour publier ensemble des communiqués qui seront postés dans les réseaux sociaux et solliciter un espace dans les médias locaux et étrangers afin d'exprimer leur opinion.

En recourant aux réseaux sociaux, Lucha emboîte la stratégie des mouvements Y'en a marre et Balai citoyen d'Afrique de l'Ouest. (Bangré, 2016 et Dimé et al., 2020). Chaque mouvement a développé ses stratégies de mobilisation propres en tenant compte de l'ouverture politique, de sa cible et des ressources disponibles. Pour le Balai citoyen par exemple, le rap, la projection des films documentaires expliquant la résistance non-violence et l'animation des conférences par des personnalités nationales connues sont les stratégies qui étaient mises en place pour la mobilisation d'un grand nombre de la population. Le point commun avec Y'en a marre au Sénégal est le rap qui

était devenu incontournable dans les deux pays. Compte tenu de la popularité de ce genre de musique le message véhiculé a connu une large audience (Dimé et al., 2020).

La majorité des militantes et militants du mouvement Lucha pense qu'à ce jour les stratégies de mobilisation déjà utilisées ont connu des succès mais que le mouvement juge non satisfaisants et qu'il est temps de se tourner vers les nouvelles stratégies plus innovatrices. En République Démocratique du Congo, la Rumba est la principale musique et c'est une identité congolaise. Mais il faut noter la montée en puissance du rap dans la partie orientale du pays, lieu où le mouvement Lucha a commencé. Des musiciens jeunes et qui s'identifient comme militantes et militants du mouvement Lucha, deviennent célèbres en essayant de passer le message de mobilisation contre un pouvoir qu'ils jugent incapable d'apporter des solutions durables aux problèmes de la population congolaise (Sadiki, 2021 ; La croix, 2022). Pendant les études de terrain, les informations données par le journal La Croix (2022), ont démontré que les rappeurs se sont fixés comme objectif de mobiliser la population à dire non à la situation malheureuse vécue par les Congolaises et Congolais spécialement celles et ceux habitant la partie orientale qui ont déjà perdu au moins un proche à cause de la guerre ou à la suite de l'insécurité. Ces personnes avec des talents ne chantent pas pour venger les membres de leurs familles emportés par la guerre mais pour éveiller la conscience des gouvernants qui sont censé garantir la paix à tout le monde. Répondant aux questions de l'AFP, le musicien Idengo dit : « Je ne chante pas pour venger ma famille mais parce que d'autres innocents qui ne savent rien de la politique continuent à périr. Avec ma musique je veux changer le pays, elle va m'aider à faire un Congo nouveau » (La Croix, 2022). Dans le contexte actuel de mobilisation où les jeunes sont tournés vers le rap, on ne peut pas nier que nous sommes face à une nouvelle stratégie qui cherche à atteindre une audience plus importante que les réseaux sociaux et les médias classiques. En janvier 2022, lorsque nous avons demandé à un militant comment les jeunes apprécient le rap, il nous a répondu qu'ils soutiennent cette musique car elle exprime la réalité quotidienne de la population congolaise.

3.3.3 Violence et résistance

Introduisons cette section par une question qui a été posée aux militantes et militants pendant les entrevues. « Pensez-vous que la résistance non-violente organisée par Lucha peut apporter une solution à la crise congolaise ? » Et la réponse : « Si nous n'étions pas convaincus du succès de la résistance non-violente, le mouvement Lucha n'existerait plus [...] certains camarades sont décédés, d'autres ont été emprisonnés mais nous croyons toujours à ce que nous faisons [...] c'est l'unique voie pour la jeunesse congolaise [...] les rébellions armées n'ont pas apporté de solution » (Anonyme, février 2022).

Selon Chenoweth, (2021), quatre facteurs expliquent la réussite ou l'échec d'une résistance civile non violente qui sont: « -1° mass participation, drawing from all walks of life– 2° shifting the loyalties of the regime's supporters - 3° using a wide variety of tactics, not just demonstrations - 4°Discipline and resilience in the face of repression » (Chenoweth, 2022, p.83). La participation des jeunes universitaires congolais à Lucha (Bangré, 2016) serait une voie royale pour permettre au mouvement de s'adapter ou de résister aux différentes repressions subi depuis le lancement des activités en 2012. Le monde a connu des actions de résistance et les stratégies ont été adaptées en fonction. Les militantes et militants interviewés dans le cadre de la présente étude, pensent que les ressources auxquelles Lucha a eu accès étaient nécessaires pour mobiliser les masses. Un militant s'est exprimé en disant « Il nous est arrivé d'être encadrés par la Police Nationale pendant les manifestations contre le régime » (Anonyme, février 2022). Il ressort des entrevues que l'encadrement des militants par la police est une stratégie gagnante et légitime les actions du mouvement. Certains militants n'ont pas hésité à dire que les agents de la police sont des amis de Lucha et ils seraient heureux si les militaires emboîtaient le pas (Rabaud, 2018).

A la différence d'autres mouvements qui ont vu le jour à la même période en Afrique francophone, à savoir le Balai citoyen et Y'en a marre, Lucha n'a pas été porté par des figures publiques. Ces deux autres ont connu très tôt le soutien des artistes et des personnalités publiques respectivement de l'avocat Guy Hervé pour le Balai citoyen et du journaliste Fadel Barro pour Y'en a marre (Henry, 2015). La résistance au Soudan 2018-2019 (géographiquement proche de la RDC) a eu l'appui des citoyens issus de tous les milieux professionnels du pays jusqu'au renversement du

président El Beshir. La lutte soudanaise était une initiative de quelques individus indignés par la gouvernance chaotique du pays puis rejoint par des organisations professionnelles dont; les chauffeurs des taxis, l'association des avocats, le syndicat des magistrats, le syndicat des médecins, l'association des professeurs des universités, l'association des ingénieurs, l'association des journalistes, l'association des vétérinaires et c. en formant une coalition très puissante dénommée « Sudanese professionals association » (SPA). Cette coalition a joué un rôle très déterminant en mettant en place un module de formation des militantes et militants pour leur inculquer les bases et les principes de la lutte non-violente. Afin de mettre tout le monde d'accord ils ont adopté un langage informel en commençant toute communication par le patois (slang) « yo yo » (Adam, 2020). Cette combinaison des forces avec les associations des professionnels venues appuyer la jeunesse a significativement contribué au développement de la lutte soudanaise (Chenoweth, 2021 ; Adam, 2020).

Dans plusieurs pays africains, le recours à un groupe des personnes proches du régime a été une stratégie de résilience et de développement pour certains mouvements de résistance non-violente à savoir, l'armée du Burkina Faso qui s'était désolidarisé de l'ex-président Blaise Compaoré pour appuyer les manifestants et le ralliement des entrepreneurs blancs à l'ANC (African National Congress) de Nelson Mandela pour mettre fin à l'apartheid, (Chenoweth, 2021).

3. 4 Le changement d'échelle du mouvement Lucha

La majorité des militants rencontrés estiment que l'émergence du mouvement Lucha à Goma avait comme objectif de mettre à nu les difficultés de la population congolaise. Goma a été depuis le début du cycle des conflits et des guerres en RDC, la ville de tous les enjeux politiques et sécuritaires. Ayant pris conscience de l'impact de Lucha dans la province du Nord Kivu, les militantes et militants ont voulu aller dans les autres provinces pour accroître l'impact de leurs actions sur la population congolaise. S'exprimant un militant a dit : « Je pense que personne ne pouvait penser que Lucha irait loin. Mais affirme-t-on, l'appétit vient en mangeant [...] pourquoi ne fallait-il pas essayer ailleurs [...] la RDC a un vaste territoire, seule la province du Nord Kivu ne pouvait pas porter la lutte » (Anonyme, janvier 2022)

En effet, résoudre les problèmes sociaux les plus présents et complexes et accroître leur impact est un enjeu pour les acteurs sociaux (Avisé, 2014 ; Moore et al., 2015). Ainsi, pour se rassurer de l'efficacité des solutions il faut les développer pour augmenter l'impact. Les initiatives sociales peuvent changer d'échelle pour atteindre un plus grand nombre des bénéficiaires et répondre aux besoins sociaux présents. « Changement d'échelle, réplique, transposition, duplication, développement, essaimage, croissance, sont autant de termes utilisés de façon indifférenciée pour évoquer un même phénomène alors qu'ils définissent pourtant des réalités distinctes et complexes » (Avisé, 2014 ; p.6). Dans le cadre des initiatives sociales incluant les mouvements sociaux, le changement d'échelle peut être définie comme une augmentation de l'impact social pour atteindre plus des bénéficiaires. C'est-à-dire dupliquer l'initiative ou développer les actions sur les nouveaux territoires pour apporter une réponse appropriée aux problèmes sociaux en perpétuelle croissance. (Avisé, 2014).

Malgré son début sans tambours ni trompettes en province du Nord Kivu, en RDC en 2012 (Bangré, 2016 ; Rabaud, 2018), le mouvement a subi des changements remarquables allant d'un mouvement connu seulement dans la ville de Goma, passant par sa médiatisation locale et internationale jusqu'à l'installation d'une section à Paris. Lucha milite pour un changement social à trois niveaux ; changement des lois et des politiques du pays (scaling up), changement des mentalités et valeurs (scaling deep) et accroître son influence par la diffusion, réplique ou dissémination pour toucher le maximum des personnes (scaling out) et permettre au mouvement de construire les bases dans toutes les provinces du pays en consolidant ses réseaux (Moore et al., 2015).

La trajectoire prise par le mouvement donne un sens à son ambition d'atteindre une grande partie de la population congolaise et étendre son impact. La première province que la Lucha a visé après celle du Nord Kivu fut la province voisine du Sud Kivu (Rabaud, 2018). Son installation au Sud Kivu, serait justifiée par les réalités quotidiennes que les deux provinces orientales de la RDC traversent entre autres l'insécurité et les guerres à répétition. Pendant cette recherche qui a été

effectuée de septembre 2020 à janvier 2023, nous avons constaté que la stratégie de changement d'échelle du mouvement vers le Sud Kivu était de s'appuyer sur un autre mouvement de jeunes appelé Solution 40 (S40). Bien qu'à première vue, le mouvement S40, n'a pas de lien étroit avec Lucha, mais il a servi à étendre la lutte non-violente sur toute l'étendue de la province. Les alliances multiples entre mouvements qui paraissent concourir aux mêmes objectifs, étaient privilégiées par les initiateurs de Lucha. Les liens lointains des militants et militantes avec les défenseurs des droits de l'homme constituent un atout non négligeable pour que le mouvement atteigne un grand nombre des personnes. C'est le cas de la Fondation Panzi, une organisation de portée internationale dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Cette dernière aurait appuyé le mouvement à l'organisation des activités dans la ville de Bukavu au Sud Kivu (Rabaud, 2018).

Après Bukavu (province du Sud Kivu), Lucha s'est déployé à Kinshasa (Dimé, 2020). Ce déploiement dans les deux villes, renseigne sur l'activisme de la jeunesse. Le pays étant immense, le mouvement a voulu maintenir son influence dans les villes ciblées. Répondant à la question portant sur le choix stratégique et d'influence du mouvement, les militantes et militants en majorité disent que le mouvement ne peut se déployer que là où les habitantes et habitants sont disposés à soutenir la lutte pour la justice sociale. Une étude menée par un groupe des chercheurs de l'Université catholique de Bukavu en RDC, énumère les stratégies de résilience des jeunes du Sud Kivu et du Nord Kivu pour éviter de sombrer dans la violence et dans l'injustice malgré la situation chaotique du pays. Il s'agit de l'adhésion aux partis politique, adhésion aux mouvements citoyens, adhésion aux groupes de pression, entrepreneuriat et adhésion aux groupements confessionnels. Sur le plan quantitatif la même étude indique que 54% des jeunes vivant au Sud et Nord Kivu optent pour l'engagement politique comme stratégie de résilience, 29% optent pour la mobilisation et l'engagement social, 11% des jeunes enquêtés affirment qu'ils optent pour la revendication de leurs droits via les médias et les réseaux sociaux afin de décrire leurs conditions de vie et de demander le soutien du gouvernement et 7% confirment que les jeunes adhèrent aux mouvements citoyens et aux groupes de pression pour revendiquer leurs droits et faire entendre leurs voix (Murhula et al., 2020).

Nous pensons que cette étude montre le dynamisme de la jeunesse habitant les deux provinces en termes de mobilisation et de militantisme. En outre, les militants et militantes rencontrés pendant les entrevues, ne ressentent pas une différence nette entre l'engagement politique, engagement social, engagement citoyen et mobilisation. A la question de savoir comment ils différencient le combat de Lucha de la lutte pour le pouvoir par les personnes politiques ils disent que leur but premier est le changement de l'élite politique qui dirige le pays et à l'unanimité ils soutiennent que la lutte de Lucha est devenue politique car sans une politique stable, le pays ne peut pas répondre aux besoins des citoyens. S'exprimant une militante a dit ceci « notre lutte c'est que le pays soit dirigé par les personnes honnêtes. A Lucha nous n'interdisons personne à adhérer à un parti politique ou à être ministre car nous savons que si nos membres occupent des fonctions importantes au pays, la gouvernance pourrait changer » (Anonyme, février 2022). Les chiffres quantitatifs ci-haut issus de la recherche effectuée par Murhula et al. (2020), témoignent que les jeunes constituent un atout pour l'implantation de Lucha à travers le pays. Ce dynamisme de la jeunesse peut contribuer significativement au changement des mentalités et des valeurs (scaling deep) et permettre la diffusion de l'idéologie de la Lucha (scaling out) à travers d'autres territoires du pays.

Lucha serait présente dans 22 villes à travers la République Démocratique du Congo et en décembre 2017, le mouvement inaugure une première section à Paris (France) qui fut sa première à l'extérieur de la RDC avec comme but principal de convaincre les Congolaises et Congolais de la diaspora d'Europe à joindre leurs forces à celles des militantes et militants de Lucha. L'objectif de la conjugaison des forces est de viser plus d'impact au niveau national et international. Le lancement de cette section s'était déroulé dans les locaux de l'organisation Amnistie Internationale/France (Boisselet, 2017).

La nouvelle section en Europe a comme objectif de reproduire l'initiative commencée en RDC. La majorité des militantes et militants sont d'accord que la capacité de mobilisation du mouvement Lucha sera accrue afin d'influencer les institutions internationales pour la cause de la RDC (Boisselet, 2017).

On peut se demander pourquoi la présence dans 22 villes du pays n'a pas permis à Lucha d'atteindre les objectifs espérés ou de mobiliser le nombre des militants et militantes voulus pour que la lutte produise un succès et des résultats concrets ? Le contexte dans lequel évolue le mouvement il n'est pas aussi exclu de se demander l'utilité de la section qui a été inauguré à l'étranger.

En effet, pour les mouvements sociaux ; « L'organisation de l'action collective à travers de vastes espaces géographiques requiert de la part des organisateurs et des participants la résolution des problèmes posés par la distance » (Masson, 2009). Cela étant, nous pouvons supposer que le changement d'échelle d'une action collective doit suivre une certaine logique à l'exemple de la révolution tunisienne qui n'a pas changé d'échelle par l'alignement des organisations et syndicats mais son changement d'échelle serait motivé par une voie de diffusion directe opérée par des individus et des groupes. Les réseaux sociaux et l'existence des internautes qui ont diffusé les messages d'appel aux manifestations, aux journées de grèves ont contribué à faire changer d'échelle étant donné le nombre élevé des Tunisiens qui ont accès à l'internet. On a noté également le reportage de la chaîne de télévision El Jazira, qui avait focalisé la majorité de ses émissions sur la Tunisie, en présentant les blessés dans les hôpitaux, les personnes tuées par les forces de sécurité et en reliant les messages d'appel à la mobilisation formulés par les organisateurs. Le cas de la Tunisie est aussi spécifique en ce sens que l'armée tunisienne reste apolitique étant donné le refus du chef d'Etat major de servir Ben Ali en tirant sur les manifestants mais avait jugé de s'interposer entre les manifestants et la police qui était fidèle au Président de la République. Cette situation a démontré qu'il y avait en Tunisie un changement des mentalités et des valeurs parmi les citoyens (Gobe et Chouikha, 2011)

Pour changer d'échelle, les mouvements sociaux s'appuient sur deux mécanismes à savoir la diffusion et le courtage ou brokerage (Tarrow et McAdam, 2005). La diffusion servirait à une réplique d'une expérience ou initiative réussie vers d'autres territoires (Avisé, 2014). Dans le contexte de Lucha, comment ce mouvement procède pour changer d'échelle ? A cette question, les militantes et militants donnent des versions convergentes mais en différents mots en tenant parfois compte de leurs propres expériences. Ils s'appuient tantôt sur les rôles joués par les jeunes étudiants

et étudiantes qui ont côtoyés les militants de Lucha dans les universités et au retour dans leurs milieu d'origine, ils cherchent à répliquer l'initiative en servant d'intermédiaires entre la coordination de Lucha et les membres de la nouvelle section créée. La médiatisation du mouvement permet aux jeunes d'apprendre l'existence d'un groupe de pression bien organisé qui veut le changement pour une bonne gouvernance du pays. Les membres plus actifs et investis vont vers les signataires des communiqués officiels de Lucha, ils apprennent puis partent commencer un nouveau noyau dans leur ville. Enfin, les associations de jeunes qui adhèrent comme membres sympathisants de Lucha, vont répliquer l'initiative dans leur rayon d'actions et servent d'intermédiaire entre la population locale qu'elles servent et Lucha. Pour la première section étrangère du mouvement à Paris, c'est par l'intermédiaire d'un militant de Lucha qui s'était retrouvé à Paris pour raison d'études et qui aurait choisi d'informer la diaspora de l'existence de Lucha (Boisselet, 2017). Se basant sur la classification établit par Tarrow et McAdam (2005), on pense que pour changer d'échelle, Lucha utilise le mécanisme du courtage qui suppose l'existence d'un intermédiaire.

Pour Lucha, le changement d'échelle est synonyme d'une nouvelle stratégie de positionnement. Faure (2006) soutient que ce changement ne doit pas être réduit à un simple discours mais doit privilégier l'intérêt du citoyen. C'est ainsi qu'on peut se demander si la stratégie de Lucha a réellement favorisé son développement et si l'intérêt des citoyens congolais était la priorité. Les militantes et militants rencontrés pensent que l'installation des membres dans les capitales occidentales sous le projecteur des médias internationaux, n'a pas facilité le travail sur le terrain. Les militantes et militants utilisent un patois très connu en RDC en disant ceux et celles qui voyagent ou qui sont restés en occident au compte de Lucha « se sont retrouvés ». Ce verbe « se retrouver » veut dire « avoir une vie heureuse », « gagner sa vie » ou tout simplement « devenir riche ». Mais ceci n'influence en rien la mobilisation sur terrain ou la duplication. Les militantes et militants pensent que si les efforts fournis à créer des noyaux à l'étranger étaient concentrés en RDC, le mouvement aurait des bases solides. Ces entretiens avec les membres présents sur terrain démontrent qu'il y aurait des divergences des visions parmi les militantes et militants au sein du mouvement. D'où une orientation stratégique est nécessaire pour maintenir la solidarité au sein du groupe afin de bien orienter les actions de résistance.

3.5 Conclusion

Ce chapitre a mis en évidence les différentes ressources auxquelles Lucha a eu accès et la manière dont ces ressources ont contribué à sa trajectoire et à son développement. Nous avons décrit le rôle des médias qui ont véhiculé l'action de Lucha au-delà des frontières congolaises, les organisations internationales et la société civile qui ont joué des rôles importants, estimant que grâce à son dynamisme, Lucha pourrait incarner une nouvelle énergie dont les congolais ont besoin pour le combat citoyen. L'utilisation des moyens financiers reçus par le mouvement a été explorée. Nous avons développé les cadres de mobilisation en explorant les différentes campagnes que Lucha a organisé ou coorganisé en donnant les détails sur les contenus et les objectifs. Nous avons enfin observé le changement d'échelle dans les stratégies de Lucha pour accroître sa capacité de mobilisation et étendre le mouvement.

CHAP 4. Effets de la Lucha sur la situation sociale et politique de la RDC

Depuis plus de deux ans, nous avons commencé à réfléchir sur l'apport social et politique du mouvement Lucha. Nous nous sommes posé des questions sur son historique, son développement et ses résultats avant de commencer à exploiter la littérature diversifiée et disponible sur ce mouvement. Les entrevues sur terrain, nous ont donné des éléments concrets qui permettent à ce jour de tracer une liste des campagnes réussies, les besoins sociaux satisfaits grâce aux plaidoyers du mouvement Lucha et le changement constaté au sein des institutions politiques du pays. Sans nous laisser entrainer par les affirmations reçues des entrevues, les discours, les informations fournies par la presse ; nous les avons analysés, et comparés aux réalités actuelles de la République Démocratique du Congo, après dix ans d'existence de Lucha.

En effet, ce chapitre sera l'aboutissement de notre travail de recherche qui va souligner les effets palpables de Lucha. Ces effets seront analysés sur le plan social et politique. Avant de parler des effets, nous allons explorer les stratégies que le mouvement a exploitées pour conduire ses ambitions vers les objectifs que les militantes et militants se sont assignés. Notre analyse, nous permettra de donner nos propositions pour améliorer l'efficacité des actions de résistance non violente portées par les mouvements sociaux dans le contexte de la République Démocratique du Congo.

Nous pensons que les ambitions du mouvement Lucha en 2012 n'ont pas encore abouti aux résultats escomptés. Les militantes et militants soutiennent dans leur majorité, que le moment pour célébrer leur victoire n'est pas encore venu. Ils disent que le mal reste profond et il faut du temps pour que la lutte réussisse. Pour Crutchfield (2018), personne n'est exempté de l'échec mais pour l'éviter, il faut changer et reformer les politiques, les normes sociales et modifier les comportements. En effet, pour mesurer le succès de Lucha, nous pensons que nous devons tenir compte des faits et du vécu quotidien de la population congolaise en déterminant ce qui a produit des effets et changé sur le plan interne de Lucha, auprès de la population congolaise, auprès des gouvernants, au niveau des institutions politiques et sur le plan social.

Le présent chapitre s'articule sur cinq points qui sont ; les moyens de communication réussis, les effets sur le plan social, les effets sur le plan politique, l'analyse de la transformation par Lucha et la conclusion.

4.2 Les moyens de communications réussis

Nous allons présenter dans cette section une analyse des actions nécessaires entreprises par Lucha pour aboutir aux objectifs spécifiques. A travers les mouvements sociaux, les citoyens se battent, luttent et selon les cas, les changements peuvent se produire sur le plan politique (Aguilera, 2018). C'est ainsi que les mouvements sociaux deviennent des espaces pour permettre aux citoyens d'adresser leurs revendications aux autorités à travers les cadres d'expression et peuvent aboutir aux succès ou aux échecs selon le contexte. Chaque forme d'effets ou de résultat est un indicateur sur le rapport de force entre les autorités et les citoyens décidés à accélérer le changement (Matthieu, 2007)

Il importe de fonder les actions sur des tactiques car sans stratégies mises en place, un mouvement social peut se faire prendre le dessus si le gouvernement anticipe ses revendications, soudoyant ou cooptant les militants. Il peut aussi menacer, harceler ou refuser de reconnaître l'existence même du mouvement ou encore refuser l'accès du mouvement aux médias de masse (Simons, 1970). Les récits des militantes et militants, les écrits d'Amnistie Internationale (2018), Rabaud (2018), Bangré (2016), Protection Internationale (2018) et Dimé et al. (2020) se réfèrent aux menaces que les membres de Lucha subissent quotidiennement. La résistance de Lucha face aux institutions du pays, les niveaux urbains, provincial et national; s'est heurté à une violence sanglante portée par les services congolais de sécurité dont la police et l'armée qui venait en renfort lorsque la police est débordée. Ce climat jugé non apaisant aurait occasionné des multiples arrestations, des tueries, des menaces et autres formes de répression. Avec ces multiples violations des droits de manifester, et pourtant garantis par la constitution congolaise, les militantes et militants ont trouvé des stratégies payantes pour contourner les menaces.

Pour sensibiliser ils se sont tournés vers la nouvelle technologie de l'information et de la communication. Nous pensons que la stratégie de Lucha avait deux objectifs; se démarquer des organisations de la société civile qui établissent souvent des liens avec des politiques pour bénéficier des financements de leurs actions au niveau de la base et défier la machine sécuritaire congolaise qui pensait avoir le contrôle du pays (Dimé et al., 2020)

Lucha envoie des messages à la population pour se crédibiliser auprès d'une société qui ne comprend pas encore très bien le sens de la lutte (Dimé et al., 2020). Ils déclarent qu'ils sont apolitiques mais en général ceci n'entrave en rien leur engagement politique. Mais par leur détermination à ne pas se porter candidat à toute offre de poste aux niveaux des institutions donne confiance à une population déjà meurtrie et qui dans son imaginaire considère que le malheur émane de la mégestion des dirigeants (Dimé et al., 2020). D'ailleurs, pendant ses vacances parlementaires du mois de septembre 2022, le président du Sénat de la République Démocratique du Congo; monsieur Modeste Bahati Lukwebo, lors d'une rencontre avec la population d'Uvira a avoué que si le pays n'avance pas c'est à cause de ses dirigeants. Dans son discours, il a semblé dédouaner la population en la considérant comme la victime du système politique. Avec notre analyse, nous pensons que ce message du président du Sénat rejoint bien la stratégie de communication de Lucha.

Il nous semble évident que Lucha a réussi sa stratégie de communication grâce à l'internet et la jeunesse serait la tranche de la population la plus concernée. Plus haut, nous avons parlé des stratégies de s'organiser en petits groupes pour défier les agents de sécurité lorsqu'une manifestation est organisée. Elle avait réussi dans certains cas mais elle n'est pas durable par ce que le point de chute est toujours unique et c'est souvent le siège d'une institution publique comme l'Assemblée nationale ou provinciale, d'une organisation internationale comme la Mission des Nations Unies en RDC.

En Afrique francophone, cette forme de stratégie de résistance tournée vers la communication semble réussir pour les mouvements sociaux juvéniles qui ont émergé sur le continent cette

dernière décennie. Les noms de ces mouvements portent déjà un message de revendication et de défiance du système politique en place. Lutte pour le changement, Balai citoyen, Filimbi (Sifflet en Swahili), Y'en a marre, Ça suffit comme ça (au Gabon). On peut noter la maîtrise de la communication lors des manifestations ou de plaidoyers, les membres portent tous de ti-shirts barrés du slogan Lucha, Filimbi, Y'en a marre (Henry, 2015; Bangré, 2016). Pour l'ensemble de ces mouvements sociaux africains, le nombre d'abonnés sur leurs médias sociaux est important. Ces pages de médias sociaux ont pour rôles d'informer les membres et ainsi deviennent des instruments de mobilisation. Une vidéo postée, peut être partagée par des milliers des followers quelques instants seulement après avoir été enregistrée (Henry, 2015; Bangré, 2016; Dimé et al., 2020).

Dans l'histoire des mouvements sociaux de résistance non violente la stratégie de communication tournée vers les médias disponibles, ne date pas d'aujourd'hui et a abouti aux succès satisfaisants consistant à mobiliser les masses. L'efficacité de la stratégie de résistance non-violente par Gandhi en Inde, reposait sur sa capacité à exploiter le caractère global et visuel des médias de son pays. Avec son intensité accrue, les médias étrangers jusqu'à s'étendre sur le globe et la lutte était devenue un défi pour les oppresseurs. Gandhi avait montré des capacités non habituelles à anticiper les événements spécialement en choisissant les médias capables de couvrir un large public. Nul doute que cette stratégie d'exploiter les médias disponibles a permis au monde entier de connaître les atrocités auxquelles faisaient face les militantes et médias du mouvement initié par Gandhi (Scalmer, 2018).

De nos jours, en raison d'un contrôle systématique des médias conventionnels, la nouvelle technologie de communication orientée vers les médias sociaux gagne des succès dans la coordination, la planification et la mise en œuvre des actions collectives. L'élargissement d'accès à toutes les informations à travers les médias sociaux, cultive une prise de conscience partagée par des vastes populations pour connaître les informations accessibles, disponibles qui permettent de travailler ensemble. Conscient de cette stratégie efficace, en Chine le gouvernement avait procédé par le blocage de certains sites internet pour éradiquer le succès de l'activisme non-violent connu dans ce pays depuis belle lurette (Tai, 2018).

A des époques différentes, la comparaison n'est pas facile à établir et les mouvements sociaux de résistance datent de plusieurs décennies. Les nouvelles générations grandissent et les nouvelles technologies émergent (Crutchfield, 2018). Pour le mouvement Lucha, la majorité de ses membres sont universitaires. Il a été établi que la stratégie de recours aux médias sociaux a été soigneusement étudiée. L'utilisation ne garantissait pas un succès mais, parmi les membres du mouvement Lucha on retrouve des informaticiens, des artistes et des banquiers qui possèdent des capacités de communication leur permettant d'innover dans les stratégies de résistance et de mobilisation (Dimé et al., 2020). Cette stratégie de communication a donné au mouvement des soutiens et a accru ses réseaux en RDC et à l'étranger (Bangré, 2016). Nous pensons donc que l'action collective associée à une stratégie de formation des réseaux, virtuels ou formels, revêt un pouvoir important qui peut conduire aux succès d'un mouvement social. Les mouvements sociaux doivent beaucoup aux réseaux sociaux pour s'organiser, communiquer, revendiquer et améliorer leur capacité de mobilisation (Van Leeckwyck, 2016)

4.3 Effets sur le plan social

La création du mouvement Lucha était justifiée par la dégradation des conditions de vie de la population congolaise en général et de la jeunesse en particulier. C'est ainsi que le mouvement s'est engagé à lutter pour la dignité humaine et la justice sociale et pour le bien être des Congolaises et Congolais (Lucha, 2012). La majorité des militantes et militants pensent que leur devoir primordial est d'exiger aux autorités congolaises l'amélioration des conditions de vie des citoyens en commençant par les infrastructures de base, la sécurité, l'emploi, la justice distributive, l'éducation et la santé. En 2012, les premières demandes des militantes et militants adressées aux autorités du pays, furent l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, la réhabilitation des routes, l'amélioration des conditions d'éducation et la sécurité (Bangré, 2016 ; Braeckman et Matumo, 2018 ; HCDH, 2020).

Les militantes et militants pensent que quelques problèmes ont trouvé des solutions grâce à leurs plaidoyers (HCDH, 2020). Pendant les entrevues, les requêtes qui ont trouvé des solutions sont citées, il s'agit de : la réhabilitation du réseau de distribution d'eau dans certains quartiers de la ville de Goma, la mise en application de la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire même si la prise en charge n'est pas encore satisfaisante. Pour les militantes et militants de la ville de Bukavu, on signale l'amélioration de la qualité de communication et la réduction du coût de communication par les entreprises de téléphonie mobile après plusieurs mois de plaidoyer. Le 13 mai 2019, sur sa page Facebook, Lucha s'est félicité de la réduction du coût de communication par SMS par la société de téléphonie mobile Orange, qui serait l'une des revendications du mouvement sur la qualité et le prix abordable des communications. Le mouvement avait recommandé aux autres entreprises de suivre la même voie car jusque-là, la facturation était jugée discriminatoire. Les moins riches payaient plus que les riches car ces derniers avaient beaucoup d'avantages dus à leur capacité de consommation des unités de communication qui était récompensée par la réduction du prix d'appels à la minute ou par l'activation des forfaits d'appels.

Dans son document intitulé « Nos victoires en 2020 », Lucha exprime sa gratitude aux militants d'avoir mené une action citoyenne intense pour qu'une communication de qualité et à un coût acceptable soit mise en marche par l'opérateur mobile Airtel. Cette action a donné lieu à une décision de l'Agence de Régulation des postes et Télécommunication (ARPT) de mettre en place une nouvelle taxation adaptée au pouvoir d'achat des Congolais. Le résumé de la décision prise par l'ARPT est le suivant : « (1) L'arrêt de la double taxation lors des transactions fait via mobile money, notamment Airtel Money. (2) L'amélioration relative de la qualité des services de télécommunication offerts aux Congolais, à l'exemple d'Airtel qui est passé de la 3G à la 4G. (3) La baisse relative du coût de la communication, à l'exemple d'Orange RDC qui offre désormais 10 Giga bytes à dix (10) américains pour un accès à internet pendant un mois. (4) L'identification automatique du destinataire de fonds lors des transactions Mobile money pour lutter contre la criminalité et l'utilisation de ces canaux de transfert pour récolter les rançons lors de kidnapping dans les zones en conflits » (Lucha, 2020 ; p. 6).

Dans la ville de Kinshasa, Lucha avait remarqué l'accumulation des immondices partout et qui selon les experts en santé publique étaient à l'origine de plusieurs infections et maladies. Les autorités administratives ne se souciaient jamais de la situation jusqu'à ce que Lucha à travers ses memos, rappelle la responsabilité des autorités pour résoudre le problème. Pour se faire entendre, le mouvement avait lancé la campagne « Kin Propre » pour encourager le gouverneur de la ville à s'approprier la démarche de lutte contre l'insalubrité. Le résultat fut satisfaisant car le gouverneur avait accepté d'assainir les quartiers de Kinshasa par le ramassage des immondices en mettant à la disposition de la population des camions bennes. Chaque samedi le « salongo » qui veut dire travail communautaire et volontaire était assuré en compagnie des autorités communales (Braeckman et Matumo, 2018).

Lucha continue la mobilisation malgré une certaine dormance constatée depuis l'alternance démocratique de janvier 2019. La majorité des militantes et militants rencontrés en entrevue pense que le bienfait de la lutte est d'avoir permis à la population congolaise de comprendre qu'elle est souveraine et à tout moment, spécialement à l'approche des élections, elle doit être exigeante face aux autorités administratives et politiques. A première vue, les effets sociaux de Lucha ne sont pas très visibles car le mouvement avait d'abord focalisé son énergie sur le combat politique en exigeant le départ de Kabila. Le pays vivait un blocage du régime de Kabila et ne pouvait répondre aux priorités des citoyens (Braeckman et Matumo, 2018). En analysant les propos des militantes et militants, nous pensons que pour Lucha, les effets sociaux étaient au second plan car selon eux, il est impossible d'améliorer les conditions de vie, de viser la justice sociale, d'éradiquer la pauvreté lorsqu'il n'y a pas de volonté politique.

Nous pensons qu'au stade actuel du développement de Lucha, le changement d'échelle nous semble être la démarche adoptée par le mouvement pour susciter le changement sur la population congolaise. En considérant l'exemple des compagnies de téléphonie mobile, Lucha ne s'est pas mobilisé contre toutes au même moment mais il y est allé par ciblage. D'abord avec la compagnie Orange où les militantes et militants avaient eu gain de cause en exigeant la réduction du coût de communication, ils se sont ensuite focalisés vers la société Airtel en augmentant le nombre des revendications (voir plus haut). Et enfin, il fallait se rassurer de l'efficacité des services sociaux

rendus. Ceci a permis d'augmenter le nombre des bénéficiaires et des tarifs de communication ajustés ; au bénéfice de la population congolaise (Avisé, 2014).

4.4 Effets sur le plan politique

« [...] le pouvoir s'en défend, il prend très au sérieux cette opposition citoyenne [...] les militants de Lucha font vraiment peur aux autorités » (Bangré, 2016; p.22). Bangré avait rencontré les acteurs sociaux et politiques congolais entre 2012 et 2016 et aurait soutenu qu'à l'époque, Lucha constituait une menace pour le régime de Kabila. Pour ralentir l'activisme de Lucha, le 12 décembre 2015, monsieur Kalev Mutond; Administrateur Général de l'Agence Nationale de Renseignement adressa une lettre au Président du Sénat monsieur Kengo Wa Dondo. Dans sa correspondance, monsieur Kalev; annonça l'existence d'un complot selon lui, visant la déstabilisation du pays. Il recommanda au Président du Sénat de sensibiliser les partis politiques, l'opposition comprise afin de dénoncer par des « déclarations et des meetings », le plan de Lucha (Bangré, 2016). Ces jeunes militants de Lucha furent qualifiés des « terroristes » par les services de renseignement congolais. Son parton aurait écrit que l'objectif principal de Lucha serait de renverser le régime. Il aurait déclaré détenir des preuves tangibles et irréfutables qu'il utiliserait pendant les négociations avec les diplomates occidentaux en postes en RDC, et qu'il aurait accusé d'avoir apporté un soutien financier à Lucha (Le monde, 2017).

En effet, Lucha aurait préoccupé les responsables de la sécurité intérieure du pays et les stratégies pour étouffer son développement furent proposées par l'Agence nationale de renseignement. Ces stratégies consistaient à (i) infiltrer le Front citoyen, qui était une plateforme créée par Lucha, Filimbi et quelques partis politiques d'opposition pour empêcher le régime de Kabila à se maintenir au pouvoir. (ii) utiliser les réseaux sociaux afin de contrecarrer toutes les actions projetées par le mouvement; (iii) équiper la police en armes non-létales et en matériel anti-émeute; (iv) collecter en diligence des preuves établissant les atteintes à la sûreté intérieure et extérieure de l'État pour entamer des poursuites et une application rigoureuse de la loi contre les structures non conformes à la législation en vigueur en citant nommément Lucha et Filimbi. Pour appliquer les stratégies formulées, le ministère de la justice avait intimé l'ordre à tous les mouvements sociaux œuvrant

en RDC de s'enregistrer au risque d'être interdits sur toute l'étendue du territoire national. Le gouvernement avait aussi installé des caméras de surveillance dans tous les coins chauds de la capitale et obligé à tous les détenteurs de téléphones cellulaires de s'identifier auprès de leur opérateur sur présentation d'une pièce d'identité valide sous peine d'être privé des services (Bangré, 2016). Pour affaiblir la capacité de mobilisation, le gouvernement avait décidé de couper quand il le faut l'internet mobile et les SMS pour des raisons sécuritaires et de prévention des soulèvements populaires qui devenaient récurrents (Bangré, 2016; L'express, 2017; Mulegwa, 2018).

Ces mesures prises par les autorités congolaises ne sont pas restées inaperçues. Certains diplomates en postes en RDC, avaient réagi à travers différents moyens de communications. L'Ambassade des États-Unis était parmi les premières missions diplomatiques à réagir par un tweet : « 20 days without internet are 20 days too many. It needs to be restored now. Democracies thrive and societies prosper when people are informed and can communicate freely » (VOA, 2019). La société civile locale fut révoltée et est allé plus loin en assignant les opérateurs de téléphonie mobile de la RDC au tribunal de commerce de Kinshasa pour « violation de leur obligation contractuelle avec les usagers » et l'audience fut fixée mais le dossier a été classé sans suite (Mwanamilongo, 2019).

En analysant ce qui précède, nous constatons que l'activisme de Lucha aurait enclenché une sorte de panique auprès des autorités congolaises jusqu'à prendre des mesures non proportionnelles à la capacité du mouvement. La sortie médiatique de l'ensemble des services de sécurité pour vilipender Lucha et faire comprendre à la population congolaise que le mouvement s'apparenterait à une rébellion déguisée à la solde des ennemis du pays aurait plutôt encourager la population congolaise spécialement les jeunes à faire confiance à Lucha. Les militantes et militants interviewés pensent que cette agitation du gouvernement aurait aussi véhiculé une image positive du mouvement et constituait une marche vers la victoire. S'exprimant à propos de cette situation, un militant nous dit : « Lorsque j'écoutais les informations diffusées par la chaîne nationale et qui soulignaient la capacité de mobilisation de Lucha, j'avais dit aux proches amis que le combat est sur une bonne voie et il nous faut la persévérance [...] il est temps de commencer les actions de grande envergure » (Anonyme, février 2022).

Les actions de grande envergure ont fini par aboutir aux premières victoires de Lucha en bloquant la promulgation de la loi électorale jugée anti-démocratique par les acteurs sociaux et acteurs politiques d'opposition. C'est en 2015 que les deux chambres du parlement congolais s'étaient réunies pour décider sur la modification de l'article huit (8) de la loi électorale. Cet article de la loi devenu synonyme de polémique, stipulait qu'il faut un recensement préalable et complet de la population congolaise avant l'organisation des élections (présidentielle et législatives). Pour Lucha, le recensement préalable avant les élections allait permettre au régime de Kabila de rester au pouvoir au-delà du mandat constitutionnel. Pour manifester son mécontentement Lucha avait initié des mobilisations à travers tout le pays malgré la répression. La flambée des violences à Kinshasa, Bukavu et Goma aurait occasionné la mort de 42 personnes selon la Fédération Internationale des Droits de l'homme à la suite de l'adoption de cette loi par l'Assemblée nationale. Mais quelques jours plus tard, la chambre haute du parlement; qui est le Sénat chargé de revoir la loi avait donné un signal d'apaisement. Devant les sénateurs réunis, le président du Sénat monsieur Leon Kengo wa Dondo, à la surprise générale de tous et après amendements il déclara « j'ai écouté la rue » donc l'élection présidentielle ne sera pas précédée par un recensement total de la population (Rigaud, 2015). Cet effet de Lucha sur la politique du pays fut motivé par des actions concertées autour d'un idéal. La population congolaise avait besoin d'organiser les élections pour que le régime supposé être à l'origine du malheur congolais quitte le pouvoir dans la douceur et éviter un bain de sang après des décennies des conflits armés. Cette réussite aurait été une preuve que l'action était menée par des personnes engagées à lutter contre l'injustice et fut une action bien structurée car la majorité des militants en provenance de grandes villes du pays s'étaient mobilisés. Malgré la grandeur du territoire national et l'éloignement des villes dans lesquelles les manifestations avaient eu lieu, l'organisation mise en place a permis de travailler ensemble et en coulisse pour soutenir la résistance (Crutchfield, 2018). Les dernières décennies plusieurs actions organisées par les populations civiles ont abouti aux succès grâce aux méthodes de résistance non-violente y compris la non-coopération pour exiger des concessions politiques afin de défier le pouvoir (Chenoweth et Stephan, 2011). Nous pensons que ce changement surprenant de discours par le président du Sénat en adoptant le schéma proposé par Lucha, qui consistait en la modification de l'article de la loi qui fut le nœud du problème entre les deux parties (régime et Lucha), est une forme de concessions politique.

Cette concession qui a été obtenue par Lucha s'ajoute à une série de cas similaires à travers l'histoire qui se sont produits au prix des sacrifices, de résilience, de répression, de violence et d'intimidations. En Afrique du Sud, alors que Gandhi y travaillait pendant la période de l'apartheid, il avait remarqué une marginalisation des travailleurs étrangers Indiens par les colons. C'est à ce moment-là qu'il développa une série des pratiques pour s'opposer à l'injustice. Il s'était donné comme objectif de contraindre le gouvernement colonial à abroger le *racist Asiatic Registration Laws (the Black Act)* qui obligeait tous les Indiens de s'enregistrer, de fournir les empreintes digitales aux colons et toujours se munir des documents d'identification. Gandhi organisa des manifestations invitant tous les travailleurs étrangers à abandonner la pratique du port des documents d'identification qui selon lui était un signe d'injustice. Ceci occasionna l'arrestation de plusieurs milliers des personnes y compris Gandhi lui-même. Mais plus tard, en 1914 cette loi fut abrogée grâce à cette pression populaire. Ceci fut un tournant dans l'histoire de la lutte non-violente car Gandhi avait compris que l'action collective non-violente serait la méthode efficace pour les peuples qui vivent sous la domination coloniale (Chenoweth, 2020).

Aux États-Unis, McAdam (1999), écrit sur l'effet du mouvement des droits civiques sur le système politique par le renversement des politiques raciales discriminatoires du gouvernement fédéral avec une augmentation des décisions de justice rendues en faveurs des Noirs passant de 43% (23 sur 53) en 1930 à 91% (68 sur 75) pour la période de 1931-1955. Sur le plan politique, Lucha n'a pas seulement obtenu des concessions mais son militarisme a eu des effets sur la gestion des entités administratives, sur la politique de répression et directement sur les personnalités politiques.

Dans le domaine de la gouvernance du pays qui est directement assurée par les personnes politiques, le mouvement se targue d'avoir positivement influencé les autorités politiques à prendre des décisions en faveur des militants et membres de la société civile arrêtés injustement pour leurs opinions sur la gestion des entités administratives. C'est le cas du militant Lucien; arrêté à Kalehe pour avoir exigé la libération de ses camarades détenus. Ces militants détenus auraient dénoncé le détournement des lampadaires pour l'éclairage public par une autorité politique locale. Après des

sit-in, des communiqués, des messages sur les réseaux sociaux, des lettres aux autorités politiques et judiciaires, Lucien et les quatre autres militants furent libérés (Lucha, 2020).

En province de l'Équateur, un militant du nom de Joseph Lukonde; pour avoir déclaré publiquement l'incompétence du Gouverneur de province, fut arrêté et condamné à 13 mois de prison pour imputation dommageable et outrage aux autorités à l'issu d'un procès, qui selon la société civile locale fut instrumentalisé par le Gouverneur de province. Mais à l'issu d'une action menée par Lucha et appuyée par des organisations de la société civile, le militant fut libéré sans avoir purgé sa peine (Lucha, 2020).

Ces quelques exemples énumérés ci-dessus, donnent un aperçu global sur comment le système politique congolais réagissait aux mobilisations menées par Lucha. Dans la logique de l'action collective, Neveu (2014), écrit que la structure des opportunités politiques détermine l'ouverture du système et la façon dont le système agit aux mobilisations. En effet, dans les paragraphes qui suivent, nous allons analyser en détails, les réactions des autorités congolaises face aux mobilisations depuis l'émergence de Lucha, pour déterminer si sur le plan politique, le système était réellement ouvert. Les écrits de (Revillard 2003, Filleule 2009, Neveu 2019, McAdam 1999) soutiennent que des facteurs externes liés au contexte politique peuvent avoir une incidence directe sur l'échec ou la réussite des mouvements sociaux. Après dix ans d'existence, le mouvement aurait acquis une certaine maturité et parvient à trouver des réponses locales aux grands défis. Un clin d'œil sur le passé du mouvement, montre que ce dernier avait plus confiance aux réactions externes lorsque les militants sont arrêtés. C'est le cas en 2015 lors de la disparition du militant Bienvenu Matumo. A la place des actions intérieures pour exiger sa libération, le mouvement avait préféré s'appuyer sur Amnistie Internationale et l'Agence France presse pour dénoncer un cas que Lucha qualifiait de « kidnapping » d'un militant (Kibangula, 2015). L'histoire sur les résistances non violentes renseigne que souvent les facteurs locaux, les initiatives à l'intérieur sont un atout pour le succès d'une campagne non-violente (Chenoweth et Stephan, 2011). Nous pensons que les succès ou les effets de Lucha sur les institutions politiques du pays se justifieraient par le soutien de la population congolaise au mouvement. Les Congolaises et Congolais exclus par le régime Kabila étaient prêts à appuyer toute action visant à mettre fin à l'injustice et à la misère. Une

militante raconte que lorsque ses parents ont appris son engagement citoyen, ils lui ont dit « Notre époque est passée, et nous n'avons pas réussi à redresser ce pays, nous te soutenons dans ton combat » (Anonyme, janvier 2022).

Les pays étrangers et institutions internationales avaient infligé des sanctions aux dignitaires du régime de Kabila grâce aux plaidoyers de Lucha. Pour décourager la répression des manifestants qui constitue un recul de la démocratie et des actes qui violent les droits de l'homme, l'Union européenne avait sanctionné dix personnalités congolaises de l'armée, de la police, de l'administration et du gouvernement par le gel des avoirs et d'interdiction de visiter le territoire de l'Union européenne (UE). Il a en outre était interdit aux personnes et entités de l'UE de mettre des fonds, directement ou indirectement à la disposition des personnes inscrites sur la liste (La libre, 2021; RTBF, 2021). Les États-Unis ont à leur tour, infligé des sanctions aux mêmes dignitaires du régime de Kabila en leur interdisant de se rendre sur le territoire américain pour non-respect des droits humains, corruption et ingérence dans le processus électoral de 2018 (Leganews, 2019).

Les effets des mobilisations de Lucha sur le régime, rendait le mouvement plus populaire en RDC et à l'extérieur du pays. L'appui populaire aurait influencé le mouvement à diriger sa lutte vers les niveaux politiques et juridique et se concentrer de moins à moins sur les stratagèmes poussant la population à soutenir le mouvement (Crutchfield, 2018) car déjà sure de l'appui populaire. La majorité des militantes et militants rencontrés pensent que l'impact directe de ces sanctions a été constaté par la réduction de l'intensité de répression. Une militante explique : « Après les sanctions, un membre de Lucha proche du régime à l'époque, m'avait dit qu'il y a une panique générale au sein du gouvernement. Certaines personnes sanctionnées, étaient détentrices des comptes bancaires en Europe ou en Amérique » (Anonyme, janvier 2022).

Dans la majorité des cas, les actions de Lucha sont de nature réactive à une injustice et rarement préventive. Ceci aurait permis d'accélérer les effets sur les institutions et sur les politiques car le mouvement s'attaque directement aux cas concrets de criminalisation à travers des réactions proportionnelles à l'injustice subie. Ces réactions de Lucha constituent des contre-stratégies du pouvoir. C'est ainsi qu'on a observé à travers les temps que les actions de terrain soutenues par la

population dans le respect des principes de non-violence ont permis aux autorités de changer leur discours face au mouvement. Les qualificatifs jadis attribués à Lucha comme, mouvement criminel, insurrectionnel, rebelle, ne sont plus utilisés. Le vocabulaire change et les militantes et militants sont déjà appelés par certains de bons citoyens qui demandent justice et paix (Protection Internationale, 2018). Le mouvement Lucha avait remarqué une baisse de la criminalisation des actes de ses militantes et militants.

Le mouvement n'a pas baissé les bras pour se remémorer des actions pacifiques qui ont significativement influencé l'avenir politique de la RDC notamment la première alternance pacifique au poste du président de la République en janvier 2019. A travers un communiqué posté sur sa page Facebook, Lucha appelle à la commémoration des « Martyrs de l'alternance ». C'est ainsi qu'en date du 27 décembre 2019, une série des tribunes d'expression populaire fut organisée par les militantes et militants de Lucha dans la ville de Goma pour cette fin. Lucha a rappelé que l'alternance n'était pas un cadeau donné au peuple congolais mais c'est le fruit de sacrifices des fils et filles dignes qui ont lutté pour mettre fin à l'injustice en versant leur sang pour certains, et d'autres en subissant des humiliations, emprisonnement et tortures. Plusieurs photos des militantes et militants qui sont morts entre 2015 et 2019 pendant qu'ils manifestaient pour exiger les élections crédibles ou sont morts après avoir subi des tortures ou encore morts ciblés par des forces de sécurité pour avoir dénoncé l'injustice étaient présentées. A cette occasion, la parole a été donnée aux congolais, toutes tendances confondues qui ont subi des tortures, qui sont allés en prison, qui ont subi le harcèlement pour leur engagement dans la défense de la constitution et de la démocratie. Ils ont été à cet effet qualifiés de « héros de l'alternance ».

Des cérémonies d'auto-évaluation sont souvent organisées par la Lucha lors de célébration de ses anniversaires. A la célébration du 9^{ème} anniversaire, les militantes et militants de Lucha avaient affirmé que le mouvement a pu obtenir des succès sur certaines de ses principales revendications dont la plus importante fut l'alternance politique. C'était une occasion pour les militantes et militants de formuler leur vœu de voir ceux qui gouvernent le pays prendre en compte tout ce que Lucha dénonce car ils ne font qu'exprimer les droits légitimes des milliers des Congolais (Ouragan, 2021). Après la passation de pouvoir, Lucha avait estimé que le président Kabila n'avait pas

d'autres choix que de quitter le poste du président et se félicite à travers son compte Tweeter d'avoir été engagé pour ce combat qui a accéléré le départ de Kabila. Le mouvement pense que pour rendre justice au peuple congolais, Kabila doit être poursuivi en justice pour répondre de tous les crimes commis notamment les crimes de sang, les crimes économiques et les élections non fiables selon Lucha (Kouassi, 2019).

Les militantes et militants rencontrés lors des entrevues ne cessent de répéter que la passation de pouvoir était l'une de grands accomplissements de Lucha. Mais selon eux, les frustrations ont suivi ce nouveau-né, après 60 ans d'indépendance. Ils pensent que le mouvement a été dupé par l'alternance car les conditions de vie sont devenues plus difficiles et la répression est devenue plus sanglante qu'à l'époque de Kabila. La majorité des militantes et militants estime que la lutte n'a pas été bien menée car elle était focalisée sur un individu. S'exprimant une militante a dit « nous pensions que Kabila était le problème, les campagnes organisées étaient focalisées sur sa personne mais l'opposant en a profité pour gagner les élections. Il est pire que Kabila » (Anonyme, février 2022). Cette introspection de la majorité des militants de s'attaquer aux individus et non aux structures ou institutions ne peut pas apporter un changement social. Selon Martin Luther King Jr (2013), il faut s'attaquer à l'injustice et non aux personnes « [...] the revolution against that injustice not against the lives of the persons who are their fellow citizens, but against the structures through which society is refusing to take means which have been called [...] » (p. 129).

Il s'avère que l'alternance longtemps attendu par les Congolaises et Congolais a perturbé les militants prodémocratie en pensant que la lutte était terminée. Raison pour laquelle certains militants rencontrés disent qu'après la passation de pouvoir, quelques membres des mouvements sociaux qui étaient opposés au régime de Kabila auraient démontré leur penchant vers le nouveau pouvoir. « Ils sont devenus plus loyaux au pouvoir de Tshisekedi qu'au mouvement citoyen qui les a rendus populaires » (Anonyme, février 2022) affirme un militant. Ceci nous amène à penser qu'en quelque sorte, la grande victoire aurait contribué à fragiliser la lutte. Chenoweth (2020) écrit, que la vraie résistance implique une lutte prolongée avec le même groupe coordonné travaillant ensemble au fil du temps vers le même objectif. Cette fragilité de la lutte est constatée aussi par la majorité des militants qui pensent que la création des structures parallèles au mouvement Lucha

par les anciens membres est un signal fort qui devrait interpeller celles et ceux qui sont restés loyaux au mouvement afin de réactiver la résistance avec la même énergie que celle d'avant l'alternance. Plusieurs mouvements sociaux qui se sont engagés dans les luttes et malgré leur succès, savent qu'il n'y a pas de fin en vue. C'est parce que le changement social est rarement permanent et peut être inversé (Crutchfield, 2018).

Une minorité des militants formulent des constats que sous le nouveau président Tshisekedi, le mouvement a perdu l'influence qu'il avait. Ceci pourrait se justifier par le fait que le mouvement n'a pas réussi à faire passer son opinion comme à l'époque de Kabila. Le mouvement qui se veut démocratique le place en contradiction avec les logiques politiques « où les rapports de force évoluent en fonction de paramètres échappant aux règles formelles » (Polet, 2022). Certains militants rencontrés pendant les entrevues constatent avec amertume la perte d'influence constatée par le mouvement sur le terrain sans que les efforts supplémentaires et coordonnés ne soient fournis par les militantes et militants. En répondant à nos questions, une militante quant à elle estime que c'est la population qui est fautive et non la perte de vitesse du mouvement. Elle pense que tous les Congolais devraient se ranger derrière Lucha pour que le mouvement continue sa lutte. En outre, la militante est d'accord que Lucha ne bénéficie plus de la couverture médiatique d'avant l'alternance. Polet (2022), écrit que l'existence publique d'un mouvement social dépend de sa couverture médiatique notamment internationale pour Lucha. Cette couverture aurait baissé car l'intérêt des médias est dicté par « l'originalité et la nouveauté ». Pour cette raison, nous pensons que la formulation de nouvelles stratégies par Lucha serait importante pour réussir à maintenir l'attention. La trajectoire de Lucha à l'international présente des avantages multiples mais la réputation du mouvement est surtout véhiculée par des réseaux sociaux avec une faible représentation sur le terrain. Les financements étrangers auxquels Lucha a eu accès serait à la base d'une forte compétition entre les militants car chacun cherchant à en profiter individuellement au détriment des autres. Cette compétition a fragilisé la cohésion interne et suscité des défections handicapant d'élargir le mouvement (Polet, 2022).

4.5 Analyse de la perception des opportunités politiques

Notre démarche d'étude du mouvement social Lucha étant basé sur la structure des opportunités politiques (SOP), ce concept est destiné « à rendre compte de ce que le destin d'une action contestataire doit indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe à l'Etat. Elle dépend aussi des évolutions conjoncturelles du système politique qui le rendent au gré des circonstances plus ou moins vulnérable ou réceptif face à la contestation ». (Fillieule et al., 2020). Néanmoins, la SOP peut se fonder sur les déterminants, qui ne doivent pas être définis à priori car tout processus social peut saper les calculs et prévisions et entraîner un changement des opportunités politiques (McAdam, 1982). En accord avec Polet (2022), la réduction de l'intérêt des médias sur Lucha qui ne constitue plus une nouveauté et le manque des bases solides sur le terrain auraient accéléré la dégradation de son image et de son influence.

Lors d'un point de presse l'Eglise catholique qui avait déployé quarante milles observateurs sur le territoire national par la voix de son Cardinal et archevêque de Kinshasa, avait affirmé que les élections qui ont été proclamées ne reflètent pas la volonté du peuple congolais. « Le vrai vainqueur » n'a pas été proclamé avait déclaré le Cardinal Mosengwo le 25 février 2019 à Bruxelles (La croix, 2019). Mais une semaine plus tard, le président de la Conférence épiscopale du Congo Mgr Utembi, au cours d'un entretien à la Radio Vatican avait soutenu que l'Eglise catholique reconnaissait le nouveau président par respect aux institutions du pays en remettant en cause la crédibilité des élections. Selon lui, le résultat ne reflète pas ce que le peuple attendait mais l'Eglise catholique se plie de « bon gré mal gré » à la décision de la cour constitutionnelle du pays. Malgré la reconnaissance du nouveau président, l'Eglise catholique avait enfoncé le clou en disant que le pays venait de connaître un « déni de vérité » (La croix, 2019).

La majorité des militants pense que c'était un soulagement populaire de célébrer l'alternance politique que le pays n'avait jamais connu et donc lorsque les responsables de l'Eglise catholique ont reconnu le nouveau président, la population congolaise en majorité catholique, aurait facilement validé la déclaration des Pères de l'Eglise. Même au sein de Lucha, où les campagnes et stratégies étaient tournées vers le départ de Kabila, commençait un nouveau cycle. Un militant

rencontré qui était satisfait avec la passation de pouvoir a dit « pourquoi protester et pourtant celui qui était considéré comme notre ennemi commun, monsieur Kabila n'est plus au pouvoir ? » (Anonyme, janvier 2022). Nous pensons que cette reconnaissance du nouveau président par la majorité des Congolais peu importe la façon dont l'alternance s'est déroulée, a été un élément social majeur qui a détourné l'attention et poussé la base à se méfier de la résistance. Bien que la SOP facilite, empêche et canalise l'action collective, il est aussi possible d'imaginer des facteurs non politiques qui jouent un rôle similaire (Ancelovici, 2009). Nous pensons que le désintéressement de la population qui avait appuyé la résistance pourrait se justifier par le caractère dynamique des besoins humains et qui sont fonction de temps. Ceci rejoint Helena Flam (cité par Fillieule et al., 2020) qui pense que la contestation est relationnelle et dynamique car l'ouverture d'un État est interactive et temporelle. Les déterminants justifiant l'ouverture d'un système peuvent changer étant donné que chaque action contestataire est unique.

Nous sommes d'accord avec Tarrow (1996), qui soutient aussi la dimension dynamique de la SOP en indiquant que le droit de vote permet un accès au système politique car à tout moment il peut changer l'équilibre des forces ou contribuer à une construction des alliances entre les forces politiques influentes. Lorsque la SOP s'élargit les mobilisations ont tendance à augmenter d'intensité mais le contraire se produit lorsqu'elle se contracte (Tarrow, 1996). Nous pensons que l'organisation des élections de 2018 avait permis à Lucha d'accroître son influence et le régime de Kabila aurait donné l'occasion au mouvement pour justifier qu'il tient aux principes démocratiques. Mais à la même période, les endroits où le régime n'avait pas d'alliés sûrs ou n'espérait pas remporter des sièges, les élections n'ont pas été organisées justifiant la décision par l'existence des défis sécuritaires (Le Devoir, 2018).

Nous pensons donc que l'ouverture du système politique ayant permis au mouvement Lucha de s'organiser serait due à deux facteurs qui sont; les facteurs politiques et les facteurs sociaux. 1°) les facteurs politiques sont; l'organisation des élections. Comme dit plus haut, se rendant compte que l'organisation des élections était attendu par tous les Congolais et en l'occurrence les mouvements dits pro-démocratiques dont fait partie Lucha, le régime de Kabila n'avait pas de choix que d'organiser les élections pour satisfaire la population congolaise et la communauté

internationale qui voulait renforcer la démocratie dans le pays. Conscient que la majorité des Congolais n'avait plus de confiance en sa gestion, Kabila n'avait pas organisé les élections dans les territoires qui lui étaient très hostiles à l'exemple de Beni et Butembo. Lucha et d'autres acteurs sociaux se sont mis ensemble pour contester cela mais à la surprise générale les élections de 2018 furent organisées sans ces entités car le régime n'espérait pas y remporter des voix. 2°) les facteurs sociaux; ils ont été évoqués plus haut à savoir, le besoin de la majorité des acteurs de la société civile qui ont appuyé l'action de Lucha pour exiger le changement au sommet de l'État car ils se sentaient fatigués par un pouvoir qu'ils jugeaient travailler à l'encontre des priorités des Congolais dans leur diversité.

4.6 Analyse du processus de transformation sociale par la Lucha

Dans cette section, nous allons analyser la capacité de transformation du mouvement Lucha depuis son émergence en 2012 jusqu'en 2022 soit sur une période de dix ans. Notre cadre théorique est le modèle du processus politique dans l'étude des mouvements sociaux. L'un des auteurs du modèle théorique choisi, McAdam (1999), soutient que ce modèle est « compatible avec une interprétation marxiste du pouvoir. Les marxistes reconnaissent que la disparité de pouvoir entre l'élite et les groupes exclus est importante » (p.37). Il ressort des déclarations du mouvement social Lucha qu'il existe en RDC deux catégories des personnes. La première catégorie est constituée des personnes au pouvoir et leurs dépendants qui contrôlent l'économie du pays, pillent les ressources du pays et sont plongés dans la corruption. Une deuxième catégorie constituée les Congolaises et Congolaises pauvres, marginalisés et qui vivent dans une injustice totale dans leur propre pays (Lucha, 2012). Dans la suite de notre analyse, les approches théoriques sur les logiques de transformations vont guider l'ensemble de notre démarche. L'auteur qui va retenir notre attention est Wright (2017) qui définit les trois logiques de transformations fondamentales par lesquelles les institutions renforcent le pouvoir d'agir social et qui sont : la logique de rupture, la logique interstitielle et la logique symbiotique.

La transformation par rupture, consiste en une prise de contrôle de l'État par les acteurs qui visent le changement et fixent les nouvelles règles de gestion des institutions. Dans ce cas, il n'est pas

seulement question de recourir à la violence mais aussi par des élections libres et transparentes, le nouveau régime peut appliquer radicalement un programme qui appelle à la rupture avec les anciennes règles de gestion. Les exemples les plus couramment cités sont la France avec Mitterrand en 1981 et le pouvoir nazi en Allemagne (Wright, 2017 ; Boulanger, 2015)

La transformation symbiotique quant à elle, est un compromis entre les élites. Il s'agit donc du pouvoir dominant qui cède une partie de sa domination aux nouvelles forces de changement pour arriver à une stabilité, à la croissance ou à d'autres formes d'avantages (Wright, 2017 et Boulanger, 2015). « La transformation symbiotique apporte un soutien au système dominant en contribuant à le légitimer ou en lui permettant de s'adapter à des circonstances défavorables en échange de concessions faites aux opposants du système qui en atténuent les conséquences négatives pour certaines catégories de la population » (Boulanger, 2015 ; p.13).

La transformation interstitielle consiste à une création dans les failles d'un système existant des actions ou initiatives alternatives capables de conduire le système à la transformation. L'exemple classique pour ce modèle de transformation est l'apparition et le développement du capitalisme dans les interstices de la société féodale (Wright, 2017 et Boulanger, 2015). Pour les acteurs des mouvements sociaux, le modèle de transformation interstitielle s'applique dans une tradition libertaire où les forces vives agissent en dehors pour créer un contre-modèle de la société existante. La différence entre ces trois logiques est le sens qu'elles donnent à une transformation systémique selon les stratégies de mobilisation. (Wright, 2017).

Plus haut, nous avons décrit comment le mouvement Lucha a contribué à conduire le pays vers sa première alternance politique depuis l'indépendance. La mission première du mouvement était de lutter pour le départ de Kabila (Bangré, 2016; Braeckman et Matumo, 2018; Rabaud, 2018) pour espérer un changement social car disaient les militantes et militants, aucun changement n'est possible si Kabila continue à occuper son poste de président. Depuis le mois de janvier 2019, cette alternance a eu lieu pour un soulagement de tous et c'est l'Union pour la démocratie et le progrès

social (UDPS), le parti historique d'opposition qui a pris le pouvoir avec Félix Tshisekedi comme président.

Selon le mouvement Lucha, l'arrivée de Félix Tshisekedi au pouvoir a déclenché une configuration politique complexe. Le mouvement Lucha était convaincu que le nouveau président incarnait le changement longtemps attendu. Mais compte tenu de la configuration politique complexe, le pouvoir institutionnel était marqué par un rapport de force par ce que Tshisekedi s'était retrouvé dans une position de faiblesse. La faiblesse du nouveau pouvoir était venue du contrôle des institutions du pays à part la présidence par le clan Kabila. A la veille de la proclamation des résultats des élections présidentielle et législative, une entente de cohabitation et de gouverner ensemble fut conclue en décembre 2018 entre Kabila et Tshisekedi, pour continuer à gouverner le pays ensemble. Après la proclamation des résultats, une confusion règne (Polet, 2022). D'un côté l'Eglise catholique qui affirme connaître le vainqueur, et s'oppose à la confirmation de Tshisekedi comme président (La croix, 2019 ; Polet, 2022) et le mouvement Lucha va en profiter à travers ses médias sociaux pour féliciter Martin Fayulu et pourtant non proclamé par la commission électorale indépendante. La pression internationale et locale ne changera rien jusqu'à ce que la communauté internationale prenne acte en considérant Tshisekedi comme président élu. Le mouvement n'avait pas désarmé, en voulant consacrer son combat à la vérité des urnes, il va se heurter à plusieurs obstacles, la presse internationale qui n'accorde plus beaucoup d'importance à la fraude électorale et son ancien allié UDPS dans la lutte pour le départ de Kabila qui est déjà au pouvoir, va s'attaquer farouchement au mouvement Lucha. L'UDPS comme la plateforme de Kabila traitent le mouvement Lucha d'une organisation à la solde de l'occident ; Lucha n'avait plus d'autre choix que de fléchir (Polet, 2022).

Nous pensons que la configuration politique du pays s'opposait à toute logique de transformation sociale qu'on pouvait espérer. Comment on pouvait imaginer que la population congolaise puisse élire un opposant comme président de la République mais aux législatives, la plateforme de Joseph Kabila disposait d'au moins trois-quarts des sièges de l'Assemblée nationale et du Sénat et l'administration de la quasi-totalité des provinces ? Dans sa majorité, la population congolaise semblait comprendre en quelque sorte le changement opéré à la tête du pays. Sont nombreux les

Congolais qui disent que le changement c'est Tshisekedi, l'essentiel c'était le départ de Kabila (Justice et Paix, 2019). La majorité des militantes et militants rencontrés estiment qu'après l'alternance, l'entente entre Tshisekedi et Kabila aurait fragilisé la résistance. Il était devenu difficile d'orienter les mobilisations, le changement espéré avait accouché d'une souris. Un militant s'était exprimé en ces termes : « lorsque les institutions internationales ont accepté la proclamation de Tshisekedi et la majorité parlementaire fabriquée par Kabila et sa commission électorale, nous avons perdu un soutien important » (Anonyme, janvier 2022). Dans cette première configuration, il était difficile de s'imaginer une rupture proche et pensions que peut être le nouveau président voulait d'abord être entouré par les personnes de confiance. On ne peut pas parler de transformation par rupture par ce que, les membres du régime de Kabila occupent des responsabilités dans l'armée, dans les institutions politiques et dans la justice. Malgré son départ de la présidence, ses alliés de confiance étaient restés influents dans le dispositif politique du pays et ses ordres étaient respectés et appliqués.

L'ancien régime avait perdu une seule institution qui est la présidence pour la stabilité du pays et le nouveau président avait accepté de diriger avec Kabila et s'était engagé à le protéger de toute poursuite judiciaire tant au niveau national qu'au niveau international. Lors de sa visite le 26 février 2019 en Namibie le nouveau président (Tshisekedi) a reconnu l'existence d'une concession avec Kabila pour la gestion du pays en ces termes : « C'est un deal que nous avons fait pour que, d'abord, l'alternance se fasse pacifiquement. Donc, il y a eu cette entente, et elle s'est faite pacifiquement pour qu'après les élections législatives et la majorité qui s'en est dégagée, il y ait une coalition avec le camp de M. Kabila, le camp sortant » (Bayo Jr, 2019 ; Isango, 2019).

Le mariage supposé de contre-nature conclu entre Tshisekedi et Kabila où chacun de deux espérait une bonne volonté de collaboration, ne durera pas longtemps. Les proches de l'ancien président Joseph Kabila, étant majoritaires au congrès (Assemblée nationale et Sénat) vont réduire considérablement toute manœuvre du nouveau président Tshisekedi à initier des réformes pour accélérer le changement (Malu-Malu, 2020). Avant que le Président Tshisekedi ne constate le blocage dans lequel il s'est trempé, Lucha l'avait déjà annoncé en lui disant d'encourager des réformes et de rompre avec Kabila à travers un Tweet du 12 avril 2019 en ces termes : « Si Félix

Tshisekedi et Vital Kamerhe ne sont pas assez courageux pour se défaire de la chaîne dans laquelle Kabila veut les maintenir, il faut les y forcer. Il en va de l'honneur de nos martyrs depuis 2015, et de l'intérêt de la Nation. Vivement la rupture ! Le peuple d'abord ! »

Des consultations vont être initiées par le président Tshisekedi pour se faire des alliés au détriment du camp Kabila. Lucha lors d'un point de presse tenue à Kinshasa affirme avoir dit au président Tshisekedi de prendre au sérieux ses responsabilités et d'évaluer l'accord de coalition conclue avec son prédécesseur Kabila en des termes très durs : « Concernant la coalition, Lucha a fait savoir au président de la République que la question sur la rupture ou pas de la coalition n'engageait que lui seul. Qu'il n'eût forcément pas besoin de consulter le peuple avant, car ladite coalition est la conséquence logique d'un deal privé, dont lui seul et son partenaire Joseph Kabila, maîtrisent les tenants et les aboutissants. Cela ne doit pas être la clé de la prise en otage du peuple congolais » (Batomene, 2020).

Nous pensons que ce compromis politique signé entre les deux, serait assimilé à un compromis des classes sociales (Wright, 2017). L'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), le parti présidentiel a passé plus de 38 ans dans l'opposition et se présentait comme le vrai avocat du peuple pour le changement. Sa devise était « le peuple d'abord ». Cette opposition qui a été rejoint par les mouvements sociaux principalement Lucha, jouait un rôle majeur : « celui de réduire le pouvoir du régime de Kabila constitué des personnes corrompues, très riches et qui ne souciaient jamais du bien-être de la majorité des Congolais qui vivent dans la misère » (Anonyme, février, 2022). Les accords négociés avec le pouvoir de Kabila au profit du peuple congolais, comme il l'a affirmé lui-même en Namibie (Bayo Jr, 2019 ; Isango, 2019) voulait limiter des pertes en vie humaines et permettre une passation de pouvoir en paix et lui à son tour laver l'ancien régime de tous les crimes. Mais ne sachant pas que ses manœuvres de gestion du pays sont limitées, d'où il osa changer le système de gestion en optant pour la rupture avec Kabila à la demande du mouvement Lucha.

C'est ainsi qu'en juillet 2020, la contre-offensive de Tshisekedi commence par le remaniement unilatéral de la Cour constitutionnelle, qui a ouvert une crise avec son ancien partenaire Kabila.

Les manœuvres de repositionnement se sont multipliées par le FCC (Front commun pour le Congo) de Joseph Kabila. Mais le nouveau président finit par sortir de l'alliance avec le camp Kabila et à se créer une nouvelle majorité au parlement par cooptation des députés du FCC et de l'opposition. Pour conséquence, les proches de Kabila sont destitués aux postes à différents niveaux, allant de la présidente de l'Assemblée nationale, du président du Sénat en décembre 2020 et du premier ministre en janvier 2021. A la même période, le président Tshisekedi a réussi à multiplier ses manœuvres pour contrôler l'armée et d'autres services de sécurité en nommant les personnes de son choix aux postes clés du dispositif sécuritaire. A l'annonce de la rupture de la coalition entre Joseph Kabila et Felix Tshisekedi, Lucha a réagi positivement. Lucha a dit que cette rupture se justifie car le président a besoin des moyens politiques pour appliquer un programme qui répond aux besoins des Congolais (Polet, 2020). Selon les militants rencontrés pendant les entrevues, c'était une occasion d'aspirer à vivre dans un Etat de droit. Le mouvement avait une confiance absolue que quelqu'un qui avait passé long temps à l'opposition et qui à un moment donné avait appuyé les actions de Lucha, devrait normalement être à l'écoute des besoins sociaux des Congolaises et Congolais. Donc c'était une occasion de rompre avec la classe dominante (constitué des dignitaires du régime de Kabila) qui a dirigé le pays en excluant la majeure partie des Congolaises et Congolais.

Dans notre entendement, même si Lucha reste invisible sur la scène politique congolaise par son caractère apolitique, sa position a depuis quelques années guidé les manœuvres des personnes politiques. Nous estimons que le mouvement Lucha a beaucoup cru au discours de Felix Tshisekedi. Son discours démontrait une volonté réelle de l'émergence d'un Congo nouveau où il faut un sursaut patriotique et démocratique pour barrer la route à ceux qui portent la honte dans le pays (Malu-Malu, 2020). C'est justement un discours qui appelle à la rupture comme le lui avait déjà conseillé le mouvement Lucha pour s'offrir un soutien populaire. Mais cette rupture était-elle justifiée ou planifiée ? Dans leur mission de patriotes conscients, les militantes et militants de Lucha n'ont pas attendu longtemps pour effectuer leurs propres analyses. C'est vrai il y a eu changement dans les institutions, cooptation des députés et sénateurs qui jadis appartenaient au camp opposé, mélangés avec ceux de l'opposition ; pour quel résultat ? La majorité des militantes et militants de Lucha espéraient que la personne qu'ils connaissent quand il endossait encore le

costume d'opposant, initierait un changement surtout après la rupture. S'exprimant un militant a dit ceci « la joie était de courte durée, les députés et sénateurs qui avaient lâché Kabila pour rejoindre Tshisekedi se sont retrouvés à la tête des institutions » (Anonyme, février 2022). Tout en prenant acte, le mouvement est resté vigilant à analyser toute décision prise par le président qui devient libre à prendre des décisions sans se référer à son prédécesseur que tout le monde accusait de bloquer le programme du gouvernement.

Selon Wright (2017), l'imaginaire des militants continue d'être hanté par l'idée de rupture car selon eux, il faut détruire ce qui entravait leurs aspirations vers le bonheur et le remplacer par des nouvelles initiatives qui paraissent séduisantes et meilleures. Mais chaque stratégie a ses limites et connaître les limites de la transformation par rupture peut aider à bien clarifier les alternatives à prendre. Cependant, certaines stratégies de rupture peuvent être limitées dans certains contextes. Nous pensons que ce constat de E.O Wright s'appliquerait bien à l'erreur dans laquelle les forces vives congolaises dont Lucha qui a été partie prenante aux consultations de Tshisekedi et qui a proposé en premier l'idée de rupture alors que lui-même n'y pensait pas encore. Leur militantisme pour la cause de la population congolaise peut parfois pousser à prendre des décisions hâtives pour penser sortir du gouffre dans lequel la majorité des jeunes congolais est plongée. Pendant les entretiens bon nombre des militantes et militants ont dit que les stratégies de résistance devraient être revues pour ne pas tomber dans les erreurs du passé. Ils comprennent que finalement le gouvernement actuel ne parvient pas à combler le fossé que l'ancien régime aurait creusé mais au contraire il a sombré dans une insouciance totale en ce qui concerne le social. Le discours d'un opposant est bon mais les réalisations dépendent en quelques sortes du temps et des stratégies initiées pour changer le système. Une minorité des militantes et militants pense qu'après la rupture, Tshisekedi a mis en place une nouvelle catégorie des personnes qui pillent le pays. Son cercle est constitué de ses proches amis et frères. Le point de vue d'une militante :« Il y a des situations qui font peur, quand on essaye d'être objectif on se rend compte que ceux et celles qui disaient hier être du côté du peuple, appartiennent déjà à une catégorie qui pille la richesse du pays sans crainte et sans remord. [...] les proches du président Tshisekedi sont devenus intouchables, corrompus et sont régulièrement promus aux hautes fonctions souvent sans compétence » (Anonyme, janvier 2022).

En analysant la frustration des militantes et militants après la rupture de coalition Kabila-Tshisekedi, qui n'a pas selon leur déclaration apporter de changement, on trouve la réponse dans les écrits de Wright (2017). E.O Wright, écrit qu'un large soutien est une condition mais n'est pas suffisante pour mobiliser une stratégie de rupture. Une stratégie de rupture, ne peut résoudre un problème crucial qu'à certaines conditions et quel que soit le défi, le jeu dépend de trois paramètres principaux qui sont : « 1°) L'évolution du bien être des individus en l'absence de rupture. 2°) L'évolution de leur bien-être matériel après la fin de la période de rupture, dès lors que les nouvelles institutions sont mises en place et fonctionnent efficacement et – 3°) Le niveau de satisfaction de leurs intérêts durant la période comprise entre le début de la rupture et le nouvel équilibre institutionnel ». Quel que soit le scénario, une rupture produirait probablement de fortes perturbations (p.392). La théorie de Wright est très utile dans l'analyse en ce sens qu'elle se fonde sur les alternatives au capitalisme et aux stratégies de transformation sociale. Nous pensons que les propositions de l'auteur nous serviront à analyser la transformation de la société congolaise grâce au militantisme de Lucha.

Ainsi donc, après la gestion non partagée du pays, le président Tshisekedi se retrouve devant les défis à relever par rapport à la période d'avant rupture. Il n'a pas oublié que c'est dans la province du Nord Kivu que la résistance non-violente a commencé avec l'émergence du mouvement Lucha en 2012. Il a été longtemps opposant au pouvoir de Kabila et a été soutenu par Lucha. Le rétablissement de la sécurité dans la province du Nord Kivu est parmi les dossiers prioritaires sur sa table et pendant sa campagne électorale, c'était l'une des promesses données à la population du Nord Kivu. En 2021, les problèmes sécuritaires de la province sont devenus plus virulents et difficiles à maîtriser que pendant la période de cogestion avec le camp Kabila. A côté de l'opposition du FCC de Kabila qui maîtrise la majorité des dossiers sensibles du pays, il y a Lucha qui fut le premier mouvement à proposer la rupture avec son partenaire afin qu'il ait son indépendance dans la prise de décision. Une mesure est prise, en mai 2021 qu'il va appeler « état de siège » pour éradiquer l'insécurité dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri. Dans les provinces concernées, les autorités civiles sont remplacées par les militaires, les cours et tribunaux civiles arrêtent de fonctionner et les manifestations sont interdites sur toute l'étendue où l'état de

siège est décrété. Lucha avec l'appui de la population commence les manifestations de la rue pour s'opposer à cette nouvelle mesure qui n'apporte aucune solution au problème et qui au contraire alourdit la misère de la population. La justice militaire va condamner treize militants à des peines sévères pour avoir manifesté pendant l'état de siège. Même le parlement n'est pas d'accord avec la mesure car la commission défense et sécurité, dans son rapport épingle l'insuffisance des résultats, le manque de préparation et le dépassement budgétaire dans les provinces sous état de siège (Jeune Afrique, 2021).

Les organisations internationales à leur tour ne restent pas silencieuses et exigent la fin de l'état de siège au Nord Kivu et en Ituri. Amnistie internationale constate les atteintes aux libertés fondamentales et la militarisation de la justice. Dans ces territoires il y a absence totale de la justice et des procès équitables. Les militaires utilisent abusivement le pouvoir qui leur a été confié et le gouvernement n'a pas mis en place des mécanismes de suivi. Deux militants pacifiques ont été tués et des dizaines sont arrêtés arbitrairement par les forces de sécurité. Ce qui dérange est de constater que dans la zone la population ne sait plus qui s'occupe de leur sécurité car les groupes armés deviennent plus actifs et tuent les civils en dépit de l'instauration de l'état de siège. Dans une année on a noté que le nombre des victimes civiles a doublé ; entre juin 2021 et mars 2022 il y a eu au moins 1 261 victimes civiles (Amnistie Internationale, 2022). Cette situation a placé les militantes et les militants de Lucha, dans une confusion totale. La dégradation des libertés publiques, la répression, les intimidations, les arrestations et les détentions arbitraires visent Lucha (Polet, 2020). Un militant habitant la ville de Beni (une ville du Nord Kivu où les tueries sont récurrentes) nous a confié pendant les entrevues qu'il pouvait penser à autre chose mais jamais à la répression, arrestation, corruption et dégradation totale de la sécurité pendant que Felix Tshisekedi est au pouvoir. « J'ai regardé les vidéos du président Tshisekedi pendant sa campagne présidentielle, quand il annonçait la rupture avec Kabila et quand son parti politique était dans l'opposition contre Kabila, aujourd'hui il fait le contraire et pourtant il est le seul gestionnaire du pays » (Anonyme, janvier 2022).

En accord avec Wright (2017), cette forme de socialisme fondé sur le pouvoir d'agir social s'écroulerait assez vite si les conditions matérielles d'existence se dégradaient et devenaient pires

que sous le capitalisme. Dans le contexte congolais, le régime de Kabila était qualifié du régime des oppresseurs, des nantis en quelque sorte un régime des capitalistes prêt à tout pour conserver le pouvoir au détriment du peuple (qui constitue la classe des opprimés). En vrai défenseur (dans son langage d'opposant) le nouveau président, n'a pas de choix que de mettre fin aux inégalités sociales qui règnent dans le pays depuis plusieurs décennies. Il espérait que les mesures prises étaient salutaires mais la majorité des militantes et militants pense que le régime de Tshisekedi souffrait d'un manque de préparation à la gestion de la crise qui surviendrait après une rupture avec le camp Kabila. Lors de la rupture, certains congolais sans couleur politique s'attendaient à un échec dû à la précipitation et à une décision hâtive non motivée par une stratégie de sortie de crise ; ce qui pourrait plonger le pays dans le chaos (Ba-Mweze, 2020). Cette perte de vitesse du régime de Tshisekedi, se justifierait par le prolongement de la période du creux transitionnel c'est-à-dire du passage du capitalisme vers le socialisme (prôné par son parti UDPS), qui aurait aggravé la situation et le résultat serait la désolidarisation de la coalition socialiste. Mais il est peu probable que la période de transition dans un régime démocratique puisse se prolonger indéfiniment. Au fil du temps, les soutiens vont abandonner le régime qui se veut socialiste démocratique qui voudrait construire les institutions sociales par la rupture. Ce régime socialiste subirait une défaite et pour rester au pouvoir il mobiliserait des moyens antidémocratiques (Wright, 2017). Cette pensée de E.O Wright, décrit bien la situation actuelle en RDC, où le régime de Tshisekedi conscient qu'elle n'a pas réussi à transformer les institutions fait recours aux moyens antidémocratiques (état de siège, répression, arrestation, tueries), et la coalition socialiste représentée par les mouvements qui exigent la justice sociale dont Lucha se désolidarisent. Dans sa chronique, le journaliste Tapie Lutunu (2019), avait déjà indiqué les six grandes erreurs commises par le Président Tshisekedi en soulignant que celles-ci lui coûteront cher et se paieront cash. En tête de ces erreurs il souligne la rupture avec Kabila : « Le Président Félix Tshisekedi n'aurait pas dû se prévaloir si tôt de vouloir déboulonner le système Kabila ».

En 2021, l'union des enseignants congolais à travers leur page Facebook, avait déjà tiré la sonnette d'alarme en dénonçant les promesses non tenues du président de la République qui rappelle le triste passé des décisions prises par ses prédécesseurs. Nul doute que la Zaïrianisation avec le président Mobutu raisonne encore dans la mémoire de la population congolaise.

En 1971, le président Mobutu décida la rupture avec le passé colonial spécialement dans le secteur économique à travers son idéologie de retour à l'authenticité. Il procéda par l'imposition d'un parti unique le MPR (mouvement populaire pour la révolution) et il prit le courage d'anéantir tous ses adversaires politiques par tous les moyens même machiavéliques. Toutes les grandes entreprises qui jadis étaient gérées par les belges furent confisquées et redistribuées aux congolais les plus proches dans l'objectif de prouver que les congolais étaient capables d'améliorer leur économie sans se référer au modèle colonial. Pour Mobutu la politique nationale d'authenticité voulait tourner le dos à la culture chrétienne et faire un retour aux valeurs et sources africaines afin de modifier radicalement le paysage social et le secteur économique. Il imposa une modification de tous les noms, rebaptisant le Congo en Zaïre, les entreprises, les noms de rues et des villes. Les Zaïrois devaient renoncer à leurs noms chrétiens et les remplacer par les noms de leurs ancêtres. Comme exemple, il remplaça son nom de naissance Joseph-Désiré Mobutu par Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga (qui signifie « celui qui va de bataille en bataille et triomphe toujours »). Cette démarche avait conduit le pays vers une situation difficile allant de la dégradation des services et des infrastructures vers l'absence totale des libertés fondamentales d'expression, l'enrichissement illicite de Mobutu et de ses proches au détriment des Zaïrois et du développement du pays. Mobutu qui espérait combattre les inégalités sociales observées entre bourgeois qui sont les descendants des colons et les Zaïrois fraîchement indépendants s'est retrouvé dans la même situation en créant une classe de ses proches très riches à côté d'une population zaïroise très pauvre qu'avant la zaïrianisation (Moreau, 2020 ; Ndaywel è Nziem, 1998 ; RCN/justice et démocratie, Sd).

La majorité des militantes et militants de Lucha semble inquiet de l'avenir du pays avec la présence de Felix Tshisekedi au pouvoir. Ils espèrent que les élections projetées en 2023 seront un atout pour écarter le régime actuel. S'exprimant un militant a déclaré « depuis l'indépendance, jusqu'à ce jour, le pays n'a pas eu un président capable de relever les défis, je ne sais pas qui aura le vote populaire en 2023. La déception est totale » (Anonyme, février 2022). D'où vient cette déception? Et pourquoi les réformes engagées en RDC n'aboutissent pas au changement social espéré? Dans son article intitulé « Les obstacles administratifs à la réforme en République Démocratique du

Congo », Théodore Trefon (2010), écrit que ce pays est un large laboratoire où divers partenaires viennent pour expérimenter les alchimies de construction d'un État. Dans son analyse, il soutient que la RDC peut être considéré comme une école en matière d'État en faillite. Et pourtant il a été démontré que les modèles importés ailleurs ne fonctionnent pas dans un pays tiers. La naissance des mouvements sociaux en RDC, est-elle réellement une initiative congolaise pour changer ce paradigme? Dans la partie consacrée à l'émergence de Lucha, nous avons expliqué que plusieurs auteurs ont assimilé Lucha et d'autres mouvements sociaux au Congo à ceux de l'Afrique de l'Ouest notamment Y'en a marre au Sénégal et Balai citoyen au Burkina Faso. Ils soutiennent que Lucha se serait inspiré de ces deux autres qui seraient plus anciens que Lucha (Bangré, 2016; Polet, 2022). Nous pensons que Lucha se serait inspiré d'autres mouvements sociaux, aussi bien étrangers et nationaux qui ont existé mais s'est heurté aux obstacles car le changement social repose sur plusieurs paramètres qui sont dépendants du temps et de l'espace.

Un adage populaire dit que « les mêmes pratiques produisent les mêmes effets ». Trefon (2010) rappelle comment le président Kabila avait constitué une majorité parlementaire après son élection en 2006. La coalition de plus de trente partis politiques s'était constitué pour se partager le butin mais indisciplinée. Citant Gérard Prunier, qui avait estimé que la majorité de Kabila à l'époque AMP (alliance pour la majorité présidentielle) serait un troupeau incohérent et pas un gouvernement au vrai sens du terme. Il s'agit des groupes fonctionnant par des objectifs totalement « mercenaires ». Nous pensons qu'à la recherche de majorité au parlement, Tshisekedi en 2022, aurait fait recours à la même stratégie pour former une nouvelle majorité non issue des élections ce qui empêche de réaliser les réformes dans tous les secteurs. La majorité actuelle en RDC, n'a aucun projet de société connu du public. Selon un militant de Lucha qui a contacté un député de l'union sacrée (nouvelle majorité de Tshisekedi), soutient que les politiciens congolais actuels disent qu'ils soutiennent la « vision du chef de l'État » mais que ceux qui sont sur le terrain ne connaissent pas cette vision. Boumakaki, dans son article sur « la prohibition de la transhumance politique des parlementaires : Étude des cas africains » paru en 2008, écrit ceci : « il est illusoire de s'attaquer à la transhumance politique [...] ce phénomène est au cœur de la principale problématique de la conquête du pouvoir [...] la question cruciale de conquête et de la gestion du pouvoir en Afrique tient principalement à l'accès aux ressources, à leur contrôle, et à leur

distribution. L'accès aux ressources économiques dépend [...] de la relation au groupe qui contrôle les ressources publiques » (P. 506). Pour justifier un nouveau ralliement politique, les députés répondent que c'est pour « la consolidation de l'unité nationale ». Ces pratiques éloignent le peuple la jouissance d'une démocratie saine et durable. Cette situation désabuse la population qui se désintéresse de la politique qui devient dans ce sens une affaire « business » avec comme monnaie d'échange les relations et l'argent (Boumakaki, 2008). Les députés recourent à la même stratégie pour se faire élire en profitant de la misère de la population. Pour les électeurs, il faut vendre son vote au candidat qui a donné plus d'argent ou de présents. Depuis 2018, la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (LICOCO) mène une campagne, qui consiste à décourager ces pratiques utilisées par les politiciens corrompus et dépourvus d'éthique enquête de pouvoir pour leur enrichissement illicite au détriment de la population et qui serait à la base de l'instabilité des institutions et de la mauvaise gouvernance (LICOCO, 2018).

Cette corruption à deux niveaux différents qui dure depuis des décennies justifierait pourquoi le système d'inégalités émerge et est entretenu par les plus faibles pour soutenir les puissants en RDC. Les personnes qui défendent ce système font aussi parti et justifient les positions qu'occupent les individus ou groupes d'individus qui contrôlent ce système. Ce sentiment d'impuissance de la population qui dépend des puissants se crée pour avoir accès aux ressources et favorise le statu quo. Ceci pousse le peuple à accepter une situation de domination, qu'il considère comme difficile mais se trouve dans l'incapacité de changer (Jost, 2020). Les militantes et militants du mouvement Lucha n'hésitent pas à dire qu'après la colonisation, le peuple congolais a été plongé dans un esclavage moderne par ses dirigeants. Lucha dénonce la corruption et l'achat de conscience des députés. Le changement de camp par les députés (quitter Kabila pour Tshisekedi) implique la gabegie, la gestion opaque du pays et la répartition non équitable des ressources publiques (Mansianga, 2021). Notre analyse nous amène à penser que cette corruption à tous les niveaux retarderait le changement et la résistance populaire car la population serait aussi impliquée. Cette implication populaire ce n'est pas par ce que les Congolaises et Congolais sont satisfaits du système. Les enquêtes menées par la Banque mondiale sur la satisfaction de la population par rapport aux services rendus par l'Etat, les répondants ont démontré leur désapprobation du système. A la question « Si l'Etat était une personne, que lui feriez-vous ? » la réaction sans

équivoque de la majorité des répondants était : « Je le tuerais » (Trefon, 2010). Les entrevues démontrent que la majorité des Congolais veulent la paix et pas l'inverse, raison pour laquelle nous pensons qu'ils adoptent ce statu quo qui existe, car résister continuellement n'est pas sécuritaire et exposerait aux situations imprévisibles et aux risques (Jost, 2020). Dans le cas de la République Démocratique du Congo, après la rupture avec Kabila, le régime de Tshisekedi a procédé par une répression sélective des militantes et militants de Lucha (Amnistie Internationale, 2022). Chenoweth (2021), écrit: « smart repression which means highly sophisticated, selective repression can make things difficult for mass movements » (p. 185). Dans cette situation il devient difficile pour les militantes et militants du mouvement Lucha de résister lorsqu'ils sont la cible des services de sécurité. En accord avec Polet (2022), ceci pourrait à un pourcentage donné, justifier le manque de bases solides pour le mouvement Lucha après l'alternance politique de janvier 2019.

Malgré le contexte difficile que traverse le mouvement, la majorité des militantes et militants croit au changement et ils sont déterminés à lutter pour un Congo nouveau où les droits des citoyens sont garantis. Nous estimons que pour y arriver, le mouvement peut oser se servir de la logique de transformation symbiotique, qui suppose que la partie dominante cède une partie de sa domination aux nouvelles forces de changement pour la stabilité (Wright, 2017). Cette logique de transformation se justifie par les ambitions des militantes et militants. À la question de savoir si dans le futur un membre du mouvement Lucha va diriger le pays ou accéder à un poste de responsabilités, la majorité répond que si les personnes formées au sein du mouvement accèdent aux hautes fonctions dans les grandes institutions du pays, ils pensent que cela aiderait le pays à se relever car ils vont améliorer le mode de gouvernance. Un militant s'exprime en disant : « La communauté internationale a soutenu notre position pour le départ de Kabila. Si nos militantes et militants sont élus, alors nous pouvons espérer qu'ils vont initier des réformes. Avec le soutien de la population et de nos partenaires internationaux, les gouvernants corrompus peuvent accepter le changement proposé dans certains domaines car ils auront peur des sanctions internationales comme c'est fut le cas avec les dignitaires du régime de Kabila » (Anonyme, février, 2022).

Conclusion

Cette thèse consacrée à l'étude du mouvement social Lutte pour le changement (Lucha), nous a démontré comment une action collective peut se servir des opportunités ouvertes pour accélérer son émergence, son développement et ses effets. L'exemple du mouvement Lucha nous a permis d'aborder les limites de la structure des opportunités politiques et démontré que plusieurs facteurs peuvent favoriser la SOP. Pour le cas du mouvement Lucha, parmi les facteurs qui ont favorisé l'ouverture nous avons cité ; 1°) la recherche des alliés ; c'est-à-dire que lorsque le régime de Kabila cherchait une légitimité, il a manifesté une volonté d'adhérer aux principes démocratiques et de ce fait, la liberté d'organiser les manifestations était garantie et même en cas d'arrestation les lourdes peines n'étaient pas infligées aux manifestants car non jugés mais simplement arrêtés en guise de décourager les manifestations futures. 2°) les élections ; notre analyse nous a permis de déterminer que le système était ouvert aux manifestations pour des besoins électoraux. C'est-à-dire que le régime au pouvoir voulait décrocher le vote des électeurs il s'était montré plus proche de la population en réduisant la répression (Tarrow, 1996).

En appliquant la SOP à le mouvement Lucha, nous avons formulé un constat selon lequel, l'ouverture politique est circonscrite dans le temps et dans l'espace et à tout moment un changement rapide peut subvenir et le régime en place va se servir de tous les moyens en sa possession pour dévier la population à s'intéresser à l'action protestataire. Dans le contexte congolais, l'Etat fait recours à la corruption, à la répression et à l'instauration des mesures inappropriés et non planifiés (état de siège) pour fermer le système et décourager les actions pacifiques et non-violentes.

Nous avons constaté que l'ouverture ou la fermeture d'un système politique ne dépend pas seulement des opportunités politiques mais d'autres facteurs non politiques (Ancelovici, 2009). C'est ainsi que dans le cas du mouvement Lucha, les militantes et militants soulignent la souffrance comme principal facteur qui a poussé les jeunes à adhérer massivement au mouvement et à se mobiliser. Et le même facteur aurait joué pour le développement du mouvement spécialement dans les provinces de la partie orientale de la RDC.

Lucha est un exemple typique d'un mouvement social juvénile (Touré, 2017), c'est-à-dire un mouvement qui a connu son émergence par la jeunesse, qui s'est développé par la jeunesse et dont

les effets ont été attribués au courage et à la ténacité de cette jeunesse qui se nomme aujourd'hui : « enfants de la guerre » (Lucha, 2012). L'analyse des actions entreprises par le mouvement nous permet de comprendre la complexité et les limites de l'approche des opportunités politiques dans l'étude des mouvements sociaux. Il est difficile d'établir une comparaison entre la trajectoire, le développement et les effets du mouvement Lucha et les autres mouvements qui ont vu le jour à la même période en Afrique de l'Ouest (Y'en a marre au Sénégal, Balai citoyen au Burkina Faso). Bien que ces mouvements aient collaboré, le contexte propre à chaque pays, son passé colonial, la stabilité des institutions, la composition ethnique, la composition religieuse, les dimensions du territoire, la composition linguistique et la situation géographique, pourraient jouer un rôle non négligeable dans l'avenir d'un mouvement social.

L'exemple du mouvement Lucha démontre la différence entre discours politique pour gagner en popularité et l'application des mesures concrètes pour qu'un régime s'intéresse à l'amélioration des conditions sociales ; qui constitue une priorité du mouvement Lucha. Nous pensons que dans l'avenir d'autres mouvements à l'image de Lucha sauront prendre position en se référant aux erreurs stratégiques qu'aurait connues ce dernier. Ces erreurs ont empêché le mouvement de mettre à profit l'ouverture du système avant l'alternance politique. Comme le dit King Jr (2013), une lutte ne doit pas être consacrée à un individu, qui est aussi un citoyen mais elle doit plutôt utiliser les stratégies pour agir sur le système existant. Nous avons noté la faible infiltration du mouvement Lucha dans les institutions pour déclencher un changement comme c'était le cas pour d'autres mouvements sociaux au Soudan, au Burkina Faso et au Sénégal. Malgré le soutien de la résistance par une majorité de la jeunesse congolaise, le mouvement n'a pas eu un soutien direct des personnalités publiques. Celles qui ont appuyé mais sous anonymat et certains militantes et militants doutent même de la sincérité des personnalités proches du pouvoir qui manifestaient la volonté d'appuyer le mouvement en coulisse.

Contrairement à une lutte violente, qui a besoin d'un soutien extérieur pour accéder au pouvoir ou réaliser ses objectifs, la lutte non-violente nécessite un soutien inconditionnel interne qui soit permanent avec des bases solides (Chenoweth, 2021) mais pour Lucha, il a été démontré que le mouvement n'a plus actuellement une bonne représentation au niveau de la base. Le soutien externe que le mouvement avait eu spécialement par les médias étrangers aurait pris fin avec l'alternance car ne constituait plus une nouveauté (Polet, 2022). Tous ces paramètres ne dépendent

pas de la détermination des militants car difficiles à contrôler. Ceci nous pousse à formuler le constat selon lequel, les ressources auxquelles a accès un mouvement social ne sont pas toujours disponibles.

Néanmoins, malgré cette sorte de reproduction sociale qui veut maintenir les statuts sociaux en RDC (Wright, 2017), pour que la classe dominante garde ses faveurs, il y a de l'espoir. Les effets de Lucha sur la vie politique congolaise donne cet espoir. Plus haut (effet politique de Lucha), nous avons démontré comment le président du Sénat à l'époque du régime Kabila, monsieur Kengo wa Dondo, avait dit avoir écouté la rue. Ceci pour empêcher une modification de la loi électorale qui pourrait permettre à Kabila de se maintenir encore au pouvoir en attendant le recensement de la population, ce qui allait lui permettre de formuler d'autres stratégies si l'occasion lui était donnée. Nous pensons que les stratégies fondées sur une démarche émancipatrice combinée à la logique de transformation symbiotique seraient gagnantes pour l'avenir de Lucha.

Bibliographie

- Adam, F. A. D. (2020).** The impact of sudanese revolution on changing the social marker of sudanese slang language. *Research Journal of English Language and Literature (RJELAL)*, Vol 8.
- Aguilera, T. (2018).** Gouvernance urbaine et critique dans les métropoles européennes : une posture méthodologique pour étudier les effets des mouvements sociaux sur les politiques publiques. *Métropoles, Hors-série 2018*. <https://doi.org/10.4000/metropoles.5789>
- Akindès, F., & Zina, O. (2016).** L'État face au mouvement social en Afrique. *Revue Projet*, (6), 83-88.
- Albero, B. (2010).** L'étude de cas : une modalité d'enquête difficile à cerner : 15-25.
- Amnesty International. (2019).** En RDC, un défenseur des droits humains, est une bête noire à abattre. <https://www.amnesty.be/infos/blogs/blog-paroles-chercheurs-defenseurs-victimes/CarboneJudith>
- Amnesty International. (2022).** RDC. La condamnation de 13 jeunes militants est un acte honteux visant à éradiquer la dissidence. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/04/drc-conviction-of-13-youth-activists-isashameful/#:~:text=Les%2013%20militant%C2%B7e%C2%B7s,malgr%C3%A9%20l%C3%A9tat%20de%20si%C3%A8ge>. (Consulté le 27 juillet 2022)
- Amnistie internationale. (2022).** RDC. La justice et les libertés en état de siège au Nord-Kivu et en Ituri. https://amnistie.ca/sites/default/files/2022-05/rapport_RDC_comprese.pdf (consulté le 3 novembre 2022).
- Ancelovici, M. (2009).** Esquisse d'une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique. *Sociologie et sociétés*, 41(2), 39-61.
- Arquilliere, M., Richard, D., & Peigner, C. (2015).** L'instabilité en République Démocratique du Congo : entre conflit ouvert, corruption et ingérence économique.
- Avisé (2014).** Changements et pistes d'action pour le changement d'échelle des innovations sociales, Agence d'ingénierie et de services pour entreprendre autrement : Paris, p. 1-20.
- Ba-Mweze, J.N. (2020).** RDC : divorce consommé entre Tshisekedi et Kabila. <https://www.dw.com/fr/rdc-divorce-consomm%C3%A9-entre-tshisekedi-et-kabila/a-55843046> (consulté le 05 novembre 2022).

- Bangré, H. (2016).** La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse. Notes de l'IFRI, 4-26.
- Barlatier, P. J. (2018).** Chapitre 7. Les études de cas. Les méthodes de recherche du DBA, 126-139.
- Batomeno, G. (2020).** Rupture de la coalition : la Lucha invite Félix Tshisekedi à assumer ses responsabilités. https://www.mediacongo.net/article-actualite/79563-rupture_de_la_coalition_la_lucha_invite_felix_tshisekedi_a_assumer_ses_responsabilites.html (consulté le 3 novembre 2022).
- Bayo, Jr. (2019).** RDC : ce « deal » confirmé entre Felix Tshisekedi et Joseph Kabila. <https://afrique.latribune.fr/politique/2019-02-28/rdc-ce-deal-confirme-entre-felix-tshisekedi-et-joseph-kabila-809088.html> (consulté le 10 octobre 2022).
- Benford, R. D., Snow, D. A., & Plouchard, N. M. (2012).** Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix*, (3), 217-255.
- Bohler-Muller, N., & Van der Merwe, C. (2011).** The potential of social media to influence socio-political change on the African Continent. Africa Institute of South Africa, Policy Brief, 46(2).
- Boisselet, P., (2017).** RDC : la Lucha lance une section à Paris pour mobiliser la diaspora. <https://www.jeuneafrique.com/502601/politique/rdc-la-lucha-lance-une-section-a-paris-pour-mobiliser-la-diaspora/> (consulté le 10 juillet 2022)
- Boulanger, P. M. (2015).** Les initiatives citoyennes de transition : significations et perspectives politiques. Belgium : Institut pour un Développement Durable.
- Boumakani, B. (2008).** La prohibition de la « transhumance politique » des parlementaires. *Revue française de Droit constitutionnel*, 75(3), 499-512.
- Braeckman, C. et Matumo, B. (2018).** RDC : Interview de Bienvenu Matumo, porte-parole d'une jeunesse en lutte & militant à La Lucha. https://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=16556(consulté le 25 octobre 2022).
- Brulhart, F., Favoreu, C., & Loufrani-Fedida, S. (2019). L'influence de la compétence collective sur la performance d'équipe : analyse du rôle modérateur du leadership partagé et du coaching. *Management international*, 23(4), 149-164.

- Carlino, V., & Mabi, C. (2017).** Mobilisation. Publiotionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics, En-ligne.
- Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11). (2016).** Freud Bauma, la lutte pour le changement. <https://www.cncd.be/congo-Fred-Bauma-la-lutte-pour-le-changement?lang=fr> (consulté le 10 mai 2022)
- Chahed, N. (2017).** Les « Mouvements citoyens », nouvelle voix des jeunes en RDC, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/les-mouvements-citoyens-nouvelle-voix-des-jeunes-en-rdc/776399#>, consulté le 26 février 2022.
- Chateauvert, J., Dufort, P., Folco, J. D., Morales Hudon, A., Stambouli, J., Tremblay-Pepin, S., & Wilson, A. (2020).** Manuel pour changer le monde. Lux Éditeur.
- Chenoweth, E. (2021).** Civil Resistance: What Everyone Needs to Know®. Oxford University Press.
- Chenoweth, E., Stephan, M. J., & Stephan, M. (2011).** Why civil resistance works: The strategic logic of nonviolent conflict. Columbia University Press.
- Coghlan, B., Ngoy, P., Mulumba, F., Hardy, C., Bemo, V. N., Stewart, T., ... & Brennan, R. (2007).** Mortality in the Democratic Republic of Congo: An ongoing crisis. New York : International Rescue Committee.
- Collerette, P. (1997).** L'étude de cas au service de la recherche. Recherche en soins infirmiers, (3), 81-88.
- Coquery-Vidrovitch, C. (1983).** Révoltes et résistance en Afrique noire : une tradition de résistance paysanne à la colonisation. Labour, Capital and Society/Travail, capital et société, 34-63.
- Costa, O. (2020).** Mouvements sociaux et réseaux sociaux. L'ENA hors les murs, 499, 49-50. <https://doi.org/10.3917/ehlm.499.0049>
- Crutchfield, L. R. (2018).** How change happens: why some social movements succeed while others don't. John Wiley & Sons.
- Decraene, P. (1960).** La démocratie sénégalaise à l'épreuve. https://www.lemonde.fr/archives/article/1960/01/16/ii-la-democratie-senegalaise-a-l-epreuve_2096448_1819218.html, consulté le 07 juillet 2022.
- Della Porta, D. (1995).** Social movements and the state: Thoughts on the policing of protest. European University Institute Working Paper, no.95/13.

- Dimé, M., Kapagama, P., Soré, Z., & Touré, I. (2020).** Entre la rue et l'internet : pratiques revendicatives et stratégies de mobilisation de Y'en a marre, du Balai citoyen, Filimbi et de la Lucha. *Africa and Development / Afrique et Développement*, 45(4),
- Doubidji, H. (2018).** RDC : paralysie, manifestations et enquête à Beni, après une tuerie. <https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-paralysie-manifestations-et-enquete-beni-apres-une-tuerie-261926> (consulté le 6 janvier 2023)
- Duarte, L. (2017).** Lancement officiel de la caravane de la démocratie, le 15 septembre à Bukavu (RDC). <https://blogs.mediapart.fr/465805/blog/130917/lancement-officiel-de-la-caravane-de-la-democratie-le-15-septembre-bukavu-rdc> (consulté le 12 janvier 2023).
- Dussart, M. (2020).** L'indépendance du Congo, fruit d'une longue lutte de résistance. <https://www.solidaire.org/articles/l-independance-du-congo-fruit-d-une-longue-lutte-de-resistance> (consulté le 08 juin 2022)
- Eddy Isango, 2016,** Lancement de la campagne « Bye-Bye Kabila », <https://www.voaafrique.com/a/lancement-de-la-campagne-bye-bye-kabila-en-depit-du-deploiement-des-forces-de-l-ordre-a-kinshasa/3612818.html> (consulté le 12 mai 2022)
- Faure, A. (2006).** Les changements d'échelle en science politique : objet classique, questions nouvelles. In 4eme journée scientifique de l'action publique et du développement local (p. 7). FUCAM.
- Fessy, T., (2022).** Répression en RD Congo : prison ferme pour 12 militants de la Lucha. <https://www.hrw.org/fr/news/2022/04/07/repression-en-rd-congo-prison-ferme-pour-12-militants-de-la-lucha>
- Fillieule, O. (1997).** Stratégies de la rue. Les manifestations en France. Presses de Sciences po.
- Fillieule, O. (2006).** Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques'. *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, 201-218.
- Fillieule, O. (2009).** De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? *Politique et sociétés*, 28(1), 15-36.
- Fillieule, O. & Mathieu, L. (2009).** Structure des opportunités politiques. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux* (pp. 530-540). Paris : Presses de Sciences Po.

- Fillieule, O., Mathieu, L., & Péchu, C. (2020).** Dictionnaire des mouvements sociaux-Nouvelle édition. PRESSES DE SCIENCES PO.
- Gagnon, Y. C. (2012).** L'étude de cas comme méthode de recherche. PUQ.
- Gobe, E., & Chouikha, L. (2011).** La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali. *Tiers-Monde*, (5 (HS)), 219-226.
- Gouby, M. (2016).** Le mouvement Bye Bye Kabila veut tourner la page en RDC. <https://www.lefigaro.fr/international/2016/12/18/01003-20161218ARTFIG00114-le-mouvement-bye-bye-kabila-veut-tourner-la-page-en-rdc.php>
- Happer, C., & Philo, G. (2013).** The role of the media in the construction of public belief and social change. *Journal of social and political psychology*, 1(1), 321-336.
- HCDH. (2020).** Une défenseuse des droits de l'homme du mouvement LUCHA espère que son combat aidera à faire changer les choses en République démocratique du Congo. <https://www.ohchr.org/fr/stories/2020/02/lucha-rights-defender-hopes-her-struggle-can-bring-change-dr-congo> (consulté le 25 octobre 2022)
- Henry, V. (2015).** Mouvements citoyens engagés en Afrique ; le cas du Burkina-Faso. <http://www.studia.ubbcluj.ro/download/pdf/947.pdf>
- Hilhorst, T., & Nyenyezi, M. B. (2016).** Le mouvement des femmes au Sud-Kivu, République démocratique du Congo : Une analyse de la société civile (No. 11). Wageningen University, Wageningen UR.
- Human Rights Watch. (2017).** RD Congo : Le nouveau 'Baromètre sécuritaire du Kivu' cartographie les violences dans l'est. <https://www.hrw.org/fr/news/2017/12/07/rd-congo-le-nouveau-barometre-securitaire-du-kivu-cartographie-les-violences-dans>
- Hunt, S. A., & Benford, R. D. (2004).** Collective identity, solidarity, and commitment. *The Blackwell companion to social movements*, 433(57).
- Isango, E. (2019).** Félix Tshisekedi révèle que le "deal" avec Kabila était en vue d'une coalition au gouvernement. [r%C3%A9v%C3%A8le-que-le-deal-avec-kabila-%C3%A9tait-en-vue-d-une-coalition-au-gouvernement/4804600.html](https://www.lesoir.be/4804600.html) (consulté le 10 octobre 2022)
- Janne, H. (1960).** Les classes sociales : l'approche marxiste et la notion sociologique d'out-group. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 29, 75-89.

- Jasper, J. M., & McGarry, A. (2015).** Introduction: The identity dilemma, social movements, and contested identity. *The identity dilemma: Social movements and collective identity*, 1-17.
- Jenkins, J. C., & Klandermans, B. (1995).** The politics of social protest (pp. 1-13). Taylor & Francis.
- Jeune Afrique, (2013).** Ouverture des « concertations nationales » boudées par l'opposition. <https://www.jeuneafrique.com/149470/archives-thematique/rdc-ouverture-des-concertations-nationales-boud-es-par-l-opposition/>
- Jeune Afrique. (2021).** RDC : la Lucha en guerre contre l'état de siège. <https://www.jeuneafrique.com/1265265/politique/rdc-la-lucha-en-guerre-contre-letat-de-siege/> (consulté le 3 novembre 2022).
- Justice et paix. (2019).** Élections en RDC : démocratie de façade ou transition historique ? <https://www.justicepaix.be/elections-en-rdc-democratie-de-facade-ou-transition-historique/> (consulté le 1 novembre 2022).
- Kibangula, T. (2015).** Disparition d'un militant prodémocratie en RDC : les autorités promettent de lancer des recherches. <https://www.jeuneafrique.com/256555/politique/disparition-dun-militant-prodemocratie-rdc-autorites-promettent-de-lancer-recherches/> (consulté le 10 octobre 2022).
- Kienle, E. (2012).** Les « révolutions » arabes. *Critique internationale*, 54, 103-117. <https://doi.org/10.3917/cii.054.0103>
- King Jr, M. L. (2013).** " In a Single Garment of Destiny": A Global Vision of Justice (Vol. 8). Beacon Press.
- Klandermans, P. G. (2014).** Identity politics and politicized identities: Identity processes and the dynamics of protest. *Political psychology*, 35(1), 1-22.
- Kouassi, C. (2019).** RDC - Alternance : la Lucha veut continuer la lutte contre Kabila. <https://fr.africanews.com/2019/01/25/rdc-alternance-la-lucha-veut-continuer-la-lutte-contre-kabila//> (consulté le 20 octobre 2022).
- Krief, N., & Zardet, V. (2013).** Analyse de données qualitatives et recherche-intervention. *Recherches en sciences de gestion*, (2), 211-237.
- Kriesi, H. (2009).** Les mouvements sociaux et le système politique : quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique. *Sociologie et sociétés*, 41(2), 21-38.

- La croix. (2019).** Le combat de l'Église de RD-Congo pour la « vérité des urnes ». Congo-verite-urnes-2019-03-08-1201007319 (consulté le 23 octobre 2022)
- La croix. (2022).** Difficile de rapper dans l'est de la République démocratique du Congo. <https://www.la-croix.com/Difficile-rapper-Republique-democratique-Congo-2022-02-07-1301198959> (consulté le 18 août 2022)
- La libre Afrique. (2021).** RDC : l'UE maintient ses sanctions contre 10 cadres du régime Kabila. <https://afrique.lalibre.be/66511/rdc-lue-maintient-ses-sanctions-contre-10-cadres-du-regime-kabila/> (consulté le 10 octobre 2022)
- Landry, N., Aubin, F., & Sénécal, M. (2015).** Médias et mouvements sociaux : pratiques de mobilisations collectives. *Canadian Journal of Media Studies-Revue canadienne d'études médiatiques*.
- Lapeyronnie, D. (1988).** Mouvements sociaux et action politique : existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? *Revue française de sociologie*, 593-619.
- LeDevoir. (2018).** RDC : privée d'élection, Beni défie Kinshasa avec « son » propre vote. <https://www.ledevoir.com/monde/afrique/544560/rdc-privee-d-election-beni-defie-kinshasa-avec-son-propre-vote> (consulté le 26 octobre 2022).
- Leganews, (2019).** En quoi consistent les sanctions des Etats-Unis contre les dignitaires du régime Kabila ? <https://leganews.cd/index.php/actualite/institutions/1690-en-quoi-consistent-les-sanctions-des-etats-unis-contre-les-dignitaires-du-regime-kabila/> (consulté le 10 octobre 2022)
- Le Monde (2017).** RDC : Kalev Mutond, le redoutable maître espion de Kinshasa. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/30/kalev-le-maitre-espion-de-kinshasa_5153550_3212.html (consulté le 4 octobre 2022)
- L'express (2018).** Présidentielle en RDC : internet coupé par les autorités. https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/presidentielle-en-rdc-internet-coupe-par-les-autorites_2055520.html (consulté le 10 septembre 2022)
- Licoco. (2018).** Processus Électoral en RDC : La Licoco en campagne contre les achats de consciences. <https://licoco.org/processus-electoral-en-rdc-la-licoco-en-campagne-contre-les-achats-de-consciences/> (consulté le 6 novembre 2022).
- Lucha. (2020).** 2020 nos victoires. <http://www.luchacongo.org/> (consulté le 5 septembre 2022).

- Lutunu, T. (2019).** RDC : "Les 6 erreurs de Félix Tshisekedi", une chronique de Tapie Lutunu. <https://7sur7.cd/2019/08/01/rdc-les-6-erreurs-de-felix-tshisekedi-une-chronique-de-tapie-lutunu> (consulté le 5 novembre 2022).
- Mabiala, M. U., & Menye Langue, G. (2020).** Réformer avec et pour les jeunes. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, (83), 177-183.
- Malu-Malu, A. (2020).** RDC : Rupture consommée entre Kabila et Tshisekedi. <https://www.makanisi.org/rdc-rupture-consommee-entre-kabila-et-tshisekedi/> (consulté le 1er novembre 2022).
- Mamdani, M., Mkandawire, T., & Wamba-dia-Wamba. (1988).** Social movements, social transformation, and struggle for democracy in Africa. *Economic and Political Weekly*, 973-981.
- Mansianga, F. (2021).** Affaire 500 jeeps aux députés : Lucha dénonce « des pratiques mafieuses de corruption, d'achat de conscience » et appelle à revendre publiquement ces véhicules. <https://actualite.cd/2021/06/24/affaire-500-jeeps-aux-deputes-lucha-denonce-des-pratiques-mafieuses-de-corruption-dachat> (consulté le 5 novembre 2022)
- Mararo, S. B. (2001).** Le Nord-Kivu au cœur de la crise congolaise. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2001–2002*, 153-185.
- Masson, D. (2009).** Politique (s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques. *Politique et sociétés*, 28(1), 113-133.
- Mathieu, L. (2007).** L'espace des mouvements sociaux. *Politix*, 77, 131-151. <https://doi.org/10.3917/pox.077.0131>
- McAdam, D. (1999).** Political process and the development of black insurgency, 1930-1970. University of Chicago Press.
- McAdam, D., McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (Eds.). (1996).** Comparative perspectives on social movements: Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings (p. 1). Cambridge: Cambridge University Press.
- McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C. (2003).** Dynamics of contention. *Social Movement Studies*, 2(1), 99-102.
- Matti, S. A. (2010).** The Democratic Republic of the Congo? Corruption, patronage, and competitive authoritarianism in the DRC. *Africa Today*, 56(4), 42-61.

- Meila, H. (2015).** RDC : les activistes africains arrêtés accusés de vouloir déstabiliser le pays. <https://www.aa.com.tr/fr/politique/rdc-les-activistes-africains-arr%C3%AAt%C3%A9s-accus%C3%A9s-de-vouloir-d%C3%A9stabiliser-le-pays/66254> (consulté le 08 juillet 2022)
- Mélice, A. (2010).** La désobéissance civile des kimbanguistes et la violence coloniale au Congo Belge (1921-1959). *Les Temps Modernes*, 658-659, 218-250. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/lm.658.0218>
- Moore, M. L., & Riddell, D. J. (2015).** Scaling Out, Scaling up, Scaling Deep: Advancing Systemic Social Innovation and the Learning Processes to Support it. Technical Report in *Journal of Corporate Citizenship*.
- Moore, M. L., Riddell, D., & Vocisano, D. (2015).** Scaling Out, Scaling up, Scaling Deep: Advancing Systemic Social Innovation and the Learning Processes to Support it. Technical Report in *Journal of Corporate Citizenship*.
- Morales Hudon, A. et Sarrasin, R. (2019).** Les mouvements sociaux comme forme de participation politique, dans Fourot, A. C., Léger, R., Cornut, J., & Kenny, N. (2019). « Le Canada dans le monde : acteurs, idées, gouvernance, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p.99-118
- Moreau, J. L. (2010).** De la décolonisation à la zaïrianisation. Le sort des capitaux belges au Congo. *Les cahiers Irice*, (2), 61-77.
- Mulegwa, P. (2018).** RDC : coupure d'Internet "pour des raisons sécuritaires. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-coupure-d-internet-pour-des-raisons-s%C3%A9curitaires/1353152#> (consulté le 10 septembre 2022)
- Murhula, B. P., Balemba, K. E., Buchekuderhwa, B. C., Namegabe, R. P. R., & Chubaka, M. J. (2020).** Rapport final de la recherche menée sur les stratégies de résilience développées par les jeunes pour contrer le basculement dans la violence, l'injustice et l'exclusion au Nord et au Sud-Kivu.
- Mwanamilongo, S. (2019).** Coupure internet en RDC : plainte contre les opérateurs de téléphonie mobile. <https://www.dw.com/fr/coupure-internet-en-rdc-plainte-contre-les-op%C3%A9rateurs-de-t%C3%A9l%C3%A9phonie-mobile/a-47194990> (consulté le 10 septembre 2022).

- Ndaywel è Nziem, I. (1998).** De l'authenticité à la libération : se prénommer en République démocratique du Congo. *Politique africaine*, (72), 98-109.
- Neveu, E. (1999).** Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux. Communication-Technologie-Société*, 17(98), 17-85.
- Neveu, É. (2015).** IV. La mobilisation des ressources. *Reperes*, 6, 48-59.
- Neveu, É. (2019).** VII. Systèmes politiques et configurations d'interdépendance. Dans : Érik Neveu éd., *Sociologie des mouvements sociaux* (pp. 85-98). Paris : La Découverte.
- Nez, H. (2012).** Délibérer au sein d'un mouvement social : Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid. *Participations*, 4, 79-102. <https://doi.org/10.3917/parti.004.0079>
- Pehrson, S., & Reicher, S. (2014).** On the meaning, validity, and importance of the distinction between personal and social identity: a social identity perspective on Identity Process Theory. *Identity Process Theory*, 97-117.
- Polet, F. (2022).** RDC : La Lucha sous l'ère Tshisekedi- Une marginalisation relative, prix de l'intransigeance. Centre tricontinental (CETRI). <https://www.cetri.be/RDC-La-Lucha-sous-l-ere-Tshisekedi?lang=fr>
- Pourtier, R. (2008).** Reconstruire le territoire pour reconstruire l'État : la RDC à la croisée des chemins. *Afrique contemporaine*, 227, 23-52. <https://doi.org/10.3917/afco.227.0023>
- Pout, C. (2020).** L'impasse Politique en RDC/The Political Impasse in DRC.
- Protection Internationale. (2018).** Criminalisation des mouvements sociaux. Le cas de la Lucha en République Démocratique du Congo. <https://www.protectioninternational.org/sites/default/files/2018-criminalisation-series-DRC-La-Lucha-web.pdf> (consulté le 12 juillet 2022).
- Rabaud, M. (2018).** Congo- Lucha: https://www.youtube.com/watch?v=SilFp92z_5k. (Film visualisé depuis janvier 2021).
- Radio Okapi. (2016).** Kinshasa : le début de la campagne « Bye-Bye Kabila » annoncé pour ce samedi. <https://www.radiookapi.net/2016/11/25/actualite/politique/kinshasa-le-debut-de-la-campagne-bye-bye-kabila-annonce-pour-ce> (consulté le 20/08/2022).
- RCN Justice et démocratie. Sd.** Période du mobutisme au Congo. <https://rcn-ong.be/wp-content/uploads/2020/03/23.-congo-la-periode-mobutiste.pdf> (consulté le 5 novembre 2022)
- RDC. (2006).** Constitution du 18 février 2006

- Revillard, A. (2003).** La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage.
- RFI. (2014).** RDC : une pétition à Goma pour réclamer plus d'eau, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140714-rdc-une-petition-goma-reclamer-plus-eau> (consulté le 28 mai 2022)
- RFI. (2016).** RDC : la campagne « Bye bye Kabila » étouffée dès son premier jour. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20161126-rdc-campagne-bye-bye-kabila-etouffee-son-premier-jour> (Consulté le 20/08/2022).
- Rigaud, C. (2015).** RDC : le Sénat joue à l'apaisement et amende la loi électorale. <http://afrikarabia.com/wordpress/dc-le-senat-joue-lapaisement-et-amende-la-loi-electorale/> (consulté le 2 juillet 2022)
- RITIMO, (2018).** Mouvements citoyens africains : un espoir pour tout un continent. <https://www.ritimo.org/Au-Congo-RDC-La-Lucha-et-Filimbi>(consulté le 10 août 2022).
- Roger, B. et Kibangula, T. (2015).** RDC : ce que Kinshasa reproche à « Y'en a marre », « Balai citoyen » et « Filimbi » ; <https://www.jeuneafrique.com/228294/politique/rdc-ce-que-kinshasa-reproche-y-en-a-marre-balai-citoyen-et-filimbi/> (consulté le 07 juillet 2022)
- RTBF, (2021).** République démocratique du Congo : l'UE maintient ses sanctions contre 10 cadres du régime Kabila. <https://www.rtb.be/article/republique-democratique-du-congo-l-ue-maintient-ses-sanctions-contre-10-cadres-du-regime-kabila-10895043>(consulté le 16 octobre 2022).
- Sadiki, A., (2021).** Delcat Idengo devant le tribunal : « Je n'ai pas injurié le président, je lui rappelle son travail ». <https://lejournal.africa/delcat-idengo-devant-le-tribunal-je-nai-pas-injurie-le-president-je-lui-rappelle-son-travail/>
- Samb, M. (2017).** Médias, contestations et mouvements populaires au Sénégal de 2000 à 2012. *Africa Development*, 42(4), 87-104.
- Scalmer, S. (2018).** Nonviolent activism and the media: Gandhi and beyond. In *The Routledge Companion to Media And Activism* (pp. 38-45). Routledge.
- Simons, H. W. (1970).** Requirements, problems, and strategies: A theory of persuasion for social movements. *Quarterly Journal of Speech*, 56(1), 1-11.

- Smith, J., & Fetner, T. (2009).** Structural approaches in the sociology of social movements. In Handbook of social movements across disciplines (pp. 13-57). Springer, Boston, MA.
- Snow, D. A. et Benford R. D. (1992).** Master frames and cycles of protest”, in Morris Aldon D. and McClurg Mueller Carol (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven, Yale University Press, 133–155.
- Snow, D. A., Rochford Jr, E. B., Worden, S. K., & Benford, R. D. (1986).** Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation. *American sociological review*, 464-481.
- Soares, B., & LeBlanc, M. N. (2015).** Islam, jeunesse et trajectoires de mobilisation en Afrique de l’Ouest à l’ère néolibérale : Un regard anthropologique. In *Collective Mobilisations in Africa/Mobilisations collectives en Afrique* (pp. 67-90). Brill.
- Souillard, N., Sebbah, B., Loubère, L., Thiong-Kay, L., & Smyrnaio, N. (2020).** Les Gilets jaunes, étude d’un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques. *Terminal. Technologie de l’information, culture & société*, (127).
- Tai, Z. (2018).** Social media and contentious action in China. In *The Routledge companion to media and activism* (pp. 97-107). Routledge.
- Tarrow, S. (1996).** Social movements in contentious politics: A review article. *American Political Science Review*, 90(4), 874-883.
- Tarrow, S., & McAdam, D. (2005).** Scale shift in transnational contention. *Transnational protest and global activism*, 121-150.
- Tilly, C. (2008).** *Contentious performances*. Cambridge University Press.
- Touré, I. (2017).** Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l’Ouest : étude comparée des mouvements de contestation « Y’en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso. *Africa Development*, 42(2), 57-82.
- Tournons la page. Sd.** Le mouvement. <https://tournonslapage.org/fr/le-mouvement>(consulté le 18/08/2022).
- Tsongo, E. (2020).** A Goma, le mouvement citoyen de la LUCHA a manifesté pour décrier la situation de la pénurie d’eau. <https://www.grandslacsnews.com/posts/a-goma-le-mouvement-citoyen-de-la-lucha-a-manifeste-pour-decrier-la-situation-de-la-penurie-d-eau-492> (consulté le 20 août 2022)

- Trefon, T. (2010).** Les obstacles administratifs à la réforme en République démocratique du Congo. *Revue internationale des sciences administratives*, 76(4), 735-755.
- TV 5 Monde. (2018).** Victoire de la Lucha, <https://www.youtube.com/watch?v=-lXkLD5MdW4> (Visualisé fréquemment depuis 2021).
- Ouragan (2021).** RDC : l’alternance politique, un des acquis importants de la lutte de la Lucha. *la-lutte-de-la-lucha-jacques-issongo* (consulté le 20 octobre 2022).
- Université populaire de l’engagement citoyen. (2018).** Les actes de l’UPEC 2018. ([Http://yenamarre.sn/actes-de-lupec/](http://yenamarre.sn/actes-de-lupec/)). Consulté le 14 février 2021.
- Van Leeckwyck, R. (2016).** La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose. *Courrier hebdomadaire/Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques*,
- VOA Afrique (2019).** Coupure internet en RDC : les USA protestent, les start-ups à la peine. *start-up-%C3%A0-la-peine/4750265.html*. (Consulté le 10 septembre 2022).
- Voegtli, M. (2020).** Identité collective. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux : 2e édition mise à jour et augmentée* (pp. 308-313). Paris : Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0308>
- Volpi, F. (2019).** Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes. *L’Année du Maghreb*, (21), 27-36.
- Wright, E. O. (2017).** *Utopies réelles*, trad. V. Farnea et JA Peschanski, Paris, La Découverte, 6.

Annexes

Guide d'entrevue aux membres du mouvement social Lutte pour le changement (Lucha)

I. Questions générales et origine du mouvement Lucha

Questions Réponses

1. Depuis quand vous êtes membres de Lucha ?
2. Pouvez-vous me raconter ce qui vous a motivé à vous impliquer ?
3. Comment devient-t-on membre ?
4. Comment ce mouvement a-t-il commencé ? facteurs catalyseurs ?
5. Comment et par qui le mouvement a été initié ?
6. Quels sont les objectifs du mouvement ?
7. Qui ont été les premiers membres à adhérer ?

II. Trajectoire du mouvement Lucha

Questions Réponses

1. Comment les membres communiquent-ils entre eux ?
2. Comment le mouvement mobilise les gens et organise les activités ?
3. Selon vous, quels facteurs ont-ils permis au mouvement de s'étendre jusqu'à devenir national ?
4. Quelles sont vos stratégies d'implémentation à un nouvel endroit ?
5. Avez-vous d'autres stratégies non encore testées ?
6. Quelles organisations, quels acteurs et mouvements appuient la Lucha ? Qui sont vos alliés ?
7. Etes-vous en contact avec les politiques ? ou d'autres mouvements citoyens ?

III. Résultats attribués au mouvement Lucha

Questions Réponses

1. Croyez-vous que le mouvement compte pour la population ? Pouvez-vous me donner des exemples ?
2. Comment vos actions sont-elles jugées par les politiques ?
3. Quelles réalisations attribuez-vous à votre mouvement en RDC ?
4. Selon vous, quels changements attribuez-vous à votre mouvement ?
- Au niveau social

- Au niveau Politique
 - Au niveau Economique
 - Au niveau sécuritaire
5. Pensez-vous que vos réclamations sont conformes aux besoins de la population ?
 6. Pouvez-vous ajouter des éléments que nous n'avons pas abordé pendant cette entrevue ?